

Allegato A **Piano contabile generale**

Stato 13.12.2018

Cette annexe présente le plan comptable à quatre positions tel qu'il est prévu par la Recommandation 03. Ce plan comptable fait l'objet d'une actualisation périodique (en principe annuelle). C'est pourquoi il est vivement conseillé aux collectivités publiques de s'assurer qu'elles sont toujours en possession de la toute dernière version de cette annexe, respectivement de mettre à jour régulièrement le plan comptable qu'elles utilisent. Il est aussi conseillé aux autorités cantonales de surveillance des finances communales de régulièrement mettre à jour leurs prescriptions en la matière.

La version la plus à jour de cette annexe est à disposition gratuitement sur le site internet du Conseil suisse de présentation des comptes publics (www.srs-cspp.ch). Le site internet offre également un document permettant de visualiser l'ensemble des modifications apportées au plan comptable depuis sa première publication en 2008. Mentionnons que la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (CACSF) met à disposition, sur son site internet, un index permettant d'identifier aisément, à l'intérieur du plan comptable, les natures de comptes (seulement en allemand).

Premessa su conti specifici riservati

Il piano contabile generale MPCA2 è armonizzato con quello della Confederazione. Altri conti specifici utilizzati dalla Confederazione sono evidenziati. Gli enti pubblici sono pregati di non utilizzare questi conti nei loro piani contabili individuali, poiché in questo caso verrebbero sensibilmente compromesse le analisi della statistica finanziaria e altre valutazioni intercantonali.

In un periodo di transizione abbastanza lungo alcuni enti pubblici effettuano la tenuta dei conti secondo il MPCA1, mentre altri terranno i conti in base al MPCA2. La statistica finanziaria è impostata secondo il MPCA2. Affinché i conti tenuti secondo il MPCA1 possano essere integrati nelle analisi, determinati conti specifici sono riservati alle esigenze della statistica finanziaria e recano l'annotazione «Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni».

Premesse su conti dettagliati

La colonna «Imputazione» contiene informazioni su conti dettagliati, necessari per l'analisi della statistica finanziaria. Laddove figurano concreti numeri di conto dettagliato, gli enti pubblici devono utilizzare questi **numeri** (con o senza segni d'interpunzione) alla corrispondente voce del numero di conto.

Esempio

Piano contabile generale MPCA2	Piano contabile dell'ente pubblico
3602.1 Partecipazioni dei Comuni alle imposte cantonali	3602.101 Partecipazioni dei Comuni alle imposte sul reddito 3602.102 Partecipazioni dei Comuni alle imposte sulla sostanza 3602.103 ...

Pertanto i piani contabili individuali devono essere strutturati in modo da contenere almeno 5 cifre. L'utilizzazione esatta dei prescritti numeri di conto dettagliato è necessaria ai fini della valutazione della statistica finanziaria.

Sectorisation et délimitation du secteur des administrations publiques

La Suisse se caractérise par sa structure fédéraliste et par une grande variété dans les dispositifs de péréquation financière. Identifier correctement quelle est l'entité qui fournit une prestation et quelle est l'entité qui reçoit la prestation correspondante, respectivement quelles sont les parties en présence dans le cadre d'une créance ou d'un engagement, est un enjeu important pour la statistique financière. C'est à cette condition que des consolidations fiables peuvent être établies à l'échelon des différentes entités territoriales ou niveaux institutionnels. C'est à cette condition également que des comparaisons fiables entre les cantons et leurs communes ainsi qu'avec la Confédération peuvent être réalisées. Pour la comptabilisation, on considère en principe que les transferts payés (contributions, dédommagements) vont au destinataire du paiement et non pas au bénéficiaire final. Des exceptions peuvent survenir dans les domaines de la protection de l'environnement, de la prévoyance sociale et de la santé, lorsqu'une entité économique autre qu'une administration publique (Confédération, canton, commune, assurances sociales publiques) agit comme intermédiaire (chambre de compensation) pour répartir les transferts concernés. Par exemple les contributions pour alléger les primes d'assurance-maladie, lorsqu'elles sont distribuées par l'intermédiaire des caisses-maladie, devrait être comptabilisées comme contributions aux ménages privés.

Pour catégoriser les agents économiques, le MCH2 utilise donc les mêmes critères de répartition que les statistiques financière et économique. Les agents économiques sont catégorisés de la manière suivante entre les secteurs économiques et les sous-secteurs :

Secteur public
Secteur des administrations publiques
<ul style="list-style-type: none"> - Confédération - Cantons et concordats - Communes et associations intercommunales - Assurances sociales publiques
Entreprises publiques (sociétés de capitaux)
Secteur privé
Entreprises privées (sociétés de capitaux)
Ménages privés
Institutions privées sans but lucratif au service des ménages privés (ISBLSM)
Etranger

Les agents économiques catégorisés dans les sous-secteurs ‘Confédération, ‘cantons et concordats’, ‘communes et associations intercommunales’ et ‘assurances sociales publiques’ forment le secteur économique des administrations publiques. Leur regroupement en une seule catégorie représentant le ‘secteur des administrations publiques’ se justifie puisque l’on souhaite disposer d’une vue d’ensemble de leur situation financière et pouvoir effectuer des comparaisons. Cela n’est possible que si toutes les entités, appartenant économiquement à la même entité, sont consolidées. Les comptes consolidés d’une entité publique se composent des propres comptes de l’entité (maison mère) auxquels s’ajoutent les comptes des entités particulières devant être consolidées en prenant soin d’éliminer les transactions internes. Les entités à consolider sont celles qui sont soumises au contrôle de l’exécutif et du législatif de l’entité publique concernée et qui font partie du secteur des administrations publiques selon les critères de la statistique financière¹.

Afin savoir si une entité appartient au secteur des administrations publiques, il est nécessaire de clarifier les limites entre le secteur privé et le secteur public et -à l’intérieur du secteur public- les limites entre le secteur des administrations publiques et les entreprises publiques. En effet, les entités appartenant au secteur des administrations publiques et les entreprises publiques forment ensemble le secteur public². La délimitation répond à une vision économique. Le principe « *substance over form* ! » (prééminence de la réalité économique sur l’aspect juridique) s’applique.

¹ Pour la statistique financière, le Système européen des comptes (SEC 2010) est déterminant pour la délimitation, respectivement la sectorisation du secteur des administrations publiques.

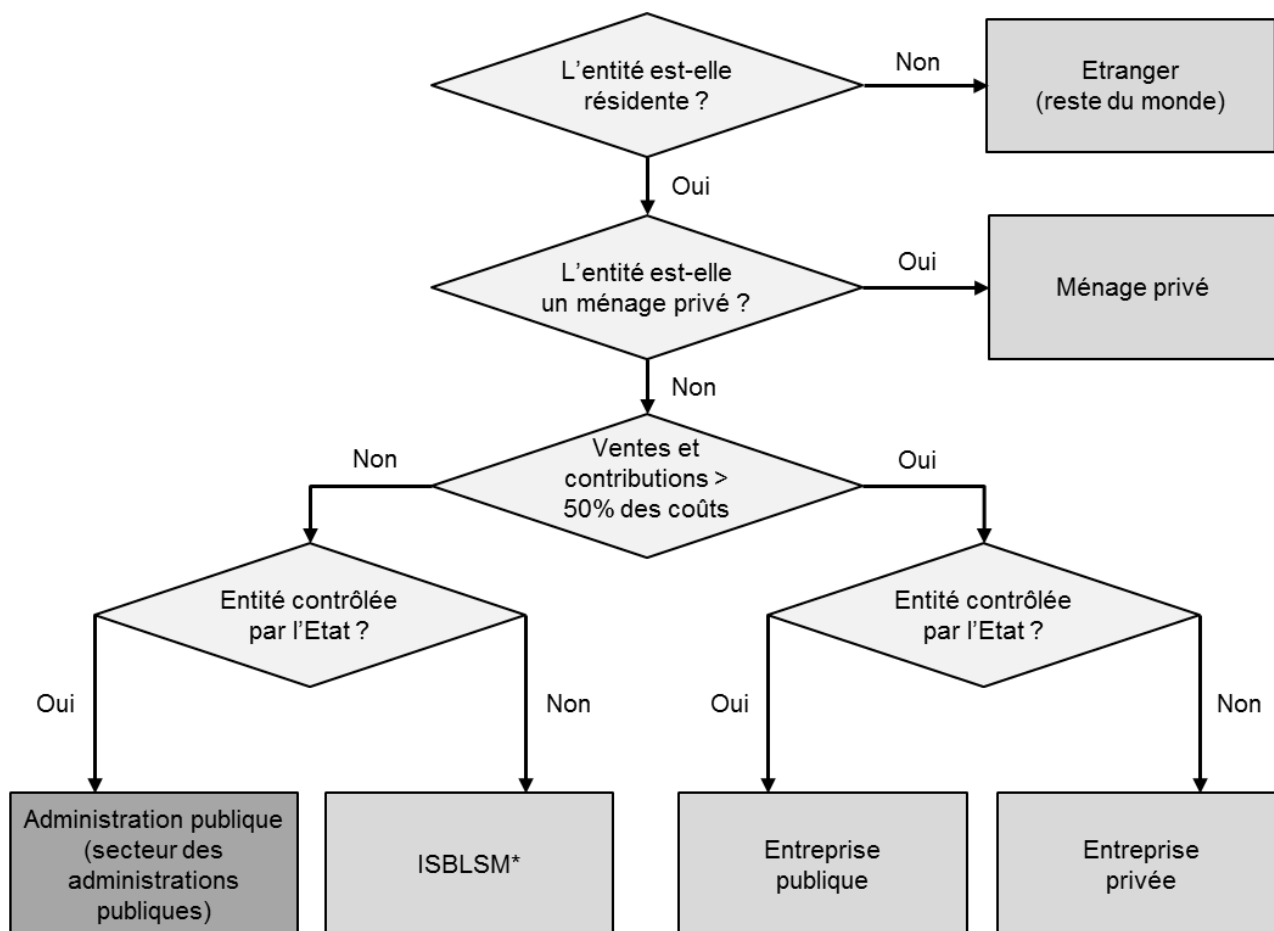
² En anglais, le *General Government Sector* et les *Government Business Enterprises* (ou *Public Corporations*) forment ensemble le *Public Sector*. A ce jour, il n’existe pas de statistiques d’ensemble, que ce soit pour la Suisse ou pour l’Union européenne.

Le critère du contrôle permet d'attribuer un agent économique au secteur privé ou au secteur public. Par contrôle, on entend la possibilité de déterminer la politique financière et opérationnelle de l'entité contrôlée et d'ainsi tirer avantage de son activité. Si l'on parvient à la conclusion qu'une entité économique est contrôlée par une entité publique, il faut ensuite établir si l'entité qui exerce le contrôle appartient au secteur des administrations publiques ou est une entreprise publique.

Les entreprises privées comme les entreprises publiques sont des entités économiques ayant des activités commerciales et qui offrent leurs produits (biens ou services) à un prix significatif économiquement. Un prix est réputé économiquement significatif dès lors qu'il influence d'une manière déterminante la quantité de produits offerts par le producteur et la quantité de produits demandés par le client ou l'utilisateur. Selon la statistique financière, les entreprises publiques sont essentiellement des entités qui se financent à travers la vente de biens et de services ou des entités particulières majoritairement financées par des redevances ou des taxes. Mentionnons comme exemple, au niveau fédéral, Swissmedic ou l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Selon les critères de catégorisation de la statistique financière, les centrales électriques et les stations d'épuration (STEP) des cantons et des communes font également partie des entreprises publiques dès lors qu'elles sont principalement financées par des taxes. Par contre, une entité n'a pas un caractère commercial, si elle n'exige pas un prix significatif économiquement en échange du produit qu'elle offre. Autrement dit, le prix exigé n'a pas ou peu d'influence sur la quantité offerte ou demandée. Si, par ailleurs, cette entité est sous contrôle d'une entité appartenant au secteur des administrations publiques, alors elle fait partie de ce secteur. Les entités du secteur des administrations publiques sont en général constituées de l'administration centrale (la maison mère) et des entités de l'administration décentralisée ou des entités particulières financées majoritairement par la fiscalité. Les hautes écoles suisses en sont des exemples.

Par conséquent, outre le contrôle et l'importance de la participation financière, c'est surtout le mode de financement qui détermine si une entité économique sous contrôle des autorités publiques fait partie du secteur des administrations publiques ('Confédération, 'cantons et concordats', 'communes et associations intercommunales' et 'assurances sociales publiques') ou des entreprises publiques. Si une entité finance plus de 50 % de ses coûts de production par des taxes ou d'autres rétributions (y compris des recettes sur ventes), elle appartient au secteur des entreprises (publiques). Le prix exigé est alors considéré comme économiquement significatif et cette entité apparaît comme un producteur dont les activités sont commerciales. Si tel n'est pas le cas, alors l'entité est essentiellement financée par la fiscalité et elle doit être catégorisée dans le secteur des administrations publiques, à moins qu'il ne s'agisse d'une institution (de droit privé) sans but lucratif au service des ménages privés (ISBLSM). Le schéma décisionnel suivant aide pour classer les entités selon les critères ci-dessus.

Figure 1 Diagramme décisionnel permettant de classer les entités



* ISBLSM : Institutions privées à but non lucratif au service des ménages privés.

En Suisse, le secteur des administrations publiques comprend donc exclusivement les sous-secteurs suivants dont les activités ne sont pas commerciales : Confédération, 'cantons et concordats', 'communes et associations intercommunales' et 'assurances sociales publiques'. Chacun de ces sous-secteurs, ainsi que les autres secteurs économiques, sont brièvement décrits ci-après³.

Confédération : Outre les diverses entités composant l'Administration fédérale centrale et décentralisée (entre autres les services du Parlement et les tribunaux fédéraux), le sous-secteur 'Confédération' englobe les entités suivantes qui sont essentiellement financées par la fiscalité : le domaine des EPF, le Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF)⁴, le Fonds d'infrastructure (FI), la Régie fédérale des alcools (RFA), l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP), l'Institut fédérale de métrologie (METAS), le Musée national suisse, Pro Helvetia, le Fonds national suisse (FNS), Suisse Tourisme, la Fondation des immeubles pour les Organisations Internationales

³ Des exemples pour classer les entités de manière adéquate sont disponibles dans un tableau sous format Excel sur le site internet du SRS-CSPCP (www.srs-cspcp.ch). On y trouve également les rubriques comptables à utiliser (groupes par nature).

⁴ Précédemment Fonds pour les grands projets ferroviaires (FTP) et Fonds d'infrastructure. Dès 2016, le fonds permettant la rétribution de l'énergie au prix coûtant (RPC) est également inclus dans les comptes de la Confédération (maison mère).

(FIPOI). Par contre l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), Swissmedic ou La Poste et Postfinance ainsi que les Chemins de fer fédéraux (CFF) sont des entités considérées comme 'entreprises publiques'.

Cantons et concordats : Outre les administrations cantonales et les organisations cantonales principalement financées par la fiscalité, la catégorie 'cantons et concordats' englobe les concordats intercantonaux, les universités, les écoles hautes écoles spécialisées et autres institutions cantonales de formation. Les hôpitaux publics et autres institutions du domaine de la santé sont exclus de cette catégorie. En effet, à l'échelon national, ils sont financés principalement, c'est-à-dire à plus de 50%, par les contributions et les remboursements des patients et de leurs assureurs. Ils font donc partie de la catégorie 'entreprises publiques' et non pas de la catégorie 'cantons et concordats'.

Communes et associations intercommunales : Cette catégorie réunit toutes les administrations communales et des institutions communales financées par la fiscalité. Elle englobe également Les établissements scolaires et les associations intercommunales du domaine de la formation. Du point de vue de la statistique financière, sont exclues de cette catégorie les associations intercommunales des domaines de l'épuration, de l'environnement (p.ex. incinération et élimination des déchets, STEP) ainsi que les associations intercommunales du domaine de la santé (hôpitaux, maisons de retraite et établissements médico-sociaux). En effet, ces entités sont financées principalement par des taxes, des émoluments ou des ventes. Par conséquent, la statistique financière considère qu'elles font partie de la catégorie 'entreprises publiques'. La même logique s'applique aux services industriels, en particulier dans le secteur de la production d'énergie.

Lorsqu'une commune est ce que l'on appelle la commune-siège d'une association intercommunale et que cette association est financée principalement par des redevances, cette association est décomptée afin de ne pas influencer le compte de résultats et du compte des investissements utilisés pour la statistique financière. En effet, l'association ne fait pas partie du sous-secteur des communes (p.ex. STEP, incinération et élimination des ordures), Pour garantir une meilleure transparence des comptes des communes et spécialement des villes et pour garantir une meilleure comparabilité, les associations intercommunales intégrées dans les comptes communaux, par exemple en raison d'un contrat, devraient être comptabilisées en tant que financement spécial ou à l'intérieur d'une fonction spécifique. Dans l'annexe aux comptes, il faut présenter la liste de toutes les participations de la collectivité publique dans des associations intercommunales. Dans la mesure du possible, il faut également mentionner le pourcentage de chaque participation.

Assurances sociales publiques : En vertu de la classification actuellement en vigueur, cette catégorie englobe l'assurance vieillesse et survivants (AVS), l'assurances-invalidité (AI), le régime des allocations pour perte de gain comprenant l'assurance maternité (APG/AM), les allocations familiales dans l'agriculture et l'assurance chômage (AC), de même que le fonds cantonal de compensation de l'assurance maternité de Genève. La SUVA (caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents), les caisses de pension publiques (entre autres PUBLICA ou les institutions de prévoyance

cantonales) ou les caisses de compensations cantonales sont des entreprises publiques. Elles ne font donc pas partie de la catégorie 'assurances sociales publiques'. Notons qu'en Suisse les assurances maladie font partie du secteur 'entreprises privées' (assurances).

Entreprises publiques : Les entités indépendantes contrôlées par les pouvoirs publics (Confédération, cantons, communes) font partie de la catégorie 'entreprises publiques'. Les entreprises publiques sont des entreprises et des établissements détenus à plus de 50% par les pouvoirs publics⁵, indépendamment du fait qu'elles accomplissent ou non des tâches publiques. Le contrôle par les pouvoirs publics existe dès lors que plusieurs collectivités publiques –Confédération, cantons, communes- détiennent ensemble plus de 50% de l'entreprise, étant entendu qu'individuellement l'une ou l'autre collectivité publique peut détenir moins de 50%.

Outre le contrôle, un deuxième critère doit être rempli cumulativement pour que l'entité soit englobée dans la catégorie 'entreprise publique' : l'entité doit couvrir plus de 50% de ses coûts de production par des contributions, par des dédommagements ou par d'autres produits des ventes. Si tel n'est pas le cas, l'entité doit être englobée dans le secteur des administrations publiques et cela, même si la collectivité publique qui la détient ne la consolide pas dans ses comptes (comptes de la maison mère).

Dans la statistique financière, à l'échelon cantonal et communal, les hôpitaux tels que mentionnés ci-dessus, les STEP et les centrales électriques se trouvent en particulier dans cette situation. Les banques cantonales et les caisses de pensions de droit public sont également considérées comme entreprises publiques.

Entreprises privées : Au contraire des entreprises publiques, les 'entreprises privées' appartiennent ou sont contrôlées par des privés, indépendamment du fait que l'entité se finance ou non par ses propres moyens. Les entreprises artisanales (familiales), y compris les entreprises agricoles, sont également englobées dans la catégorie des entreprises privées. Il en va de même des indépendants et des raisons individuelles. Il est particulièrement important de respecter cette catégorisation lorsque des dédommagements ou des contributions sont versées. Les associations au service du secteur des entreprises font également partie de la catégorie des entreprises privées. Mentionnons à titre d'exemples l'Union des arts et des métiers, economiesuisse et toute autre association ou groupe d'intérêts patronaux.

Ménages privés : Les ménages individuels ou à plusieurs personnes, ainsi que les familles, appartiennent à la catégorie 'ménages privés'. Dans la mesure où ils sont des consommateurs, tous les individus appartiennent à ce secteur. Les transferts directs (financiers) ou indirects (prestations non financières ou prestations en nature) aux 'ménages privés' sont considérés comme des prestations sociales, à l'instar des bourses, de l'aide sociale et des contributions de soutien dans le domaine de l'asile.

⁵ Si une administration publique, parce qu'elle est actionnaire majoritaire, définit la politique commerciale d'une entité ayant des activités commerciales, cette entité est quoi qu'il en soit considérée comme entreprise privée.

Institutions privées à but non lucratif au service des ménages privés (ISBLSM) : Ce secteur regroupe toutes les entités, à but non lucratif, possédant une personnalité juridique propre et dont le but est de mettre des marchandises et des services à disposition des ménages privés. Selon le diagramme ci-dessus, elles sont considérées comme des producteurs non marchands, mais à l'extérieur du secteur des administrations publiques. Leurs ressources proviennent principalement de contributions volontaires des ménages privés ou de contributions de l'Etat. Les ISBLSM sont en règle générale exonérées des impôts sur le bénéfice et la fortune. Il s'agit notamment des syndicats, des associations de consommateurs, des partis politiques, des églises, des organisations d'utilité publique et de fondations des domaines de la santé et du social. En font également partie les bourgeoisies. Par contre, les associations patronales sont considérées comme entreprises privées.

Etranger : Dans la catégorie 'étranger' on regroupe toutes les entités non résidentes qui effectuent des transactions avec les entités résidentes mentionnées ci-dessus. Les entités étrangères (ambassades) et des organisations internationales appartiennent également à cette catégorie, même si elles ont leur siège en Suisse.

Piano contabile generale

Gruppo specifico	Conto	Denominazione	Imputazione
BILANCIO			– Raccomandazione 11
1	Attivi		
10	Beni patrimoniali		
100		Liquidità e investimenti di denaro a breve termine	– Mezzi finanziari e averi a vista sempre disponibili.
	1000	Cassa	
	1001	Posta	– I conti postali con saldo in avere vanno iscritti nel conto 2010 Impegni nei confronti di intermediari finanziari.
	1002	Banca	– I conti bancari con saldo in avere vanno iscritti nel conto 2010 Impegni nei confronti di intermediari finanziari.
	1003	Investimenti sul mercato finanziario a breve termine	– Depositi a termine fino a 90 giorni.
	1004	Carte di debito e di credito	– Poste debitori della vendita di carte di debito e di credito. Accreditare i pagamenti in entrata come poste creditori; stornare la differenza (commissioni) a spese.
	1009	Liquidità diverse	– Altre risorse pecuniarie quali monete commemorative, medaglie ecc. accettate come mezzi di pagamento.
101		Crediti	– Averî scoperti e pretese nei confronti di terzi fatturati o dovuti. I crediti non ancora fatturati sono iscritti a bilancio come delimitazione contabile attiva. – Esporre le rettificazioni di valore su crediti (delcredere) sempre con conto dettagliato nel corrispondente gruppo specifico; non tenere alcun conto collettore.
	1010	Crediti per forniture e prestazioni verso terzi	– Forniture e prestazioni a terzi. Sono iscritte a bilancio come credito anche le pretese non ancora fatturate a fine anno (delimitazione contabile). – Separare le rettificazioni di valore (delcredere) in conti dettagliati.
	1011	Conti correnti con terzi	– Crediti con terzi risultanti da reciproca compensazione (senza conti bancari e postali). – Tenere i partner interni e da consolidare nel conto 1015 Conti correnti interni, in vista del consolidamento.
	1012	Crediti fiscali	– Pretese (fatturate o in base a decisione) nei confronti di contribuenti, siano essi persone fisiche o giuridiche. Tenere le delimitazioni contabili attive nel conto 1042 Imposte.
	1013	Acconti a terzi	– Acconti a terzi (pagamenti anticipati, anticipi sullo stipendio ecc.) versati prima che sia stata fornita una controprestazione economica. Dopo che la prestazione è stata fornita, l'acconto viene trasferito al conto pertinente.
	1014	Crediti di trasferimento	– Quote di entrate chieste o stanziare, indennizzi e contributi. Le pretese che si delineano vanno contabilizzate come delimitazioni contabili attive nel conto 1043.

1015	Conti correnti interni	<ul style="list-style-type: none"> – Conti di controllo e transitori, conti correnti con propri servizi. Sono utilizzati unicamente per il traffico tra i conti correnti del proprio ente pubblico o con quelli di unità interamente consolidate. Nella misura del possibile i conti devono essere estinti alla chiusura contabile.
1016	Anticipi per uscite amministrative temporanee	<ul style="list-style-type: none"> – Anticipi al personale per sostenere uscite temporanee di carattere amministrativo (ad es. per escursioni, campi, viaggi di servizio prolungati ecc.). Gli anticipi sullo stipendio vanno registrati nel conto 1013 Acconti a terzi.
1019	Rimanenti crediti	<ul style="list-style-type: none"> – Pagamenti in deposito, depositi che non possono essere valutati come anticipi. Eccedenze IVA dell'imposta precedente, crediti presso le assicurazioni sociali. – Tenere un conto dettagliato per la rettificazione di valore (delcredere; principio dell'espressione al lordo).
102	Investimenti finanziari a breve termine	<ul style="list-style-type: none"> – Durata compresa tra 90 giorni e 1 anno. – Tenere un conto dettagliato per le rettificazioni di valore (delcredere; principio dell'espressione al lordo).
1020	Mutui a breve termine	<ul style="list-style-type: none"> – Mutui a terzi o al personale con una durata compresa tra 90 giorni e 1 anno.
1022	Investimenti fruttiferi	<ul style="list-style-type: none"> – Investimenti fruttiferi con una durata compresa tra 90 giorni e 1 anno. Durata residua degli investimenti finanziari a lungo termine inferiore a 1 anno.
1023	Depositi a termine	<ul style="list-style-type: none"> – Durata inferiore a 1 anno. Le durate residue inferiori a 90 giorni non vengono trasferite al conto 1003.
1026	Strumenti finanziari derivati a breve termine	<ul style="list-style-type: none"> – Valori positivi di sostituzione risultanti dalla valutazione di mercato di strumenti finanziari derivati (contropartita delle variazioni dei valori di mercato: 2961). Va contabilizzato il saldo della valutazione di tutti i derivati (cfr. conto 2016).
1029	Rimanenti investimenti finanziari a breve termine	<ul style="list-style-type: none"> – Investimenti finanziari a breve termine non contabilizzati ai conti 1020 a 1026 – Diritti d'opzione.
104	Delimitazioni contabili attive	<ul style="list-style-type: none"> – Crediti o pretese da forniture e prestazioni dell'esercizio contabile non ancora fatturati o richiesti, ma che devono essere attribuiti al periodo contabile. – Uscite o spese sostenute prima della data di riferimento del bilancio che devono essere addebitate al periodo contabile successivo. – Per calcolare i valori sono in parte necessarie stime (limitazioni fiscali, delimitazioni di riversamenti ecc.; cfr. Raccomandazione 05).
1040	Spese per il personale	<ul style="list-style-type: none"> – Delimitazioni del gruppo specifico 30.
1041	Spese per beni e servizi e altre spese d'esercizio	<ul style="list-style-type: none"> – Delimitazioni del gruppo specifico 31.
1042	Imposte	<ul style="list-style-type: none"> – Imposte esigibili non ancora fatturate (limitazioni fiscali del gruppo specifico 40 secondo la Raccomandazione 07).
1043	Trasferimenti del conto economico	<ul style="list-style-type: none"> – Delimitazioni di spese e ricavi dei gruppi specifici 36, 37 e 46, 47.
1044	Spese finanziarie / Ricavi finanziari	<ul style="list-style-type: none"> – Interessi attivi e passivi (interessi pro rata di ogni genere), delimitazioni dei gruppi specifici 34 e 44.
1045	Rimanenti ricavi d'esercizio	<ul style="list-style-type: none"> – Delimitazioni dei gruppi specifici 41, 42, 43.
1046	Delimitazioni contabili attive del conto degli investimenti	<ul style="list-style-type: none"> – Delimitazioni dei gruppi specifici 5 e 6.

1049	Rimanenti delimitazioni contabili attive del conto economico	– Delimitazioni dei gruppi specifici 38 Spese straordinarie e 48 Ricavi straordinari (è comunque molto improbabile che le spese straordinarie o i ricavi straordinari debbano essere delimitati).
106	Scorte e lavori in corso	– Merci e materiali necessari per l'esecuzione della prestazione.
1060	Prodotti commerciali	– Merci e oggetti destinati al commercio, venduti senza modifiche. Il materiale d'ufficio è esposto unicamente come scorta se il servizio ne esercita il commercio (centrale del materiale).
1061	Materiale greggio e ausiliario	– Materiale e merci elaborati o utilizzati nel processo di fabbricazione o d'esecuzione della prestazione (ad es. beni di consumo).
1062	Semilavorati e prodotti finiti	– Prodotti di fabbricazione propria, finiti o semilavorati destinati alla vendita o al consumo proprio.
1063	Lavori in corso	– Lavori in corso per una prestazione o un mandato per conto di terzi che vengono fatturati soltanto quando sono finiti. Si può trattare di opere o di prestazioni di servizi. Osservare le differenze rispetto alle delimitazioni contabili attive.
1068	Acconti versati	– Pagamenti effettuati prima dello scambio di prestazioni. Dopo che la prestazione è stata fornita, trasferire i pagamenti nei gruppi specifici corrispondenti.
1069		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
107	Investimenti finanziari a lungo termine	– Investimenti finanziari con una durata complessiva superiore a 1 anno. Le durate residue inferiori a 1 anno vanno trasferite al gruppo specifico 102 Investimenti finanziari a breve termine. – Dato che la valutazione è effettuata ai valori di mercato, non si tengono conti di rettificazione di valore.
1070	Azioni e certificati di quote	– Partecipazioni di ogni genere (azioni, buoni di partecipazione, quote in fondi di investimento, buoni di godimento, quote sociali ecc.).
1071	Investimenti fruttiferi	– Obbligazioni, ipoteche, mutui ecc. a tasso variabile e fisso.
1072	Crediti a lungo termine	– Crediti superiori a 1 anno da forniture e prestazioni.
1076	Strumenti finanziari derivati a lungo termine	– Strumenti finanziari derivati, opzioni, prodotti strutturati basati su azioni e altri titoli, ma senza diritto di voto ecc. – Valori positivi di sostituzione risultanti dalla valutazione di mercato di strumenti finanziari derivati (contropartita delle variazioni dei valori di mercato: 2961). Va contabilizzato il saldo della valutazione di tutti i derivati (cfr. conto 2066).
1079	Rimanenti investimenti finanziari a lungo termine	– Investimenti finanziari a lungo termine non contabilizzati ai conti 1070 a 1076
108	Investimenti materiali beni patrimoniali	– Dato che la valutazione è effettuata ai valori di mercato, non si tengono conti di rettificazione di valore.
1080	Fondi beni patrimoniali	– Fondi non edificati (tra l'altro anche terreni agricoli), acquisto cautelare di fondi, fondi conservati in vista di una sostituzione reale e fondi analoghi. Fondi ceduti in diritto di superficie.
1084	Edifici beni patrimoniali	– Immobili (fondi inclusi) conservati a scopo d'investimento o nel quadro della politica d'insediamento in vista della rivendita. Immobili non più necessari (nessuna proposta) (passaggio dai beni amministrativi ai beni patrimoniali).

1086	Beni mobili beni patrimoniali	– Veicoli e apparecchi conservati esclusivamente per l'esercizio e la manutenzione di beni patrimoniali. – Bestiame delle aziende agricole.
1087	Immobilizzazioni in corso beni patrimoniali	– Iscrizioni all'attivo degli investimenti annuali nei beni patrimoniali prima che l'investimento venga utilizzato.
1088	Acconti beni patrimoniali	– Pagamenti anticipati per investimenti nei beni patrimoniali prima che venga effettuata una controprestazione.
1089	Rimanenti investimenti materiali beni patrimoniali	– Investimenti materiali dei beni patrimoniali che non possono essere attribuiti a nessun gruppo specifico.
109	Crediti nei confronti di finanziamenti speciali e di fondi nel capitale di terzi	– I finanziamenti speciali e i fondi necessitano di una base legale. Conformemente alla Raccomandazione 08, essi sono attribuiti al capitale di terzi o al capitale proprio.
1090	Crediti nei confronti di finanziamenti speciali nel capitale di terzi	– Eccedenze di spese accumulate di finanziamenti speciali nel capitale di terzi. – Nel caso dei finanziamenti speciali, determinati tributi o tasse che hanno un nesso causale con lo scopo di utilizzazione sono per legge a destinazione vincolata.
1091	Crediti nei confronti di fondi nel capitale di terzi	– Eccedenze di spese accumulate di fondi nel capitale di terzi. – Nel caso dei fondi, i ricavi o le risorse generali dello Stato senza nesso causale con lo scopo di utilizzazione sono per legge a destinazione vincolata.
1092	Crediti nei confronti di legati e di fondi nel capitale di terzi	– Legati e fondazioni senza personalità giuridica dei capitali di terzi per i quali il bilancio presenta un saldo all'attivo. Se i legati e i fondi sono attribuiti ad uno scopo specifico, non è possibile compensare con altri legati e fondi che presentano un saldo al passivo. Un saldo all'attivo deve essere riassorbito il più presto possibile.
1093	Crediti nei confronti di altri capitali stranieri attribuiti	– Crediti di terzi e altri crediti nei confronti di capitali stranieri attribuiti per i quali il conto di bilancio 2093 presenta un saldo all'attivo. Non c'è compensazione possibile con saldi al passivo di altri voci. Un saldo all'attivo deve essere riassorbito il più presto possibile.
1099		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
14	Beni amministrativi	– Gli incrementi dei beni amministrativi possono avvenire unicamente tramite iscrizione all'attivo dal conto degli investimenti. – Le diminuzioni hanno luogo tramite ammortamenti (pianificati, non pianificati e straordinari) e trasferimenti ai beni patrimoniali in caso di alienazione o di passaggio dai beni amministrativi ai beni patrimoniali. In caso di espressione al netto, le entrate per investimenti riducono i valori di bilancio.
140	Investimenti materiali beni amministrativi	– Ogni conto di 4 cifre è attribuito a un conto «Rettificazioni di valore ...» quale conto attivo al negativo. Il resoconto dei valori di acquisto è esposto nel bilancio interno; nello specchio degli investimenti dell'allegato devono essere esposti i valori lordi. – Se viene tenuta una contabilità degli investimenti, per ogni investimento si tiene un conto di rettificazione di valore.

1400	Fondi beni amministrativi	<ul style="list-style-type: none"> – Fondi non edificati (zone verdi, posteggi, biotopi e geotopi, superfici agricole ecc.), fondi edificati (edifici amministrativi, impianti sportivi ecc.), senza fondi adibiti a strade, sentieri, ponti [1401], opere idrauliche [1402], foreste [1405] ed alpi [1409]. Fondi ceduti in diritto di superficie. – Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati del gruppo specifico 510; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo specifico 600 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione n. 10.
1401	Strade / Vie di comunicazione	<ul style="list-style-type: none"> – Le superfici aperte al traffico generale, compresi i fondi dei sedimi stradali. – Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati del gruppo specifico 501; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo specifico 601 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione 10.
1402	Opere idrauliche	<ul style="list-style-type: none"> – Compresi i fondi, le distese d’acqua (laghi, fiumi ecc.) non sono considerate investimenti materiali. – Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati del gruppo specifico 502; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo specifico 602 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione n. 10.
1403	Rimanenti opere del genio civile	<ul style="list-style-type: none"> – Separare gli impianti di depurazione, le canalizzazioni, le discariche, gli impianti di approvvigionamento idrico, i ripari antivalanghe ecc. in conti dettagliati. – I terreni lottizzati vanno iscritti a bilancio nel conto 1400 Fondi non edificati beni amministrativi – Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati del gruppo specifico 503; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo specifico 603 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione 10.
1404	Opere edili	<ul style="list-style-type: none"> – Opere edili di ogni genere, compresi gli impianti (riscaldamento, tecnica edilizia, installazioni ecc.), ma senza il mobilio. – I terreni lottizzati vanno iscritti a bilancio nel conto 1400 Fondi non edificati beni amministrativi – Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati del gruppo specifico 504; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo specifico 604 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione 10.
1405	Foreste	<ul style="list-style-type: none"> – Effettivo di alberi compreso i fondi. – Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati del gruppo specifico 505; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo specifico 605 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione 10.
1406	Beni mobili beni amministrativi	<ul style="list-style-type: none"> – Veicoli, apparecchi, macchine, impianti, apparecchiature informatiche ecc. – Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati del gruppo specifico 506; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo specifico 606 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione n. 10.

1407	Immobilizzazioni in corso beni amministrativi	– Iscrizioni all'attivo degli investimenti annui nei beni amministrativi prima che l'investimento venga utilizzato. Con l'inizio dell'utilizzazione, trasferimento nel corso dell'anno al corrispondente conto di bilancio.
1409	Rimanenti investimenti materiali	– Iscrizione all'attivo degli investimenti utilizzati delle uscite per investimenti di cui al gruppo specifico 509; iscrizione al passivo di quelli del gruppo 609 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione 10.
141		– Questa voce è utilizzata unicamente dalla Confederazione.
142	Investimenti immateriali	– Ogni conto di 4 cifre è attribuito a un conto «Rettificazioni di valore ...» quale conto attivo al negativo. Il resoconto dei valori di acquisto è esposto nel bilancio interno; nello specchio degli investimenti dell'allegato devono essere esposti i valori lordi. – Se viene tenuta una contabilità degli investimenti, per ogni investimento si tiene un conto di rettificazione di valore.
1420	Software	– Software di utente e software operativo dei quali è data la proprietà. Licenze pluriennali di utilizzazione di software sui propri impianti. – Iscrizioni all'attivo degli investimenti utilizzati del gruppo specifico 520; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo 620 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione 10.
1421	Licenze, diritti d'uso, diritti di marchio	– Licenze e diritti d'uso pluriennali acquistati nonché diritti d'uso concessi per propri marchi e sviluppi.
1427	Investimenti immateriali in fase di realizzazione	– Iscrizioni all'attivo degli investimenti del gruppo specifico 52 e iscrizioni al passivo degli investimenti non ancora utilizzati a fine anno del gruppo specifico 63.
1429	Rimanenti investimenti immateriali	– Iscrizioni all'attivo degli investimenti del gruppo specifico 529; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo 629 nonché di quelli del gruppo specifico 63 in caso di applicazione del metodo al netto secondo la Raccomandazione 10. – Ad esempio: pianificazione locale e delle zone, piano generale di smaltimento delle acque (PGS) ecc. a livello comunale.
143		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
144	Mutui	– I mutui rimborsabili condizionalmente in senso stretto devono essere iscritti a bilancio a titolo di mutui, mentre quelli che sottostanno a un divieto di cambiamento di destinazione devono figurare a bilancio come contributi agli investimenti (conto 146). ① – Se il rimborso è in pericolo bisogna effettuare rettificazioni di valore.
1440	Mutui alla Confederazione	– Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 540; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 640.
1441	Mutui a Cantoni e concordati	– Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 541; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 641.
1442	Mutui a Comuni e consorzi comunali	– Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 542; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 642.

1443	Mutui ad assicurazioni sociali pubbliche	<ul style="list-style-type: none"> - Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 543; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 643. - Le assicurazioni sociali pubbliche sono: AVS, AI, IPG, AD. - Gli istituti di assicurazione sociale, le casse di compensazione AVS e le casse di disoccupazione dei Cantoni e delle associazioni professionali sono considerati imprese pubbliche.
1444	Mutui a imprese pubbliche	<ul style="list-style-type: none"> - Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 544; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 644. - Le imprese pubbliche sono imprese e istituti di proprietà degli enti pubblici in misura superiore al 50 % a prescindere dal fatto che esse svolgano o meno compiti pubblici. - Le imprese da consolidare devono essere gestite come conto dettagliato.
1445	Mutui a imprese private	<ul style="list-style-type: none"> - Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 545; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 645. - Imprese private di diritto privato.
1446	Mutui a organizzazioni private senza scopo di lucro	<ul style="list-style-type: none"> - Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 546; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 646. - Le organizzazioni senza scopo di lucro sono di norma esentate dalle imposte sul reddito e sulla sostanza.
1447	Mutui a economie domestiche private	<ul style="list-style-type: none"> - Iscrizioni all'attivo dei mutui del gruppo specifico 547; iscrizioni al passivo di quelli del gruppo specifico 647. - I mutui non rimborsabili a economie domestiche private sono contabilizzati nel conto 3637 del conto economico.
1448	Mutui all'estero	<ul style="list-style-type: none"> - Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 548; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 648.
1449		<ul style="list-style-type: none"> - Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
145	Partecipazioni, capitali sociali	<ul style="list-style-type: none"> - Partecipazioni di ogni genere, che fondano diritti di (com)proprietà. Le partecipazioni sono contabilizzate e iscritte all'attivo nel conto degli investimenti, a prescindere da eventuali limiti di investimento.
1450	Partecipazioni nella Confederazione	<ul style="list-style-type: none"> - La presente voce è introdotta per motivi di completezza. Non esistono possibilità di partecipazione nella Confederazione.
1451	Partecipazioni a Cantoni e concordati	<ul style="list-style-type: none"> - Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 551; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 651. - Partecipazioni (capitali sociali) a concordati e ad altre istituzioni sostenute congiuntamente da Cantoni e non strutturate come imprese di diritto pubblico. Non però i contributi agli investimenti per istituzioni sostenute in comune.
1452	Partecipazioni a Comuni e consorzi comunali	<ul style="list-style-type: none"> - Iscrizioni all'attivo dal gruppo specifico 552; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 652. - Partecipazioni (capitali sociali) a consorzi e ad altre istituzioni sostenute in comune da Comuni.
1453	Partecipazioni ad assicurazioni sociali pubbliche	<ul style="list-style-type: none"> - La presente voce è introdotta per motivi di completezza. Non esistono possibilità di partecipazione ad assicurazioni sociali pubbliche. - Gli istituti di assicurazione sociale, le casse di compensazione AVS e le casse di disoccupazione dei

		Cantoni e delle associazioni professionali sono considerati imprese pubbliche.
1454	Partecipazioni a imprese pubbliche	<ul style="list-style-type: none"> – Iscrizioni all’attivo dal gruppo specifico 554; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 654. – Banca nazionale, banche cantonali, Swisslos, istituti di assicurazione sociale, imprese di proprietà degli enti pubblici in misura superiore al 50 per cento (tenere un conto dettagliato per le unità consolidate).
1455	Partecipazioni a imprese private	<ul style="list-style-type: none"> – Iscrizioni all’attivo dal gruppo specifico 555; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 655. – Imprese private di diritto privato.
1456	Partecipazioni a organizzazioni private senza scopo di lucro	<ul style="list-style-type: none"> – Iscrizioni all’attivo dal gruppo specifico 556; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 656. – Le organizzazioni private senza scopo di lucro sono di norma esentate dalle imposte.
1457	Partecipazioni a economie domestiche private	– Il presente conto è indicato per motivi sistematici. Non esistono possibilità di partecipazione a economie domestiche private.
1458	Partecipazioni all'estero	– Iscrizioni all’attivo dal gruppo specifico 558; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 658.
1459		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
146	Contributi agli investimenti	<ul style="list-style-type: none"> – Contributi agli investimenti secondo la Raccomandazione 10. – Le rettificazioni di valore devono essere gestite come conto dettagliato (voci al negativo) affinché possa essere allestito lo specchio degli investimenti dell’allegato. – I mutui rimborsabili condizionalmente che sottostanno a un divieto di cambiamento di destinazione devono essere iscritti a bilancio a titolo di contributi agli investimenti.① – Finché è in vigore la clausola di distrazione dallo scopo la differenza tra il valore contabile e il valore nominale è esposta come avere eventuale.
1460	Contributi agli investimenti alla Confederazione	– Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 560; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 660.
1461	Contributi agli investimenti a Cantoni e concordati	– Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 561; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 661.
1462	Contributi agli investimenti a Comuni e consorzi comunali	– Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 562; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 662.
1463	Contributi agli investimenti ad assicurazioni sociali pubbliche	– Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 563; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 663.
1464	Contributi agli investimenti a imprese pubbliche	– Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 564; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 664.
1465	Contributi agli investimenti a imprese private	– Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 565; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 665.
1466	Contributi agli investimenti a organizzazioni private senza scopo di lucro	– Iscrizioni all’attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 566; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 666.

1467	Contributi agli investimenti a economie domestiche private	– Iscrizioni all'attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 567; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 667.
1468	Contributi agli investimenti all'estero	– Iscrizioni all'attivo degli investimenti utilizzati dal gruppo specifico 568; iscrizioni al passivo dal gruppo specifico 668.
1469	Contributi agli investimenti per immobilizzazioni in corso	– Iscrizioni all'attivo degli investimenti da tutti i gruppi specifici 56x; iscrizioni al passivo da tutti i gruppi specifici 66x se l'investimento finanziato non è ancora utilizzato.
147		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
148	Ammortamenti supplementari cumulati	– Ammortamenti supplementari cumulati dal gruppo specifico 383. I gruppi specifici dei beni amministrativi devono essere strutturati in conti dettagliati. Gli ammortamenti supplementari non dovrebbero essere contabilizzati direttamente negli investimenti.
1480	Ammortamenti supplementari cumulati in investimenti materiali	– Contropartita del gruppo specifico 383.
1482	Ammortamenti supplementari cumulati in investimenti immateriali	– Contropartita del gruppo specifico 383.
1484	Ammortamenti supplementari cumulati sui mutui	– Allestire un conto dettagliato per ogni gruppo di 4 cifre del gruppo specifico 144 Mutui: – 1484.0 Ammortamenti supplementari cumulati su mutui alla Confederazione – 1484.1 Ammortamenti supplementari cumulati su mutui a Cantoni – ecc.
1485	Ammortamenti supplementari cumulati su partecipazioni	– Allestire un conto dettagliato per ogni gruppo di 4 cifre del gruppo specifico 145 Partecipazioni, capitali sociali. – Vedi conto 1484.
1486	Ammortamenti supplementari cumulati sui contributi agli investimenti	– Per motivi di statistica finanziaria, tenere un conto dettagliato per ogni tipo di contributo agli investimenti: – 1486.0 Ammortamenti supplementari cumulati su contributi agli investimenti alla Confederazione – 1486.1 Ammortamenti supplementari cumulati su contributi agli investimenti a Cantoni – ecc.
1489	Ammortamenti supplementari cumulati non attribuiti	– Ammortamenti supplementari non attribuibili dei beni amministrativi.
2	Passivi	
20	Capitale di terzi	
200	Impegni correnti	– Impegni per forniture e prestazioni o altre attività d'esercizio che scadono o possono scadere entro 1 anno.
2000	Impegni correnti da forniture e prestazioni di terzi	– Crediti di terzi dall'ottenimento o dall'utilizzazione di merci, materiali o prestazioni di servizi.

2001	Conti correnti con terzi	<ul style="list-style-type: none"> – Impegni verso terzi risultanti da compensazione reciproca (senza conti bancari e postali). – Contabilizzare i partner interni e i partner da consolidare nel conto 2005 Conti correnti interni, in vista del consolidamento;
2002	Imposte	– Rimborso di imposte, debiti d'imposta (ad es. IVA);
2003	Acconti di terzi ricevuti	– Acconti versati da terzi prima della fornitura della prestazione. Dopo la fornitura della prestazione, trasferire ai pertinenti gruppi specifici. Da non confondere con le prestazioni di deposito.
2004	Impegni per trasferimenti	– Pretese di trasferimento richieste o acquisite dai beneficiari. Tenere nelle delimitazioni contabili passive le pretese di trasferimento che si profilano.
2005	Conti correnti interni	<ul style="list-style-type: none"> – Conti di controllo e di conteggio, conti correnti con servizi del proprio ente pubblico e con unità consolidate (separatamente con conti dettagliati a motivo del consolidamento). – Nella misura del possibile i conti devono essere estinti alla chiusura contabile.
2006	Averi in custodia e cauzioni	– Averi accettati in custodia o per garantire eventuali pretese (ad es. garanzie edilizie, cauzioni in contanti, cauzioni giudiziarie, concorsi, deposito di chiavi e altro).
2009	Rimanenti impegni correnti	– Donazioni che non possono essere tenute come legati con conto proprio, successioni pendenti (l'ente pubblico è l'erede legale), partite transitorie pendenti (versamenti che non possono essere attribuiti al destinatario) e altro.
201	Impegni finanziari a breve termine	– Impegni risultanti da operazioni di finanziamento fino a 1 anno di durata.
2010	Impegni nei confronti di intermediari finanziari	<ul style="list-style-type: none"> – Crediti transitori, finanziamenti o altri prestiti di denaro di banche, broker, banche postali ecc. – Se a fine anno i conti 1001 Posta e 1002 Banca presentano saldi in avere, il saldo va trasferito al conto 2010.
2011	Impegni nei confronti di enti pubblici e di consorzi comunali	– Prestiti di denaro (debiti) presso enti pubblici, imprese pubbliche e assicurazioni sociali pubbliche.
2012	Impegni nei confronti di unità consolidate	– Prestiti di denaro (debiti) presso unità da consolidare.
2013	Impegni nei confronti di unità autonome	– Prestiti di denaro (debiti) presso unità del proprio ente pubblico che non vengono consolidate.
2014	Quota a breve termine di impegni a lungo termine	– Un impegno a lungo termine deve essere trasferito l'ultimo anno della sua durata. Quote di ammortamento di impegni a lungo termine esigibili nel corso dell'anno.
2015	Quota a breve termine di impegni leasing a lungo termine	– Rate di contratti di finanziamento in leasing a lungo termine esigibili nel corso dell'anno. Gli impegni da contratti operativi di leasing non sono iscritti a bilancio, in quanto parificati ai contratti di locazione.
2016	Strumenti finanziari derivati a breve termine	– Valori negativi di sostituzione risultanti dalla valutazione di mercato di strumenti finanziari derivati. Va contabilizzato il saldo della valutazione di tutti i derivati (cfr. conto 1026).
2019	Rimanenti impegni finanziari a breve termine nei confronti di terzi	– Impegni finanziari a breve termine non iscritti a bilancio nei conti da 2010 a 2018.

204	Delimitazioni contabili passive	<ul style="list-style-type: none"> – Impegni dall’ottenimento di forniture e di prestazioni nell’esercizio contabile che non sono ancora stati fatturati o richiesti, ma che devono essere attribuiti al periodo contabile. – Ricavi o entrate conseguiti prima della data di riferimento del bilancio che devono essere accreditati al periodo contabile successivo. – Per calcolare i valori sono in parte necessarie stime (delimitazioni dei trasferimenti ecc.; cfr. Raccomandazione 05).
2040	Spese per il personale	– Delimitazioni del gruppo specifico 30. Se non vengono effettuate delimitazioni, i saldi di vacanze, ore supplementari e orario flessibile nonché i conti correnti ore degli insegnanti ecc. possono essere in alternativa contabilizzati anche nel conto 2050 (cfr. Raccomandazioni 05 e 09 nonché conto 2050). Una delimitazione temporale dovrebbe essere effettuata quando l’entità e l’esigibilità dell’impegno sono accertabili in modo relativamente chiaro.
2041	Spese per beni e servizi e rimanenti spese d’esercizio	– Delimitazioni del gruppo specifico 31.
2042	Imposte	<ul style="list-style-type: none"> – Pagamenti anticipati per i periodi fiscali successivi. – Delimitazioni del gruppo specifico 40.
2043	Trasferimenti del conto economico	– Delimitazioni di spese e di ricavi dei gruppi specifici 36, 37 e 46, 47.
2044	Spese finanziarie / Ricavi finanziari	– Delimitazioni dei gruppi specifici 34 e 44.
2045	Rimanenti ricavi d’esercizio	– Delimitazioni dei gruppi specifici 41, 42, 43.
2046	Delimitazioni contabili passive del conto degli investimenti	– Delimitazioni dei gruppi specifici 5 e 6.
2049	Rimanenti delimitazioni contabili passive del conto economico	– Delimitazioni dei gruppi specifici 38 Spese straordinarie e 48 Ricavi straordinari (è comunque molto improbabile che le spese straordinarie o i ricavi straordinari debbano essere delimitati).
205	Accantonamenti a breve termine	– Afflusso di risorse atteso o probabile nel periodo contabile successivo in seguito ad avvenimenti del passato (cfr. Raccomandazione 09).
2050	Accantonamenti a breve termine per maggiori prestazioni del personale	<ul style="list-style-type: none"> – Saldi di vacanze, ore supplementari e orario flessibile nonché conti correnti ore degli insegnanti ecc. In alternativa gli impegni di questo tipo possono essere contabilizzati anche come delimitazioni contabili (cfr. Raccomandazioni 05 e 09 nonché conto 2040). Un accantonamento a breve termine dovrebbe pertanto essere costituito quando l’entità dell’impegno è incerta. – Per i saldi di ore che non vengono presi l’anno successivo, vedi conto 2081.
2051	Accantonamenti a breve termine per altre pretese del personale	– Indennità di uscita, continuazione del pagamento dello stipendio, piani sociali, controversie inerenti al diritto del personale (azioni salariali) ecc.
2052	Accantonamenti a breve termine per processi	– Onorari di avvocati, compreso l’importo del danno ed eventuali spese ripetibili.
2053	Accantonamenti a breve termine per danni non assicurati	– Danni materiali e responsabilità dello Stato. Il danno deve essere subentrato prima della data di riferimento del bilancio. Non possono essere effettuati accantonamenti per danni eventuali, perché essi avrebbero il carattere di riserve latenti. La diminuzione di valore dell’oggetto

		danneggiato deve essere contabilizzata come «ammortamento non pianificato» nel conto 3301.
2054	Accantonamenti a breve termine per fidejussioni e prestazioni di garanzia	– Nel caso di fidejussioni e di promesse di garanzia, l'obbligo di pagamento deve essere probabile. Se non si profila nessun obbligo di pagamento, le fidejussioni e le garanzie devono essere esposte nell'allegato come impegni eventuali.
2055	Accantonamenti a breve termine per la rimanente attività d'esercizio	– Accantonamenti per garanzie probabili o prestazioni di miglioria successive risultanti dall'attività d'esercizio dell'ente pubblico. Rischi risultanti da obblighi di ritiro, quando questi non possono essere adempiti.
2056	Accantonamenti a breve termine per impegni della previdenza	– Rischi risultanti da convenzioni di previdenza che scadono nel corso del prossimo periodo contabile.
2057	Accantonamenti a breve termine per spese finanziarie	– Rischi risultanti da operazioni nel contesto dei beni patrimoniali o amministrativi che diventeranno probabilmente spese finanziarie.
2058	Accantonamenti a breve termine del conto degli investimenti	– Allestire conti dettagliati per ogni gruppo specifico. – Nel caso degli investimenti materiali possono essere contabilizzati accantonamenti per riserve in ambito di garanzia e costi di ripristino
2059	Rimanenti accantonamenti a breve termine	– Pagamenti probabili nel periodo contabile successivo per rischi che non sono compresi nei conti da 2050 a 2058.
206	Impegni finanziari a lungo termine	– Impegni risultanti da operazioni di finanziamento con una durata superiore a 1 anno.
2060	Ipotecche	– Mutui garantiti da pegno immobiliare o da cartelle ipotecarie.
2061	Riconoscimenti di debito	
2062	Obbligazioni di cassa	
2063	Prestiti	– Prestiti globali dei Comuni presso la CCS o altri, prestiti di Stato, altri prestiti investiti con collocamento pubblico o privato.
2064	Mutui, riconoscimenti di debito	– Anche mutui rimborsabili condizionalmente in senso stretto.① – Una quota rimborsabile in 360 giorni è trasferita nel conto 2014 Quota a breve termine di impegni a lungo termine.
2066	Strumenti finanziari derivati a lungo termine	– Valori negativi di sostituzione risultanti dalla valutazione di mercato di strumenti finanziari derivati. Valori negativi di sostituzione risultanti dalla valutazione di mercato di strumenti finanziari derivati (contropartita delle variazioni dei valori di mercato: 2961). Va contabilizzato il saldo della valutazione di tutti i derivati (cfr. conto 1076).
2067	Contratti di leasing	
2068	Contributi agli investimenti iscritti al passivo	– Secondo la Raccomandazione 10 punto 3, il conto 2068 è tenuto soltanto se i contributi agli investimenti entranti vengono iscritti al passivo (opzione 2). – Questo conto decade se l'investimento netto è iscritto all'attivo (opzione 1). – Per la statistica finanziaria: tenere un conto dettagliato per la fonte: Confederazione, Cantoni, Comuni, unità consolidate, terzi.

2069	Rimanenti impegni a lungo termine	– Impegni finanziari a lungo termine non iscritti al bilancio ai conti 2060 a 2068
207		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
208	Accantonamenti a lungo termine	– Afflusso di risorse atteso in base ad avvenimenti passati o probabile nel periodo contabile successivo (cfr. Raccomandazione 09).
2080		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
2081	Accantonamenti per pretese del personale a lungo termine	– Pretese non compensate nel corso dell'anno successivo (ad es. saldi attivi per congedi sabatici o pensionamenti anticipati).
2082	Accantonamenti a lungo termine per processi	– Onorari di avvocati, compreso l'importo del danno ed eventuali spese ripetibili che diventeranno probabili solo in un periodo contabile successivo.
2083	Accantonamenti a lungo termine per danni non assicurati	– Il danno deve essere subentrato prima della data di riferimento del bilancio, mentre l'afflusso di risorse per il risarcimento del danno a terzi si verifica in un periodo contabile successivo. Non possono essere effettuati accantonamenti per danni eventuali, perché potrebbero avere il carattere di riserve latenti. La diminuzione di valore dell'oggetto danneggiato o distrutto non deve essere registrata come accantonamento ma come «ammortamento non pianificato di investimenti materiali» nel conto 3301.
2084	Accantonamenti a lungo termine per fideiussioni e prestazioni di garanzia	– Nel caso di fideiussioni e di promesse di garanzia, occorre che l'impegno di pagamento in un periodo contabile successivo sia probabile. Se non si profila nessun obbligo di pagamento, le fideiussioni e le garanzie devono essere esposte nell'allegato come impegni eventuali.
2085	Accantonamenti a lungo termine per la rimanente attività d'esercizio	– Accantonamenti per garanzie probabili o prestazioni di miglioria successive risultanti dall'attività d'esercizio dell'ente pubblico che comportano un afflusso di risorse soltanto in un periodo contabile successivo. Rischi che risultano da impegni di ritiro – se tali impegni non possono essere adempiti – e comportano un afflusso di risorse soltanto in un periodo contabile successivo.
2086	Accantonamenti a lungo termine per impegni della previdenza	– Rendite transitorie per persone andate anticipatamente in pensione fino all'età ordinaria di pensionamento AVS, purché esistano accordi in tal senso. – Si esiste un piano di risanamento, gli accantonamenti per i contributi di risanamento del datore di lavoro fino al tasso di coperta legale.
2087	Accantonamenti a lungo termine per spese finanziarie	– Rischi risultanti da operazioni in relazione a beni patrimoniali o amministrativi che diventeranno probabilmente spese finanziarie in un periodo contabile successivo.
2088	Accantonamenti a lungo termine del conto degli investimenti	– Allestire conti dettagliati per ogni gruppo specifico. – Nel caso degli investimenti materiali possono essere contabilizzati accantonamenti per riserve in ambito di garanzia e costi di ripristino.

2089	Rimanenti accantonamenti a lungo termine del conto economico	– Accantonamenti per rischi che non possono essere registrati nei conti da 2080 a 2088.
209	Impegni nei confronti di finanziamenti speciali e fondi nel capitale di terzi	– I finanziamenti speciali e i fondi necessitano di una base legale. Essi sono attribuiti al capitale di terzi o al capitale proprio conformemente alla Raccomandazione 08.
2090	Impegni nei confronti di finanziamenti speciali nel capitale di terzi	– Eccedenze accumulate di ricavi dei finanziamenti speciali nel capitale di terzi. – Nel caso dei finanziamenti speciali determinati emolumenti o tasse aventi un nesso causale con lo scopo di utilizzazione sono per legge a destinazione vincolata.
2091	Impegni nei confronti di fondi nel capitale di terzi	– Eccedenze accumulate di ricavi dei fondi nel capitale di terzi. – Nel caso dei fondi i ricavi o le risorse generali dello Stato senza nesso causale con lo scopo di utilizzazione sono per legge a destinazione vincolata.
2092	Impegni nei confronti di legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale di terzi	– Legati e fondazioni senza personalità giuridica (legati, doni a terzi in determinato scopo) registrati sotto capitali di terzi.
2093	Impegni nei confronti di altri capitali stranieri attribuiti	– Fondi di terzi e altri capitali stranieri attribuiti (fondi di terzi = contribuzioni di ricerca provenienti di privati e delle istituzioni di promozione della ricerca, crediti FNS, contribuzioni di ricerca dell'UE ; altri capitali stranieri attribuiti = doni e donazioni, ecc. sotto condizioni e dei quali il capitale può essere interamente utilizzato (questo li differenzia dei legati)
2099		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
29	Capitale proprio	– Cfr. Raccomandazione 15.
290	Finanziamenti speciali nel capitale proprio	– Eccedenze accumulate di ricavi dei finanziamenti speciali considerate come capitale proprio (ad es. centrali elettriche, impianti d'incenerimento dei rifiuti o servizi di raccolta dei rifiuti, impianti di depurazione delle acque, antenne comunali ecc.); – (cfr. Raccomandazione 08); – Impegni (+) risp. anticipi (-)
2900	Finanziamenti speciali nel capitale proprio	– Tenere un conto dettagliato per ogni esercizio.
2909		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
291	Fondi nel capitale proprio	– Eccedenze di ricavi accumulate di fondi considerate come capitale proprio; – (cfr. Raccomandazione 08).
2910	Fondi nel capitale proprio	– Ad es. posteggi; tenere un conto dettagliato separato per ogni fondo.
2911	Legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio	– Legati e fondazioni (liberalità, legati di terzi a destinazione vincolata) attribuiti al capitale proprio.
292	Riserve dei settori del preventivo globale	

	2920	Riserve dei settori del preventivo globale	– Riserve costituite con eccedenze del consuntivo, risp. miglioramenti del preventivo dei singoli settori; tenere un conto dettagliato per ogni settore.
293		Prefinanziamenti	– Riserve per progetti futuri. I prefinanziamenti sono decisi dalle autorità formalmente competenti (cfr. Raccomandazione 08).
	2930	Prefinanziamenti	– Tenere un conto dettagliato per ogni progetto.
294		Riserva di politica finanziaria	
	2940	Riserva di politica finanziaria	– Riserva che può essere utilizzata per far fronte a futuri deficit del conto economico e/o per nuovi investimenti (come riserva congiunturale o di compensazione).
295		Riserva di rivalutazione (introduzione MPCA2)	– Saldo delle variazioni di bilancio in seguito a nuova valutazione (beni amministrativi, crediti, delimitazioni contabili attive e passive, impegni, accantonamenti, contributi agli investimenti iscritti al passivo ecc., senza nuova valutazione dei beni patrimoniali) al momento del passaggio al MPCA2.
	2950	Riserva di rivalutazione	– Il saldo viene utilizzato per ridurre l'aumento degli ammortamenti consecutivo alla rivalutazione dei beni amministrativi.
296		Riserva di nuova valutazione dei beni patrimoniali	– Saldo delle variazioni di bilancio in seguito a nuova valutazione degli investimenti finanziari e materiali dei beni patrimoniali al momento del passaggio al MPCA2, nonché fluttuazioni di valore consecutive a nuove valutazioni periodiche dei beni patrimoniali per evitare la volatilità, rispettivamente l'influsso delle valutazioni sulle uscite e sul freno all'indebitamento.
	2960	Riserva di nuova valutazione dei beni patrimoniali	– Nuova valutazione dei beni patrimoniali al momento del passaggio al MPCA2 nonché nuove valutazioni degli investimenti materiali e finanziari dei beni patrimoniali senza ripercussioni sul risultato.
	2961	Riserva dei valori di mercato per strumenti finanziari	– Fluttuazioni di valore di swap e di altri strumenti finanziari derivati sull'arco della loro durata per evitare un'eccessiva volatilità del conto economico.
298		Rimanente capitale proprio	–
	2980	Rimanente capitale proprio	– Voci che non vanno gestite in alcun altro gruppo specifico del capitale proprio.
299		Eccedenze / Disavanzi di bilancio	– Saldo delle eccedenze e dei disavanzi cumulati del conto economico. In caso di disavanzo (valore negativo) la voce rimane al passivo.
	2990	Risultato annuale	– Risultato dell'esercizio contabile, senza il risultato dei fondi nel capitale proprio come pure i legati e le fondazioni nel capitale proprio. – Il saldo è trasferito al conto 2999 all'inizio del nuovo esercizio contabile.
	2999	Risultato cumulato degli anni precedenti	– Saldo del risultato cumulato del conto economico.
CONTO ECONOMICO			
3	Spese		
30	Spese per il personale		
			– Spese per personale proprio e membri delle autorità, nonché prestazioni per personale inattivo e assunzioni temporanee.

300	Autorità, commissioni e giudici	– Commissioni designate da un organo di nomina o da un servizio ufficiale competente.
	3000 Stipendi di autorità e giudici	– Stipendi, assegni e gettoni di presenza a membri delle autorità, commissioni, consiglieri agli Stati, consiglieri di Stato, membri dei comitati scolastici, giudici, stipendi a scrutatori, funzionari dell'ufficio votazioni ecc. – Spese di viaggio e altre spese (compensazione dei costi) sul conto 3170 Spese di viaggio e altre spese.
	3001 Retribuzioni ad autorità e giudici	– Retribuzioni per attività che non sono valutate come salario determinante. – Spese di viaggio e altre spese (compensazione dei costi) sul conto 3170 Spese di viaggio e altre spese.
	3009	– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
301	Stipendi del personale amministrativo e d'esercizio	– Personale in rapporto di impiego, soggetto alla legislazione sul personale dell'ente pubblico.
	3010 Stipendi del personale amministrativo e d'esercizio	– Stipendi compresi i supplementi per ore supplementari al personale amministrativo e d'esercizio. Soltanto stipendi nonché elementi e supplementi di stipendio soggetti all'AVS. – I versamenti continuati dello stipendio e le indennità di partenza nei piani sociali vanno contabilizzati nel corrispondente gruppo specifico; per gli assegni e le indennità vedi gruppo specifico 304.
302	Stipendi dei docenti	– Docenti in rapporto di impiego e soggetti alla legislazione sul personale dell'ente pubblico.
	3020 Stipendi dei docenti	– Stipendi di docenti, supplenti, insegnanti, professori a tutti i livelli scolastici. Soltanto stipendi nonché elementi e supplementi di stipendio soggetti all'AVS. Per gli assegni e le indennità vedi gruppo specifico 304. – I versamenti continuati dello stipendio e le indennità di partenza nei piani sociali vanno contabilizzati nel corrispondente gruppo specifico.
303	Personale temporaneo	– Personale messo a disposizione da agenzie di collocamento.
	3030 Personale temporaneo	– Indennità a personale temporaneo per i quali deve essere conteggiata l'AVS. – Per i rapporti di impiego limitati nel tempo: contabilizzare nel gruppo specifico 301 o 302. – Indennità ad agenzie di collocamento e lavoratori indipendenti per i quali non deve essere conteggiata l'AVS, sono contabilizzate nel gruppo specifico 313.
304	Assegni e indennità	– Assegni e indennità versati su base legale o per attività supplementari, per lavori particolarmente pesanti o simili. A seconda dei casi gli assegni / le indennità possono essere soggetti all'AVS/AI/IPG/AD.
	3040 Assegni per i figli e di formazione	– Solo per assegni per figli e di formazione a carico dell'ente pubblico. Gli assegni per i figli e di formazione versati dalla cassa di compensazione per assegni familiari devono essere registrati via un conto corrente del bilancio.
	3042 Indennità per il vitto	– Indennità versate dal datore di lavoro per pasti consumati all'esterno.
	3043 Indennità per l'alloggio	– Indennità versate dal datore di lavoro per l'alloggio.

3049	Rimanenti assegni e indennità	– Altri assegni e indennità versati per attività di servizio come pianificazione oraria, rischio, lavoro a squadre, abbigliamento ecc.
305	Contributi del datore di lavoro	– Contributi del datore di lavoro alle assicurazioni sociali e in favore del personale.
3050	Contributi AVS, AI, IPG e AD del datore di lavoro; spese di amministrazione	– Contributi del datore di lavoro alle assicurazioni sociali pubbliche, compresa la quota di spese di amministrazione. – I rimborsi effettuati ad esempio tramite indennità giornaliera dell'assicurazione contro gli infortuni vanno contabilizzati in conti dettagliati separati come riduzione delle spese.
3052	Contributi del datore di lavoro casse pensioni	– Contributi del datore di lavoro alle casse pensioni
3053	Contributi del datore di lavoro alle assicurazioni contro gli infortuni	– Contributi del datore di lavoro alle assicurazioni obbligatorie contro gli infortuni (SUVA o assicuratori privati) nonché all'assicurazione contro gli infortuni non professionali se il datore di lavoro partecipa al premio. Assicurazione del personale contro la responsabilità civile.
3054	Contributi del datore di lavoro alle casse per gli assegni familiari	– Contributi del datore di lavoro alle casse per gli assegni familiari.
3055	Contributi del datore di lavoro alle assicurazioni d'indennità giornaliera in caso di malattia	– Contributi del datore di lavoro alle assicurazioni d'indennità giornaliera in caso di malattia.
3056	Contributi del datore di lavoro ai premi delle casse malati	– Contributi del datore di lavoro ai premi delle casse malati.
3059	Rimanenti contributi del datore di lavoro	– Contributi del datore di lavoro ad altre assicurazioni sociali e di previdenza.
306	Prestazioni del datore di lavoro	– Prestazioni al personale inattivo (pensioni, rendite, indennità di rincarato sulle rendite ecc.).
3060	Pensioni	– Prestazioni di vecchiaia assunte dall'ente pubblico, comprese le indennità di rincarato.
3061	Rendite o quote di rendite	– Prestazioni di vecchiaia assunte dall'ente pubblico, comprese le indennità di rincarato.
3062	Indennità di rincarato su rendite e quote di rendite	– Prestazioni di vecchiaia assunte dall'ente pubblico, comprese le indennità di rincarato.
3063	Rendite per infortuni e riscatti di rendite	– Rendite e riscatti di rendite assunti dall'ente pubblico.
3064	Rendite transitorie	– Rendite transitorie versate fino al raggiungimento dell'età di pensionamento per mancanza di contributi AVS in caso di pensionamento anticipato.
3069	Rimanenti prestazioni del datore di lavoro	– Rimanenti prestazioni del datore di lavoro al personale inattivo.
309	Rimanenti spese per il personale	–
3090	Formazione e perfezionamento professionali del personale	– Costi di istruzione, di formazione e di perfezionamento per il personale. Contributi ai costi di soggiorni e di viaggi di studio del personale, onorari di relatori e direttori esterni dei corsi.
3091	Reclutamento di personale	– Costi di reclutamento del personale, come inserzioni, spese di viaggio dei candidati, agenzie di collocamento, valutazioni, perizie grafologiche e altro.

3099	Rimanenti spese per il personale	– Manifestazioni per il personale, gite del personale, contributi alle associazioni del personale, regali al personale (esclusi quelli per anzianità di servizio), esami da parte dei medici di fiducia, agevolazioni sugli assegni di viaggio.
31	Spese per beni e servizi e altre spese d'esercizio	–
310	Spese per materiale e merci	– Spese per l'acquisto di beni di consumo utilizzati dall'ente pubblico nel pertinente periodo contabile.
3100	Materiale d'ufficio	– Materiale di consumo per l'ufficio e i compiti amministrativi, compresi i beni di consumo per la burocratica.
3101	Materiale d'esercizio e di consumo	– Materiale d'esercizio, di consumo e di produzione; materiale per la manutenzione edile e d'esercizio degli immobili dei beni amministrativi elaborato dal personale proprio; carburanti, merci e oggetti per la rivendita, esclusi le derrate alimentari e gli articoli medici.
3102	Stampati, pubblicazioni	– Costi per la stampa o la copia di pubblicazioni o documenti ad uso interno, foglio ufficiale o altre gazzette dell'ente pubblico, opuscoli pubblicitari e di relazioni pubbliche, rilegatura, pubblicazioni specializzate, avvisi di appalto e bandi di concorso, giornale del personale, inserzioni diverse da quelle per il reclutamento di personale, riprografie.
3103	Letteratura specializzata, riviste	– Libri specializzati, riviste specializzate (stampate o elettroniche), giornali, newsletter, elenchi di indirizzi, raccolte di leggi, carte, tabelle di normalizzazione, piani, acquisti di libri, fascicoli, periodici ecc. Per le biblioteche.
3104	Materiale didattico	– Materiale di consumo per l'insegnamento e la ricerca.
3105	Derrate alimentari	– Derrate alimentari e ingredienti, bevande, prodotti alimentari per la preparazione di pasti o per la rivendita.
3106	Materiale medico	– Farmaci, medicinali, materiale per medicazione, materiale medico di consumo.
3109	Rimanenti spese per materiale e merci	– Materiale di consumo che non può essere attribuito ai conti da 3100 a 3106.
311	Investimenti non attivabili	– Acquisto di beni mobili, apparecchi, veicoli, apparecchiature informatiche.
3110	Mobili e apparecchiature d'ufficio	– Acquisto di mobili d'ufficio, apparecchiature e macchine d'ufficio (senza computer, stampanti ecc.), fotocopiatrici, apparecchiature di riprografia.
3111	Macchine, apparecchiature, veicoli	– Acquisto di apparecchiature, veicoli di ogni genere, macchine, attrezzi, utensili.
3112	Abiti, biancheria, tendaggi	– Acquisto di divise da lavoro, uniformi, abbigliamento per persone assistite e pazienti, tendaggi, biancheria da letto, biancheria da tavola.
3113	Apparecchiatura informatica	– Acquisto di apparecchi e apparecchiature IT, apparecchi periferici, stampanti, componenti di rete, pezzi di ricambio.
3115	Bestiame	– Acquisto e allevamento di bestiame minuto e grosso.
3116	Apparecchiature mediche	– Acquisto di apparecchiature e strumenti medici.
3118	Investimenti immateriali	– Sviluppo e acquisto di software, licenze.
3119	Rimanenti investimenti non attivabili	– Acquisto di beni mobili che non possono essere attribuiti a nessun altro gruppo specifico.

312	Approvvigionamento e smaltimento di immobili beni amministrativi	– Per gli immobili dei beni amministrativi (propri o in locazione). Per gli immobili dei beni patrimoniali vedi conto 3439.
	3120 Approvvigionamento e smaltimento di immobili beni amministrativi	– Combustibili, energia, acqua, acque di scarico, tasse sui rifiuti, acqua piovana, elettricità, gas.
313	Prestazioni di servizi e onorari	
	3130 Prestazioni di servizi di terzi	– Tutte le prestazioni di servizi non fornite dal personale proprio. – Contributi di membro e ad associazioni (contributi da donatori risp. Per affiliazione passiva devono essere contabilizzati nel gruppo specifico 363).
	3131 Pianificazioni e progetti di terzi	– Pianificazione ed elaborazione di progetti di costruzione per la preparazione dell'autorizzazione di credito. Dopo l'approvazione del credito la pianificazione è contabilizzata nel conto del credito dell'oggetto.
	3132 Onorari di consulenti esterni, periti, esperti ecc.	– Consulenti ed esperti esterni, periti, specialisti di ditte terze o lavoratori indipendenti (escluso il personale temporaneo).
	3133 Spese di utilizzazione informatica	– Utilizzazione di centri di calcolo esterni (outsourcing), server hosting, utilizzazione di server Web di centri di calcolo di terzi ecc.
	3134 Premi per assicurazione cose	– Premi dell'assicurazione stabili per immobili dei beni amministrativi, assicurazione casco per i viaggi di servizio con i veicoli privati, assicurazione del bestiame, assicurazione contro la grandine, il furto e lo scasso, responsabilità civile dei proprietari di immobili, responsabilità civile per veicoli di servizio, assicurazione cose di tipo generale.
	3135 Spese per prestazioni di servizi per persone in custodia	– Indennità di lavoro per pazienti in cliniche nonché per detenuti e ospiti di istituti, peculio, premi di casse malati, spese mediche e dentarie di detenuti, richiedenti l'asilo ecc.
	3136 Onorari per attività medica privata	– Quota del medico e del personale agli onorari per cure mediche private.
	3137 Imposte e tributi	– Tasse sul traffico per i veicoli di servizio, imposta sugli alcool, tasse di bollo, versamento dell'IVA in caso di applicazione del metodo dell'aliquota forfettaria.
	3138 Corsi, esami, consulenze	– Corsi organizzati dall'ente pubblico, offerte di perfezionamento, esami tecnici e di capacità, formazione di pompieri, formazione di guardacaccia.
	3139 Esami di tirocinio	– Esami di fine tirocinio artigianale e commerciale; registrare le rimanenti prestazioni di servizi nel conto 3130.
314	Manutenzione edile e d'esercizio	– Di immobili dei beni amministrativi.
	3140 Manutenzione di fondi	– Manutenzione di parchi, piazze, biotopi, impianti sportivi, fondi edificati; tutti gli investimenti iscritti a bilancio nel conto 1400.
	3141 Manutenzione di strade	– Manutenzione di strade aperte al traffico generale; tutti gli investimenti iscritti a bilancio nel conto 1401.
	3142 Manutenzione di opere idrauliche	– Manutenzione di corsi d'acqua, rive e scarpate, manutenzione di opere idrauliche, pulitura di laghi e corsi d'acqua; tutti gli investimenti iscritti a bilancio nel conto 1402.

	3143	Manutenzione delle rimanenti opere del genio civile	– Manutenzione delle rimanenti opere del genio civile, canalizzazioni, condotte di servizio e idriche; manutenzione di tutti gli investimenti iscritti a bilancio nel conto 1403.
	3144	Manutenzione di opere edili, edifici	– Manutenzione di edifici e di installazioni iscritti a bilancio nel conto 1404.
	3145	Manutenzione di foreste	– Manutenzione di foreste iscritte a bilancio nel conto 1405.
	3149	Manutenzione di rimanenti investimenti materiali	– Manutenzione di investimenti materiali iscritti a bilancio nel conto 1409.
315		Manutenzione di beni mobili e investimenti immateriali	– Solo investimenti materiali di beni amministrativi.
	3150	Manutenzione di mobili e apparecchiature d'ufficio	– Manutenzione di mobili, apparecchiature e macchine d'ufficio (esclusi computer, stampanti ecc.), fotocopiatrici, apparecchiature di riprografia.
	3151	Manutenzione di macchine, apparecchiature, veicoli	– Manutenzione di apparecchiature, veicoli di ogni genere, macchine, attrezzi, utensili.
	3153	Manutenzione informatica (apparecchiatura)	– Manutenzione di apparecchiature e apparecchi IT, apparecchi periferici, stampanti, componenti di rete, pezzi di ricambio.
	3156	Manutenzione di apparecchiature mediche	– Manutenzione di apparecchiature e di strumenti medici.
	3158	Manutenzione di investimenti immateriali	– Manutenzione di software (contratti di servizio, patches, service pack, aggiornamenti ecc.). I cambiamenti di release vanno considerati come acquisti.
	3159	Manutenzione di rimanenti investimenti mobili	– Manutenzione di beni mobili che non vengono attribuiti a nessun altro gruppo specifico.
316		Pigioni, leasing, fitti, costi di utilizzazione	– Beni e investimenti materiali utilizzati solo a scopi amministrativi.
	3160	Pigioni e fitti di immobili	– Pigioni e fitti di locali, fondi, superfici di ogni genere, canoni di diritti di superficie.
	3161	Locazioni, costi di utilizzazione di impianti	– Locazione e costi di utilizzazione di veicoli, apparecchiature, beni mobili e altri investimenti materiali.
	3162	Rate di leasing operativi	– Premi e rate di leasing per il leasing operativo di investimenti materiali di ogni genere.
	3169	Rimanenti locazioni e costi di utilizzazione	– Locazione e costi di utilizzazione dei rimanenti investimenti materiali e diritti immateriali di uso che non possono essere attribuiti ad altri gruppi specifici.
317		Indennità per il rimborso spese	– Indennità e rimborsi di spese ad autorità, membri di commissioni, giudici, personale, docenti.
	3170	Spese di viaggio e altre spese	– Rimborsi di spese di viaggio, pernottamenti, vitto, utilizzazione di veicoli privati, utilizzazione di locali e di apparecchi privati per attività di servizio, agevolazioni del datore di lavoro per abbonamenti ferroviari.
	3171	Escursioni, gite scolastiche e campi	– Spese per escursioni, campi, gite scolastiche e di maturità.
	3179		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
318		Rettificazioni di valore su crediti	
	3180	Rettificazioni di valore su crediti	– Rettificazioni di valore su crediti per forniture e prestazioni (delcredere) del conto 101.
	3181	Perdite su crediti effettive	– Ammortamenti su crediti non recuperabili per forniture e prestazioni del conto 101.

3188		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
319	Diverse spese d'esercizio	–
3190	Risarcimenti di danni	– Indennizzi a terzi per responsabilità civile, indennizzi per danni a fondi, risarcimenti di danni a terzi, indennità a terzi per infortuni, indennizzi per danni a cose di terzi, indennizzi per oggetti smarriti di terzi.
3192	Indennizzo di diritti	– Indennizzo di diritti d'uso di terzi. – Incluso licenze
3199	Rimanenti spese d'esercizio	– Indennità a persone prosciolte, patrocinio gratuito, spese ripetibili, riduzione dell'imposta precedente IVA (per il metodo dell'aliquota forfettaria si veda il conto 3137), spese d'esercizio che non possono essere attribuite ad altri gruppi specifici. – L'assistenza alle vittime è contabilizzata nel conto 3637
32	Spese per l'armamento	– La presente voce è utilizzata unicamente dalla Confederazione. Le spese militari di Cantoni e Comuni sono attribuite ai pertinenti gruppi specifici.
33	Ammortamenti dei beni amministrativi	– Gli ammortamenti pianificati sono effettuati conformemente alla Raccomandazione punto 6 e le rettificazioni di valore su beni amministrativi conformemente alla Raccomandazione 06. – Gli ammortamenti supplementari sono contabilizzati nel gruppo specifico 38.
330	Investimenti materiali beni amministrativi	– Ammortamenti e rettificazioni di valore del gruppo specifico 140 Investimenti materiali beni amministrativi.
3300	Ammortamenti pianificati di investimenti materiali	– Gli ammortamenti pianificati in funzione della durata di utilizzazione (lineari o degressivi) conformemente alla Raccomandazione 12 punto 6 sono registrati in conti dettagliati a seconda del gruppo specifico di bilancio. Il grado di dettaglio deve essere scelto in modo che possano essere tratte le indicazioni necessarie per lo specchio degli investimenti dell'allegato.
3301	Ammortamenti non pianificati di investimenti materiali	– Ammortamenti non pianificati (impairment) conformemente alla Raccomandazione 06. Deve essere applicata la medesima struttura del conto 3300.
331		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
332	Ammortamenti di investimenti immateriali	– Ammortamenti e rettificazioni di valore del gruppo specifico 142 Investimenti immateriali.
3320	Ammortamenti pianificati di investimenti immateriali	– Gli ammortamenti pianificati in funzione della durata di utilizzazione (lineari o degressivi) conformemente alla Raccomandazione 12 punto 6 sono registrati in conti dettagliati a seconda del gruppo specifico di bilancio. Il grado di dettaglio deve essere scelto in modo che possano essere tratte le indicazioni necessarie per lo specchio degli investimenti dell'allegato.
3321	Ammortamenti non pianificati di investimenti immateriali	– Ammortamenti non pianificati (impairment) conformemente alla Raccomandazione 06. Deve essere applicata la medesima struttura del conto 3300.
337		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.

338		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
34	Spese finanziarie	– Spese di gestione, di acquisto e di conservazione del patrimonio a scopi di investimento, compresi le liquidità, i debiti e gli impegni.
340	Spese a titolo di interessi	– Interessi passivi e debitori di ogni genere per il ricorso a risorse di terzi.
	3400 Rimunerazione degli impegni correnti	– Interessi passivi del gruppo specifico 200 Impegni correnti.
	3401 Rimunerazione degli impegni finanziari	– Interessi passivi dei gruppi specifici 201 Impegni finanziari a breve termine e 206 Impegni finanziari a lungo termine.
	3409 Rimanenti interessi passivi	– Interessi passivi non attribuiti altrove.
341	Perdite conseguite su cambi	
	3410 Perdite conseguite su cambi su investimenti finanziari beni patrimoniali	– Diminuzioni di valore effettive degli investimenti finanziari (gruppo specifico 107 Investimenti finanziari) occorse in caso di alienazione o di trasferimento nei beni amministrativi. – Tenere un conto dettagliato per ogni gruppo specifico di bilancio, in modo che possano essere tratte le indicazioni necessarie per lo specchio degli investimenti dell'allegato.
	3411 Perdite conseguite su investimenti materiali beni patrimoniali	– Diminuzioni di valore effettive degli investimenti finanziari (gruppo specifico 108 Investimenti materiali beni patrimoniali) occorse in caso di alienazione o di trasferimento nei beni amministrativi. – Tenere un conto dettagliato per ogni gruppo specifico di bilancio, in modo che possano essere tratte le indicazioni necessarie per lo specchio degli investimenti dell'allegato.
	3412	– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
	3419 Perdite su cambi su valute estere	– Perdite realizzate su cambi su valute estere nel traffico dei pagamenti e nei conti in valuta estera; non in caso di investimenti finanziari in valuta estera. – Perdite non realizzate su cambi su valute estere sono contabilizzate nel conte 3440
342	Costi di raccolta di capitale e di gestione	
	3420 Costi di raccolta di capitale e di gestione	– Commissioni ed emolumenti all'emissione di obbligazioni di cassa, prestiti, obbligazioni ecc., nonché in caso di incasso di cedole e di scadenza dei prestiti; emolumenti di gestione dei depositi, certificati di sottoscrizione, commissioni e tasse su operazioni commerciali ecc.
343	Spese per immobili beni patrimoniali	– Eventualmente tenere conti separati di 4 cifre per manutenzione edile, spese d'esercizio per elettricità, rifiuti, riscaldamento ecc.
	3430 Manutenzione edile di immobili beni patrimoniali	– Manutenzione edile non attivabile di immobili dei beni patrimoniali.
	3431 Manutenzione non edile di immobili beni patrimoniali	– Spese per la manutenzione non attivabile di immobili e installazioni dei beni patrimoniali, come portineria, pulizia, cura dell'area circostante, di prati e giardini, sgombero della neve, manutenzione dell'impianto di riscaldamento,

		degli ascensori, della tecnica edilizia, apparecchiature per la manutenzione ecc.
3439	Rimanenti spese per immobili beni patrimoniali	– Premi dell'assicurazione stabili, premi dell'assicurazione civile stabili, approvvigionamento di acqua, elettricità, tasse acque di scarico e di depurazione, tasse sui rifiuti, tasse ufficiali ecc.
344	Rettificazioni di valore di investimenti beni patrimoniali	
3440	Rettificazioni di valore di investimenti finanziari beni patrimoniali	– Rettificazioni di valore mediante valutazioni successive secondo la Raccomandazione 06 e la Raccomandazione 12, punto 3. – Perdite non realizzate su cambi su valute estere. – Perdite realizzate su cambi su valute estere sono contabilizzate nel conto 3419.
3441	Rettificazione di valore di investimenti materiali beni patrimoniali	– Rettificazione di valore mediante valutazioni successive secondo la Raccomandazione 06 e la Raccomandazione 12, punto 3.
3449		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
349	Rimanenti spese finanziarie	
3499	Rimanenti spese finanziarie	– Deduzione dello sconto in caso di fatturazione lorda; versamento d'interessi sui rimborsi d'imposta; differenze di cassa, perdite di contanti in seguito a furto, interessi negativi.
35	Versamenti a fondi e a finanziamenti speciali	
350	Versamenti a fondi e a finanziamenti speciali nel capitale di terzi	– I fondi e i finanziamenti speciali ai sensi della Raccomandazione 08 punto 1 devono essere compensati alla fine del periodo contabile, trasferendo le eccedenze di ricavi al conto di bilancio.
3500	Versamenti a finanziamenti speciali nel capitale di terzi	– Versamenti al conto 2090 Impegni nei confronti di finanziamenti speciali nel capitale di terzi. I versamenti rappresentano le eccedenze di ricavi del periodo contabile.
3501	Versamenti a fondi nel capitale di terzi	– Versamenti al conto 2091 Impegni nei confronti di fondi nel capitale di terzi. I versamenti rappresentano le eccedenze di ricavi del periodo contabile.
3502	Versamenti a legati e fondazioni dei capitali di terzi	Versamenti al conto 2092 (Impegni nei confronti di legati e fondazioni dei capitali di terzi). I versamenti rappresentano le eccedenze di ricavi del periodo contabile.
3503	Versamenti ad altri capitali stranieri attribuiti	– Versamenti al conto 2093 (Impegni nei confronti di altri capitali attribuiti). I versamenti rappresentano le eccedenze di ricavi del periodo contabile.
3509		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
351	Versamenti a fondi e a finanziamenti speciali nel capitale proprio	– Per motivi di trasparenza la chiusura di finanziamenti speciali e fondi nel capitale proprio dovrebbe avvenire attraverso i conti 9010 e 9011.
3510	Versamenti a finanziamenti speciali nel capitale proprio	– Versamenti al conto 2900 Finanziamenti speciali nel capitale proprio.

3511	Versamenti a fondi nel capitale proprio	– Versamenti al conto 2910 Fondi nel capitale proprio.
3512	Versamenti a Legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio	– Versamenti al conto 2911 Legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio
3519		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
3529		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
36	Spese di riversamento	
360	Partecipazioni di terzi a ricavi	– Quote (partecipazioni) legali di altri enti pubblici ai proventi di determinati tributi.
3600	Quote della Confederazione a ricavi	– Le singole quote di ricavi da versare alla Confederazione devono essere esposte in un conto dettagliato: – 3600.0 Quota della Confederazione alle tasse del registro di commercio – 3600.1 Quota della Confederazione alle tasse per passaporti – I ricavi sono contabilizzati secondo il principio dell'espressione al lordo.
3601	Partecipazioni di Cantoni e concordati a ricavi	– Le singole partecipazioni dei Cantoni a ricavi (ad es. Partecipazione dei Cantoni alle tasse per passaporti) devono essere esposte in un conto dettagliato. – I ricavi sono contabilizzati secondo il principio dell'espressione al lordo.
3602	Partecipazioni di Comuni e consorzi comunali a ricavi	– Ai fini della statistica finanziaria devono essere esposte in un conto dettagliato: – 3602.0 Partecipazioni dei Comuni alle imposte cantonali – 3602.1 Partecipazioni dei Comuni a regalie e brevetti – 3602.2 Partecipazioni dei Comuni a tasse cantonali
3603	Partecipazioni di assicurazioni sociali pubbliche a ricavi	– Le singole partecipazioni delle assicurazioni sociali a ricavi devono essere esposte in un conto dettagliato. – I ricavi sono contabilizzati secondo il principio dell'espressione al lordo.
3604	Partecipazioni di imprese pubbliche a ricavi	– Le singole partecipazioni delle imprese pubbliche a ricavi devono essere esposte in un conto dettagliato. – I ricavi sono contabilizzati secondo il principio dell'espressione al lordo.
361	Indennizzi a enti pubblici	– Indennizzo a un ente pubblico che, per un altro ente pubblico, adempie, in tutto o in parte, un compito con uno scopo pubblico che secondo la ripartizione dei compiti dovrebbe essere adempiuto dallo stesso ente pubblico. L'indennizzo è di regola stabilito in base ai costi.
3610	Indennizzi alla Confederazione	– Indennizzi alla Confederazione per compiti che rientrano nel settore di competenza dei Cantoni.
3611	Indennizzi a Cantoni e concordati	– Indennizzi a Cantoni per compiti che rientrano nel settore di competenza della Confederazione o dei Comuni.
3612	Indennizzi a Comuni e consorzi comunali	– Indennizzi a Comuni per compiti che rientrano nel settore di competenza dei Cantoni. – Suddivisione raccomandata: – 3612.1 Indennizzi a Comuni e consorzi comunali all'interno del cantone

		<ul style="list-style-type: none"> – 3612.2 Indennizzi a Comuni e consorzi comunali situati in un altro cantone – 3612.3 Indennizzi a Comuni e consorzi comunali del estero limitrofo
3613	Indennizzi ad assicurazioni sociali pubbliche	– Indennizzi ad assicurazioni sociali pubbliche per compiti che rientrano nel settore di competenza degli enti pubblici.
3614	Indennizzi a imprese pubbliche	– Indennizzi a imprese pubbliche per compiti che rientrano nel settore di competenza degli enti pubblici.
3615		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
3616		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
3617		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
3618		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
362	Perequazione finanziaria e compensazione degli oneri	
3620	alla Confederazione	– La voce non viene usata poiché la Confederazione non beneficia di alcuna perequazione finanziaria e compensazione degli oneri. Le prestazioni dei Cantoni nel quadro della NPC sono considerate come una perequazione finanziaria orizzontale.
3621	a Cantoni e concordati	<p>Per il conto della Confederazione:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 3621.1 NPC: perequazione delle risorse (versamento della Confederazione: 10/17) – 3621.2 NPC: perequazione sociodemografica (versamento della Confederazione: 100 %) – 3621.3 NPC: perequazione geotopografica (versamento della Confederazione: 100 %) – 3621.4 NPC: compensazione dei casi di rigore (versamento della Confederazione il primo anno: 2/3) – 3621.7 NPC: trasferimento della perequazione delle risorse e della compensazione dei casi di rigore dei Cantoni donatori (la Confederazione agisce come un servizio di clearing, il saldo deve corrispondere a quello del conto 4621.7) <p>Per i conti dei Cantoni – versamenti dei Cantoni donatori secondo la NPC:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 3621.1 NPC: perequazione delle risorse (versamenti dei Cantoni donatori: 7/17) – 3621.4 NPC: compensazione dei casi di rigore (versamenti dei Cantoni il primo anno: 1/3). <p>Per i conti dei Comuni:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 3621.5 Perequazione finanziaria verticale da Comuni a Cantone – 3621.6 Compensazione verticale degli oneri da Comuni a Cantone

3622	a Comuni e consorzi comunali	<p>Per i conti dei Cantoni:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3622.1 NPC: trasferimento ai Comuni di una percentuale alla perequazione delle risorse - 3622.2 NPC: trasferimento ai Comuni di una percentuale alla perequazione sociodemografica - 3622.3 NPC: trasferimento ai Comuni di una percentuale alla perequazione geotopografica - 3622.4 NPC: trasferimento ai Comuni di una percentuale della compensazione dei casi di rigore - 3622.5 Perequazione finanziaria cantonale da Cantone a Comuni - 3622.6 Compensazione degli oneri cantonale da Cantone a Comuni - 3622.7 Perequazione finanziaria orizzontale da Comune a Comune (il Cantone agisce come un servizio di clearing; il saldo deve corrispondere a quello del conto 4622.7) - 3622.8 Compensazione orizzontale degli oneri da Comune a Comune (il Cantone agisce come un servizio di clearing; il saldo deve corrispondere a quello del conto 4622.8) <p>Per i conti dei Comuni:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3622.7 Perequazione finanziaria orizzontale (contributi dei Comuni; perequazione finanziaria orizzontale) - 3622.8 Compensazione orizzontale degli oneri (contributi dei Comuni; compensazione degli oneri orizzontale)
3624	a imprese pubbliche	- Nei conti dei Cantoni o dei Comuni a condizione che alle imprese pubbliche venga prestata compensazione degli oneri.
3629		- Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
363	Contributi a enti pubblici e a terzi	<ul style="list-style-type: none"> - I mutui rimborsabili condizionalmente a fondo perso devono essere contabilizzati a titolo di spese di riversamento.① - Compreso incentivi finanziari
3630	Contributi alla Confederazione	- Contributi d'esercizio correnti alla Confederazione come ad esempio i contributi per gli assegni famigliari nell'agricoltura o la restituzione di prestazioni complementari degli anni precedenti.
3631	Contributi a Cantoni e concordati	- Contributi d'esercizio correnti a Cantoni e concordati.
3632	Contributi a Comuni e consorzi comunali	<ul style="list-style-type: none"> - Contributi d'esercizio correnti a Comuni e consorzi comunali. - Suddivisione raccomandata: - 3632.1 Contributi d'esercizio correnti a Comuni e consorzi comunali all'interno del cantone - 3632.2 Contributi d'esercizio correnti a Comuni e consorzi comunali situati in un altro cantone - 3632.3 Contributi d'esercizio correnti a Comuni e consorzi comunali del estero limitrofo
3633	Contributi ad assicurazioni sociali pubbliche	- Contributi d'esercizio correnti ad assicurazioni sociali pubbliche quali AVS o AI.
3634	Contributi a imprese pubbliche	- Contributi d'esercizio correnti a imprese pubbliche.
3635	Contributi a imprese private	- Contributi d'esercizio correnti a imprese private.

3636	Contributi a organizzazioni private senza scopo di lucro	– Contributi d'esercizio correnti a organizzazioni private senza scopo di lucro quali organizzazioni ecclesiastiche, istituzioni di soccorso, istituti di cura, d'educazione e per la gioventù nonché a partiti politici.
3637	Contributi a economie domestiche private	– Contributi correnti a economie domestiche private quali aiuti sociali, riduzione dei premi delle casse malati, assistenza alle vittime etc. – Per motivi di statistica finanziaria le borse di studio figurano in un conto dettagliato separato.
3638	Contributi all'estero	– Contributi a beneficiari all'estero o per l'impiego all'estero come contributi a istituzioni di soccorso svizzere all'estero.
3639		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
364	Rettificazioni di valore su mutui beni amministrativi	– Rettificazioni di valore secondo la Raccomandazione 06 punto 1.
3640	Rettificazioni di valore mutui beni amministrativi	– Per le rettificazioni di valore devono essere tenuti conti dettagliati secondo la struttura del gruppo specifico 144: – 3640.0 Rettificazioni di valore su mutui alla Confederazione – 3640.1 Rettificazioni di valore su mutui a Cantoni e concordati – ecc.
3649		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
365	Rettificazioni di valore partecipazioni beni amministrativi	– Rettificazioni di valore secondo la Raccomandazione 06 punto 1.
3650	Rettificazioni di valore partecipazioni beni amministrativi	– Per le rettificazioni di valore devono essere tenuti conti dettagliati secondo la struttura del gruppo specifico 145: – 3650.0 Rettificazioni di valore partecipazioni alla Confederazione – 3650.1 Rettificazioni di valore partecipazioni a Cantoni e concordati – ecc.
366	Ammortamenti su contributi agli investimenti	– Ammortamenti secondo la Raccomandazione 12 punto 6.
3660	Ammortamenti pianificati su contributi agli investimenti	– Gli ammortamenti pianificati in funzione della durata di utilizzazione (lineari o degressivi) conformemente alla Raccomandazione 12 punto 6 sono registrati in conti dettagliati a seconda del gruppo specifico di bilancio. Il grado di dettaglio deve corrispondere alla struttura del gruppo specifico 146: – 3660.0 Ammortamenti pianificati su contributi agli investimenti alla Confederazione – 3660.1 Ammortamenti pianificati su contributi agli investimenti a Cantoni – ecc.
3661	Ammortamenti non pianificati su contributi agli investimenti	– Gli ammortamenti non pianificati ai sensi della Raccomandazione 06 punto 1 sono registrati in conti dettagliati a seconda del gruppo specifico di bilancio. Il grado di dettaglio deve corrispondere alla struttura del gruppo specifico 146: – 3661.0 Ammortamenti pianificati su contributi agli investimenti alla Confederazione

		<ul style="list-style-type: none"> – 3661.1 Ammortamenti pianificati su contributi agli investimenti a Cantoni – ecc.
369	Diverse spese di riversamento	
	3690 Rimanenti spese di riversamento	– Spese di riversamento non altrimenti attribuite.
	3699 Ridistribuzioni	<ul style="list-style-type: none"> – Ridistribuzioni di tasse e imposte, ad es. Tassa sul CO₂. – Le singole ridistribuzioni devono essere separate in conti dettagliati, ad es. 3699.1 Ridistribuzioni tassa sul CO₂.
37	Contributi transitori	<ul style="list-style-type: none"> – L'ente pubblico trasferisce a terzi i contributi transitori. L'ente pubblico ha ricevuto queste risorse da un altro ente pubblico. Gli aumenti sono esposti nel gruppo specifico 47. Dato che alla fine del periodo contabile i gruppi specifici 37 e 47 devono corrispondere, dovranno essere effettuate delle delimitazioni contabili. – Vanno contabilizzate come contributi transitori le medesime operazioni previste dal MPCA1.
370	Contributi transitori	
	3700 Confederazione	– Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti alla Confederazione.
	3701 Cantoni e concordati	– Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a Cantoni o a concordati.
	3702 Comuni e consorzi comunali	<ul style="list-style-type: none"> – Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a Comuni o a consorzi comunali. – Suddivisione raccomandata: – 3702.1 Contributi transitori a Comuni e consorzi comunali all'interno del cantone – 3702.2 Contributi transitori a Comuni e consorzi comunali situati in un altro cantone – 3702.3 Contributi transitori a Comuni e consorzi comunali del estero limitrofo
	3703 Assicurazioni sociali pubbliche	– Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti ad assicurazioni sociali pubbliche.
	3704 Imprese pubbliche	– Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a imprese pubbliche.
	3705 Imprese private	– Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a imprese private.
	3706 Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a organizzazioni private senza scopo di lucro.
	3707 Economie domestiche private	– Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a economie domestiche private.
	3708 Estero	– Contributi transitori di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a beneficiari all'estero.
38	Spese straordinarie	
380	Spese straordinarie per il personale	– Spese per il personale che non possono essere previste, influenzate o controllate.
	3800 Spese straordinarie per il personale	– Compresi i contributi del datore di lavoro e delle assicurazioni sociali.
	3809	– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.

381	Spese straordinarie per beni e servizi e d'esercizio	– Spese per beni e servizi e d'esercizio non prevedibili, che sfuggono a ogni influsso e controllo.
	3810 Spese straordinarie per beni e servizi e d'esercizio	– Spese straordinarie per beni e servizi e d'esercizio con ripercussioni sul flusso di denaro.
	3811 Spese straordinarie per beni e servizi e d'esercizio; Rettificazioni di valore	– Spese contabili straordinarie per beni e servizi e d'esercizio.
383	Ammortamenti supplementari	– Ammortamenti supplementari secondo la Raccomandazione 12 punto 6. – Gli ammortamenti supplementari non sono giustificati dal profilo dell'economia d'esercizio né costituiscono una perdita di valore effettiva (impairment). Essi non sono fondati da flussi di capitale, ma sono operazioni contabili.
	3830 Ammortamenti supplementari investimenti materiali beni amministrativi	– Ammortamenti supplementari sul gruppo specifico 140 Investimenti materiali beni amministrativi. Tenere conti dettagliati per ogni conto di bilancio di 4 cifre per poter allestire lo specchio degli investimenti dell'allegato.
	3832 Ammortamenti supplementari investimenti immateriali	– Ammortamenti supplementari sul gruppo specifico 142 Investimenti immateriali. Tenere conti dettagliati per ogni conto di bilancio di 4 cifre per poter allestire lo specchio degli investimenti dell'allegato.
	3839 Ammortamenti supplementari beni amministrativi, non attribuiti	– Ammortamenti supplementari non attribuiti a un gruppo specifico.
384	Spese finanziarie straordinarie	– Spese finanziarie non prevedibili, che sfuggono a ogni influsso e controllo e che non appartengono al settore operativo.
	3840 Spese finanziarie monetarie straordinarie	– Spese finanziarie straordinarie con ripercussioni sul flusso di denaro.
	3841 Spese finanziarie contabili straordinarie, Rettificazioni di valore straordinarie	– Spese finanziarie contabili straordinarie.
386	Spese di riversamento straordinarie	– Spese di riversamento non prevedibili, che sfuggono a ogni influsso e controllo e che non appartengono al settore operativo. Le spese di riversamento straordinarie sono sempre considerate flussi di denaro.
	3860 Spese di riversamento straordinarie; Confederazione	– Spese di riversamento straordinarie alla Confederazione.
	3861 Spese di riversamento straordinarie; Cantoni	– Spese di riversamento straordinarie ai Cantoni o ai concordati.
	3862 Spese di riversamento straordinarie; Comuni	– Spese di riversamento straordinarie ai Comuni o ai consorzi comunali.
	3863 Spese di riversamento straordinarie; Assicurazioni sociali pubbliche	– Spese di riversamento straordinarie alle assicurazioni sociali pubbliche.
	3864 Spese di riversamento straordinarie; Imprese pubbliche	– Spese di riversamento straordinarie alle imprese pubbliche.
	3865 Spese di riversamento straordinarie; Imprese private	– Spese di riversamento straordinarie alle imprese private.
	3866 Spese di riversamento straordinarie; Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Spese di riversamento straordinarie alle organizzazioni private senza scopo di lucro.

	3867	Spese di riversamento straordinarie; Economie domestiche private	– Spese di riversamento straordinarie alle economie domestiche private.
	3868	Spese di riversamento straordinarie; Estero	– Spese di riversamento straordinarie a beneficiari all'estero.
387		Spese di riversamento straordinarie; Ammortamenti supplementari su mutui, partecipazioni e contributi agli investimenti	– Ammortamenti supplementari sui gruppi specifici 144 Mutui, 145 Partecipazioni e capitali sociali, 146 Contributi agli investimenti.
	3874	Ammortamenti supplementari su mutui beni amministrativi	– Ammortamenti supplementari sul gruppo specifico 144 Mutui. Stessa struttura di conto dettagliato del conto 1484.
	3875	Ammortamenti supplementari su partecipazioni e capitali sociali beni amministrativi	– Ammortamenti supplementari sul gruppo specifico 145 Partecipazioni e capitali sociali. Stessa struttura di conto dettagliato del conto 1485.
	3876	Ammortamenti supplementari su contributi agli investimenti beni amministrativi	– Ammortamenti supplementari sul gruppo specifico 146 Contributi agli investimenti. Stessa struttura di conto dettagliato del conto 1486.
389		Versamenti al capitale proprio	– Versamenti al capitale proprio contabilizzati all'attivo.
	3890		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
	3892	Versamenti a riserve dei settori del preventivo globale	– Versamenti a riserve dei settori a preventivo globale contabilizzati all'attivo.
	3893	Versamenti a prefinanziamenti del capitale proprio	– Copertura preliminare di progetti futuri d'investimento secondo la Raccomandazione n. 08 punto 2. – Versamenti al conto 2930 Prefinanziamenti.
	3894	Versamenti nella riserva di politica finanziaria	– Versamenti nella riserva di politica finanziaria (come riserva congiunturale o di compensazione).
	3896	Versamenti a riserve di nuove valutazioni	– Versamenti al gruppo specifico 296 Riserva di nuova valutazione dei beni patrimoniali, se le rivalutazioni dei beni patrimoniali sono state effettuate all'attivo.
	3898	Versamenti a altri capitali propri	– Versamenti a altri capitali propri (secondo il conto di bilancio 2980)
	3899	Ammortamento del disavanzo di bilancio	– La legge sulla gestione finanziaria della collettività colpita fissa le modalità di un ammortamento eventuale del disavanzo di bilancio
39		Compensazioni interne	– Le compensazioni interne possono essere effettuate tra servizi del medesimo ente pubblico o con unità da consolidare. Alla fine del periodo contabile i gruppi specifici 39 e 49 devono corrispondere. Le spese e i ricavi non possono essere delimitati in maniera diversa.
390		Acquisto di materiale e di merci	– Indennità per l'acquisto di merci, apparecchi, macchine, beni mobili, articoli d'ufficio di ogni genere.
391		Prestazioni di servizi	– Indennità per l'ottenimento di prestazioni di servizi interne.
392		Fitti, pigioni, noli, costi di utilizzazione	– Indennità per la locazione di immobili, locali, posteggi, materiali, apparecchiature, beni mobili, veicoli ecc.

393	Costi d'esercizio e amministrativi	– Indennità per costi d'esercizio e amministrativi per immobili utilizzati in comune o in subaffitto, installazioni e beni mobili. Risorse overhead per il rimborso forfettario di prestazioni.
394	Interessi figurativi e spese finanziarie	– Versamenti di interessi figurativi sui beni amministrativi e patrimoniali nonché sui conti degli impegni di finanziamenti speciali e fondi.
395	Ammortamenti pianificati e non pianificati	– Ammortamenti pianificati e non pianificati su beni amministrativi sempre che essi non siano direttamente addebitati ai servizi.
398	Riporti	– Operazioni contabili tra servizi pubblici senza la presenza di una prestazione (acquisto di merci o prestazione di servizio, utilizzazione ecc.), ad esempio trasferimento di un importo di un ufficio nel conto economico di un finanziamento speciale o di un fondo oppure viceversa.
399	Rimanenti compensazioni interne	– Indennità non altrimenti attribuite ad altri servizi o unità consolidate.
4	Ricavi	
40	Gettito fiscale	
400	Imposte dirette di persone fisiche	
4000	Imposte sul reddito di persone fisiche	– Imposte cantonali o comunali dirette sul reddito di persone fisiche. – Imposte sugli utili di liquidazione di società di persone o ditte individuali (art. 8 legge sull'armonizzazione delle imposte). – Tenere un conto dettagliato per anno fiscale e delimitazione fiscale. – Contabilizzare le ripartizioni fiscali e il computo globale d'imposta (diminuzione dei ricavi) in un conto dettagliato. – Inclusivo recupero d'imposta – Le mute sono contabilizzate nel conte 4270.
4001	Imposte sulla sostanza di persone fisiche	– Imposte cantonali o comunali dirette sulla sostanza di persone fisiche. Tenere conti dettagliati analoghi a quelli del conto 4000. – Inclusivo recupero d'imposta – Le mute sono contabilizzate nel conte 4270.
4002	Imposte alla fonte di persone fisiche	– Imposte cantonali o comunali dirette sul reddito di persone fisiche (art. 32 e 35 legge sull'armonizzazione delle imposte).
4008	Imposte personali	– Tassa pompieri e altre tasse pro capite.
4009	Rimanenti imposte dirette di persone fisiche	– Imposte dirette di persone fisiche non altrimenti attribuite.
401	Imposte dirette di persone giuridiche	
4010	Imposte sull'utile di persone giuridiche	– Imposte cantonali o comunali dirette sull'utile di persone giuridiche – compresi gli utili di liquidazione secondo l'art. 24 della legge sull'armonizzazione delle imposte. – Tenere conti dettagliati analogamente al conto 4000. – Inclusivo recupero d'imposta – Le mute sono contabilizzate nel conte 4270.
4011	Imposte sul capitale di persone giuridiche	– Imposte cantonali o comunali dirette sul capitale di persone giuridiche. Tenere conti dettagliati analogamente al conto 4000.

		<ul style="list-style-type: none"> – Inclusivo recupero d'imposta – Le mute sono contabilizzate nel conte 4270.
4012	Imposte alla fonte di persone giuridiche	– Imposte alla fonte di persone giuridiche secondo gli art. 35 segg. della legge sull'armonizzazione delle imposte. Le imposte alla fonte di persone giuridiche sono dovute solo nel caso di poche operazioni commerciali.
4019	Rimanenti imposte dirette di persone giuridiche	– Imposte dirette di persone giuridiche non altrimenti attribuite.
402	Rimanenti imposte dirette	
4020	Imposta preventiva (soltanto Confederazione)	– Il conto è utilizzato soltanto dalla Confederazione; le quote dei Cantoni (partecipazioni) all'imposta preventiva federale sono contabilizzate all'atto del loro riversamento sul conto 4600.1.
4021	Imposte fondiarie	– Imposte reali periodiche sulla proprietà fondiaria o su immobili.
4022	Imposte sugli utili patrimoniali	– Imposte sui guadagni immobiliari, imposte sugli utili nel capitale, imposte sugli utili patrimoniali, compenso dei valori aggiunti.
4023	Imposte sulle transazioni patrimoniali	– Tasse di mutazione, tasse di emissione e di negoziazione di titoli, tasse di bollo sulle quietanze dei premi di assicurazione, tasse di bollo cantonali.
4024	Imposte sulle successioni e sulle donazioni	– Imposte cantonali sul trapasso di diritti in ambito di eredità, legati e donazioni.
4025	Tassa sulle case da gioco e sugli apparecchi automatici da gioco	<ul style="list-style-type: none"> – Tasse sull'utile o sul ricavo netto delle case da gioco ai sensi della legge sulle case da gioco nonché sugli apparecchi automatici da gioco. – Gli emolumenti per la concessione dell'autorizzazione di collocare apparecchi automatici da gioco sono contabilizzati nel conto 4210 Emolumenti per atti ufficiali.
403	Imposte sul possesso e sulla spesa	
4030	Tasse sul traffico	– Imposte sui veicoli a motore.
4031	Imposta sui natanti	– Imposte sui battelli e sulle barche.
4032	Imposte sugli spettacoli	– Tassa sui biglietti, imposte sugli spettacoli ecc.
4033	Imposta sui cani	– Imposta sui cani.
4039	Rimanenti imposte sul possesso e sulla spesa	– Tasse sul possesso e sulla spesa non attribuite altrove.
404		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
405		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
406		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
407		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
41	Regalie e concessioni	
410	Regalie	– Ricavi da regalie e monopoli.
4100	Regalie	– Regalia del sale, regalia delle miniere, regalia della pesca, regalia della caccia ecc.

411	Banca nazionale svizzera	
4110	Quota all'utile netto della BNS	– Quote di ricavi e ad altre distribuzioni della Banca nazionale svizzera – ma non i dividendi della BNS (vedi conto 4464).
412	Concessioni	– Ricavi dal rilascio di concessioni, di brevetti o di diritti di godimento di cose pubbliche (uso comune aumentato), legati a diritti sovrani.
4120	Concessioni	– Tasse sul commercio al dettaglio e sullo spaccio, concessioni d'utilizzazione e diritti d'acqua, prelievi da corsi d'acqua, patenti di commercio e di commercio al dettaglio, patenti di commercio del bestiame, sfruttamento della geotermia o della falda freatica con sonde nel terreno, estrazione di ghiaia, caffè stradali, bancarelle (situazioni), ecc.
413	Quote del prodotto di lotterie, Sport-Toto, scommesse	– Autorizzazioni per lotterie e scommesse professionalmente organizzate.
4130	Quote del prodotto di lotterie, Sport-Toto, scommesse	– Quote delle entrate di lotterie (lotteria nazionale intercantonale, lotto a numeri ecc.), Sport-Toto e scommesse professionalmente organizzate.
42	Ricavi e tasse	
420	Tasse d'esenzione	– Ricavi da tasse che l'assoggettato versa per essere esonerato da obblighi di diritto pubblico.
4200	Tasse d'esenzione	– Tassa d'esenzione dal servizio dei pompieri, tassa sostitutiva per costruzione di rifugi e posteggi ecc.
421	Emolumenti per atti ufficiali	– Emolumenti per atti ufficiali chiesti dai singoli, comprese le pertinenti spese e gli emolumenti di cancelleria degli enti pubblici (emolumenti amministrativi).
4210	Emolumenti per atti ufficiali	– Tutte le tasse e concessioni ufficiali.
422	Tasse di ospedali e ospizi, rette	
4220	Tasse e rette	– Tasse ed emolumenti (ricavi e tasse) per le prestazioni di ospedali e cliniche, case di cura e case di riposo per anziani, case di educazione, riformatori, istituti per l'esecuzione delle pene, ospizi per senzatetto e dormitori, internati, cliniche e ricoveri veterinari ecc.
4221	Indennità per prestazioni particolari	– Indennità per prestazioni di laboratorio, cure intense e servizi speciali di guardia, costi straordinari per persone assistite, persone ricoverate in ospizi e altre persone in affidamento.
4229		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
423	Tasse scolastiche e per corsi	
4230	Tasse scolastiche	– Tasse scolastiche di privati per la frequenza dei corsi di scuole obbligatorie e pubbliche come scuole professionali, scuole di preparazione alla maturità, rette di collegi, scuole universitarie professionali ecc. – Le quote ai costi di altri enti pubblici sono esposte nel gruppo specifico 461 Indennizzi di enti pubblici.
4231	Tasse per corsi	– Corsi facoltativi aperti a un vasto pubblico. L'offerente fornisce questi corsi all'infuori dell'insegnamento

		obbligatorio delle scuole pubbliche; non esiste alcun obbligo legale di offrire simili corsi.
4239		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
424	Tasse di utilizzazione e prestazioni di servizi	
4240	Tasse di utilizzazione e prestazioni di servizi	– Ricavi dall'utilizzazione di installazioni pubbliche, apparecchiature, beni mobili e prestazioni di servizi che non costituiscono un atto ufficiale.
425	Ricavi da vendite	
4250	Vendite	– Vendita di merci e beni mobili. Vendita di beni mobili non più utilizzati, di veicoli e apparecchi (occasioni), realizzazione di oggetti smarriti ecc.
426	Rimborsi	
4260	Rimborsi e partecipazioni di terzi	– Rimborsi di terzi per spese dell'ente pubblico. I rimborsi soggetti all'imposta sul valore aggiunto devono essere contabilizzati al lordo come ricavi. – Se possono essere attribuiti alle spese corrispondenti, i rimborsi possono essere esposti come riduzione delle spese (al netto o tramite conti dettagliati separati).
427	Multe	
4270	Multe	– Ricavi da multe di ogni genere – Ricupero d'imposte vedi gruppo specifico 40 Gettito fiscale. – Multe fiscali
428		– Questa voce è utilizzata soltanto dalla Confederazione.
429	Diversi ricavi e tasse	
4290	Diversi ricavi e tasse	– Entrata di crediti ammortati e di indennizzi non attribuiti altrove.
43	Diversi ricavi	
430	Diversi ricavi d'esercizio	
4300	Onorari per attività medica privata	– Onorari fatturati a pazienti da medici privati. La quota di onorario ridistribuita al medico è registrata nel conto 3136 (principio dell'espressione al lordo).
4301	Valori patrimoniali confiscati	– Valori patrimoniali confiscati in virtù della legislazione penale o dalla polizia (valori confiscati) e vantaggi patrimoniali acquisiti illegittimamente; ricavi dalla vendita all'asta da parte degli uffici di esecuzione, realizzazione forzata.
4309	Rimanenti ricavi d'esercizio	– Ricavi dall'attività d'esercizio non attribuiti altrove.
431	Iscrizioni all'attivo di prestazioni proprie	
4310	Prestazioni proprie attivabili su investimenti materiali	– Prestazioni del personale proprio e forniture proprie di merci e di materiali provenienti dai beni patrimoniali (ad es. scorte) per l'acquisto o la creazione di investimenti materiali. L'addebito è effettuato nel gruppo specifico 50 del conto degli investimenti.
4311	Prestazioni proprie attivabili su investimenti immateriali	– Prestazioni del personale proprio e forniture proprie di merci e di materiali provenienti dai beni patrimoniali (ad es. scorte) per l'acquisto o la creazione di investimenti immateriali (sviluppo di software). L'addebito è effettuato nel gruppo specifico 52 del conto degli investimenti.

4312	Spese di progettazione attivabili	– Spese di progettazione del conto economico giunte a scadenza addebitate all'oggetto di investimento al momento dello stanziamento del credito. L'addebito è effettuato nel gruppo specifico 50 del conto degli investimenti.
4319		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
432	Variazioni delle rimanenze	– Delimitazioni per prodotti finiti e semifiniti di produzione propria, nonché di lavori e prestazioni di servizi iniziati.
4320	Variazioni delle rimanenze prodotti finiti e semilavorati	– Merci prodotte nel periodo contabile e vendute soltanto nei periodi contabili successivi. Valutazione al costo di produzione o di acquisto se essi si situano al di sotto dei ricavi netti di vendita realizzabili (principio del valore minore).
4321	Variazioni delle rimanenze lavori iniziati (prestazioni di servizi)	– Prestazioni di servizi fornite nel periodo contabile e vendute soltanto nei periodi contabili successivi. Viene valutato il grado di ultimazione in percento del ricavo dalla vendita.
4329	Rimanenti variazioni delle rimanenze	– Ad esempio: bestiame nato nel corso del periodo contabile. Iscrizione a bilancio nel conto 1086 Beni mobili beni patrimoniali.
439	Rimanenti ricavi	
4390	Rimanenti ricavi	– Successioni, donazioni, beni senza eredi ecc.
44	Ricavi finanziari	
440	Ricavi a titolo di interessi	
4400	Interessi liquidità	– Conti postali e bancari, investimenti sul mercato monetario a breve termine.
4401	Interessi crediti e conti correnti	– Conti correnti, averi in deposito, tenere eventualmente un conto dettagliato per gli interessi di mora su crediti.
4402	Interessi investimenti finanziari	– Interessi su investimenti finanziari dei gruppi specifici 102 e 107.
4409	Rimanenti interessi di beni patrimoniali	– Redditi della sostanza e ricavi a titolo di interessi derivanti dai beni patrimoniali non attribuiti altrove.
441	Utili realizzati beni patrimoniali	
4410	Utili da alienazioni di investimenti finanziari beni patrimoniali	– Utili su cambi realizzati mediante l'alienazione di investimenti finanziari a breve o a lungo termine. Tenere un conto dettagliato per ogni tipo di investimento finanziario.
4411	Utili da alienazioni di investimenti materiali beni patrimoniali	– Utili contabili realizzati mediante l'alienazione di investimenti materiali. Tenere conti dettagliati per ogni tipo di investimento materiale.
4419	Rimanenti utili realizzati con beni patrimoniali	– Utili realizzati su cambi su valute estere – Utili non realizzati su cambi su valute estere sono contabilizzati nel conto 4440 – Utili realizzati mediante la vendita di beni patrimoniali non attribuiti altrove.
442	Proventi da partecipazioni beni patrimoniali	
4420	Dividendi	– Dividendi e altre distribuzioni di quote di utile di investimenti nei beni patrimoniali.
4429	Rimanenti proventi da partecipazioni	– Diritti d'opzione, rimborsi del valore nominale ecc.

443	Redditi immobiliari beni patrimoniali	
4430	Fitti e pigioni di immobili beni patrimoniali	– Fitti, pigioni e canoni di diritti di superficie da immobili e da fondi dei beni patrimoniali.
4431	Indennità per alloggi di servizio beni patrimoniali	– Rimborsi al personale proprio per alloggi di servizio.
4432	Indennità per l'utilizzo di alloggi di servizio beni patrimoniali	– Rimborso per locazione a breve termine e utilizzo di locali in immobili dei beni patrimoniali (ad es. locazione di sale).
4439	Rimanenti redditi immobiliari da beni patrimoniali	– Redditi immobiliari dei beni patrimoniali non attribuiti altrove.
444	Rettificazioni di valore di investimenti beni patrimoniali	– Le valutazioni successive sono effettuate in linea di massima secondo il principio della valutazione individuale. Le variazioni positive e negative di valutazione possono essere trasferite al netto nel gruppo specifico 444. Se ne risulta un saldo negativo (riduzione di valore della consistenza globale), il saldo deve essere trasferito al gruppo specifico 344.
4440	Rettificazioni di valore rimanenti investimenti finanziari beni patrimoniali	– Valutazioni successive, rettificazioni di valore di titoli degli investimenti rimanenti dei beni patrimoniali secondo la Raccomandazione 06 e la Raccomandazione 12, punto 3. – Senza mutui et partecipazioni – Utili non realizzati su cambi su valute estere – Utili realizzati su cambi su valute estere sono contabilizzati nel conto 4419
4441	Rettificazioni di valore mutui beni patrimoniali	– Valutazioni successive, rettificazioni di valore di mutui dei beni patrimoniali secondo la Raccomandazione 06 e la Raccomandazione 12, punto 3.
4442	Rettificazioni di valore partecipazioni beni patrimoniali	– Valutazioni successive, rettificazioni di valore di partecipazioni dei beni patrimoniali secondo la Raccomandazione 06 e la Raccomandazione 12, punto 3.
4443	Rettificazioni di valore immobili beni patrimoniali	– Valutazioni successive, rettificazioni di valore di immobili dei beni patrimoniali secondo la Raccomandazione 06 e la Raccomandazione 12, punto 3.
4449	Rettificazioni di valore rimanenti investimenti materiali beni patrimoniali	– Valutazioni successive, rettificazioni di valore di rimanenti investimenti materiali dei beni patrimoniali secondo la Raccomandazione 06 e la Raccomandazione 12, punto 3.
445	Ricavi finanziari da mutui e partecipazioni beni amministrativi	
4450	Ricavi da mutui beni amministrativi	– Interessi su mutui dei beni amministrativi.
4451	Ricavi da partecipazioni beni amministrativi senza imprese pubbliche	– Dividendi e altre distribuzioni di quote di utile di investimenti nei beni amministrativi. – Utilizzato soltanto per partecipazioni dei conti 1455, 1456 e 1458
4459		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
446	Ricavi finanziari di imprese pubbliche	– Ricavi finanziari da partecipazioni dei gruppi specifici 1450 Partecipazioni nella Confederazione, 1451 Partecipazioni a Cantoni e concordati, 1452 Partecipazioni a Comuni e consorzi comunali, 1453

		Partecipazioni ad assicurazioni sociali pubbliche, 1454 Partecipazioni a imprese pubbliche.
4460	Aziende pubbliche della Confederazione	– Imprese di diritto pubblico secondo il diritto federale.
4461	Imprese pubbliche dei Cantoni con una forma giuridica di diritto pubblico, concordati	– Istituti dipendenti e indipendenti, concordati secondo il diritto cantonale.
4462	Consorzi, aziende comunali dipendenti e indipendenti	– Istituti di diritto pubblico dei Comuni, consorzi; aziende comunali non organizzate come società di diritto (privato).
4463	Imprese pubbliche sottoforma di società anonima o di altra forma di diritto privato	– SA, SA di diritto speciale, SaRL, cooperative, associazioni, società semplici e altre persone giuridiche in cui il potere pubblico detiene la maggioranza del capitale.
4464	Banca nazionale	– Dividendi su azioni (Partecipazioni a ricavi e ulteriori distribuzioni, vedi conto 4604).
4468	Imprese pubbliche all'estero	– Ricavi di imprese pubbliche all'estero, indipendentemente dalla loro forma giuridica.
4469	Rimanenti imprese pubbliche	– Ricavi di altre imprese pubbliche.
447	Redditi immobiliari beni amministrativi	
4470	Fitti e pigioni di immobili beni amministrativi	– Fitti, pigioni e canoni di diritti di superficie da immobili di beni amministrativi.
4471	Indennità da appartamenti di servizio beni amministrativi	– Indennità del proprio personale per appartamenti di servizio dei beni amministrativi.
4472	Indennità per l'utilizzazione di immobili beni amministrativi	– Indennità per la locazione a corto termine e l'utilizzazione di locali in immobili di beni amministrativi (locazione di sale, palestre, campi e impianti sportivi, sale polivalenti ecc.).
4479	Rimanenti redditi immobiliari beni amministrativi	– Rimanenti redditi immobiliari di beni amministrativi non attribuiti altrove.
448	Ricavi da immobili in locazione	– Ricavi dalla sublocazione a terzi di immobili in locazione.
4480	Pigioni di immobili in locazione	– Fitti e pigioni da sublocazione a scopo amministrativo di immobili in locazione.
4489	Rimanenti ricavi da immobili in locazione	– Ricavi da locazione e utilizzazione a corto termine di locali in immobili affittati a scopo amministrativo.
449	Rimanenti ricavi finanziari	
4490	Rivalutazioni di beni amministrativi	– Rivalutazioni di investimenti materiali ed immateriali, mutui, partecipazioni, capitali sociali e contributi agli investimenti propri di beni amministrativi tramite una nuova valutazione in via eccezionale. – Tenere conti dettagliati separati secondo gruppi di bilancio generali, poiché le rivalutazioni devono essere esposte nello specchio dell'allegato.
4499	Rimanenti ricavi finanziari	– Per esempio: interessi negativi
45	Prelievi da fondi e finanziamenti speciali	

450	Prelievi da fondi e finanziamenti speciali nel capitale di terzi	– Secondo la Raccomandazione n. 08 punto 1, fondi e finanziamenti speciali devono essere compensati alla fine del periodo contabile, mentre le eccedenze di spesa (disavanzi) devono essere trasposti nel conto di bilancio.
4500	Prelievi da finanziamenti speciali nel capitale di terzi	– I prelievi sono contabilizzati nel conto 2090 Impegni nei confronti di finanziamenti speciali nel capitale di terzi. I prelievi rappresentano le eccedenze di spese del periodo contabile.
4501	Prelievi da fondi del capitale di terzi	– I prelievi sono contabilizzati nel conto 2091 Impegni nei confronti di fondi nel capitale di terzi. I prelievi rappresentano le eccedenze di spese del periodo contabile.
4502	Prelievi di legati e di fondazioni di capitali di terzi	– I prelievi sono contabilizzati nel conto 2092 Impegni nei confronti di legati e fondazioni di capitali di terzi. I versamenti rappresentano le eccedenze di spese del periodo contabile.
4503	Prelievi di altri capitali attribuiti dei capitali di terzi	– I prelievi sono contabilizzati nel conto 2093 Impegni nei confronti di altri capitali attribuiti dei capitali di terzi. I versamenti rappresentano le eccedenze di spese del periodo contabile.
4509		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
451	Prelievi da fondi e finanziamenti speciali nel capitale proprio	– Per motivi di trasparenza la chiusura di finanziamenti speciali e fondi nel capitale proprio dovrebbe avvenire attraverso i conti 9010 e 9011.
4510	Prelievi da finanziamenti speciali del capitale proprio	– I prelievi sono contabilizzati nel conto 2900 Finanziamenti speciali nel capitale proprio.
4511	Prelievi da fondi nel capitale proprio	– I prelievi sono contabilizzati nel conto 2910 Fondi nel capitale proprio.
4512	Prelievi da legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio	– I prelievi sono contabilizzati nel conto 2911 Legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio
4519		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
4529		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
46	Ricavi da riversamenti	
460	Partecipazioni a ricavi da terzi	
4600	Partecipazioni a ricavi della Confederazione	– Ai fini della statistica finanziaria, nei conti cantonali devono essere tenuti i seguenti conti dettagliati: – 4600.0 Partecipazione all'imposta federale diretta – 4600.1 Partecipazione all'imposta preventiva – 4600.2 Partecipazione alla tassa d'esenzione dall'obbligo militare – 4600.3 Partecipazione all'utile della Regia federale degli alcool – 4600.4 Partecipazione a ricavi di tasse e multe della Confederazione – 4600.5 Partecipazione ai ricavi dell'imposta federale sugli oli minerali – 4600.6 Partecipazione ai ricavi della tassa di bollo federale

		<ul style="list-style-type: none"> – 4600.7 Partecipazione ai ricavi della fiscalità del risparmio dell'UE – 4600.8 Partecipazione ai ricavi della TTPCP – 4600.9 Partecipazione alle rimanenti entrate della Confederazione
4601	Partecipazioni a ricavi di Cantoni e concordati	<ul style="list-style-type: none"> – Ai fini della statistica finanziaria, nei conti comunali devono essere tenuti i seguenti conti dettagliati: – 4601.0 Partecipazione ai ricavi delle imposte cantonali – 4601.1 Partecipazione ai ricavi di regalie e concessioni cantonali – 4601.2 Partecipazione a tasse cantonali – 4601.9 Partecipazione ai rimanenti ricavi cantonali – A livello cantonale le partecipazioni a ricavi di altri Cantoni non sono note. Se esistono, deve essere tenuto un conto dettagliato per ogni tipo di ricavo risp. di concordato.
4602	Partecipazioni a ricavi di Comuni e consorzi comunali	<ul style="list-style-type: none"> – Nei conti cantonali deve essere tenuto un conto dettagliato per ogni tipo di ricavo; – nei conti comunali deve essere tenuto un conto dettagliato per ogni tipo di ricavo e consorzio.
4603	Partecipazioni a ricavi di istituti di assicurazioni sociali pubbliche	
4604	Partecipazioni a ricavi di imprese pubbliche	
461	Indennizzi di enti pubblici	<ul style="list-style-type: none"> – Indennizzi di un ente pubblico per cui il proprio ente adempie, in tutto o in parte, un compito con uno scopo pubblico che secondo la ripartizione dei compiti dovrebbe essere adempiuto da un altro ente pubblico. L'indennizzo è di regola stabilito in base ai costi.
4610	Indennizzi della Confederazione	<ul style="list-style-type: none"> – Indennizzi della Confederazione per compiti che rientrano nel suo settore di competenza.
4611	Indennizzi di Cantoni e concordati	<ul style="list-style-type: none"> – Indennizzi di Cantoni per compiti che rientrano nel settore di competenza dei Cantoni.
4612	Indennizzi di Comuni e consorzi comunali	<ul style="list-style-type: none"> – Indennizzi di Comuni e consorzi comunali per compiti che rientrano nel settore di competenza di Comuni e consorzi comunali. – Suddivisione raccomandata: – 4612.1 Indennizzi di Comuni e consorzi comunali all'interno del cantone – 4612.2 Indennizzi di Comuni e consorzi comunali situati in un altro cantone – 4612.3 Indennizzi di Comuni e consorzi comunali del estero limitrofo
4613	Indennizzi di assicurazioni sociali pubbliche	<ul style="list-style-type: none"> – Indennizzi di assicurazioni sociali pubbliche per compiti che rientrano nel settore di competenza delle assicurazioni sociali pubbliche.
4614	Indennizzi di imprese pubbliche	<ul style="list-style-type: none"> – Indennizzi di imprese pubbliche per compiti che rientrano nel settore di competenza delle imprese pubbliche.

4615		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
4616		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
4617		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
4618		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
462	Perequazione finanziaria e compensazione degli oneri	
4620	dalla Confederazione	<ul style="list-style-type: none"> – Versamenti della Confederazione nel quadro della NPC per i conti dei Cantoni: – 4620.1 NPC Perequazione delle risorse (10/17 dalla Confederazione; il resto incombe ai Cantoni [Cantoni donatori]; vedi conto 4621.1) – 4620.2 NPC Perequazione sociodemografica (100 % dalla Confederazione) – 4620.3 NPC Perequazione geotopografica (100 % dalla Confederazione) – 4620.4 NPC Compensazione dei casi di rigore (il 1° anno: 2/3 dalla Confederazione e 1/3 dai Cantoni; vedi conto 4621.4).
4621	da Cantoni e concordati	<p>Per i conti della Confederazione (come servizio di clearing nella NPC):</p> <ul style="list-style-type: none"> – 4621.7 NPC: Perequazione delle risorse e compensazione dei casi di rigore dei Cantoni donatori (il saldo deve corrispondere al conto 3621.7) <p>Pagamenti dei Cantoni donatori nel quadro della NPC per i conti dei Cantoni:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 4621.1 NPC Perequazione delle risorse (7/17 dai Cantoni; resto vedi conto 4620.1) – 4621.4 NPC Compensazione dei casi di rigore (1/3 dai Cantoni; resto vedi conto 4620.4) <p>Versamenti da Cantoni a Comuni per i conti dei Comuni:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 4621.1 Quota alla perequazione delle risorse del Cantone – 4621.2 Quota alla perequazione sociodemografica del Cantone – 4621.3 Quota alla perequazione geotopografica del Cantone – 4621.4 Quota alla compensazione dei casi di rigore del Cantone – 4621.5 Perequazione finanziaria verticale: contributi dei Cantoni ai Comuni – 4621.6 Compensazione verticale degli oneri: contributi dei Cantoni ai Comuni; – 4621.9 Rimanente perequazione finanziaria e compensazione degli oneri (perequazione finanziaria verticale)
4622	da Comuni e consorzi comunali	<p>Per i conti dei Cantoni (perequazione finanziaria o compensazione degli oneri verticale da Comuni a Cantoni):</p> <ul style="list-style-type: none"> – 4622.5 Perequazione finanziaria intercantonale (contributi dei Comuni: perequazione finanziaria verticale)

		<ul style="list-style-type: none"> – 4622.6 Compensazione degli oneri intercantonale (contributi dei Comuni; compensazione degli oneri verticale) – 4622.7 Perequazione finanziaria orizzontale tra Comuni (il Cantone agisce come un servizio di clearing; il saldo deve corrispondere a quello del conto 3622.7) – 4622.8 Compensazione orizzontale degli oneri tra Comuni (il Cantone agisce come un servizio di clearing; il saldo deve corrispondere a quello del conto 3622.8) <p>Versamenti tra Comuni per i conti dei Comuni:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 4622.7 Perequazione finanziaria orizzontale (contributi dei Comuni:) – 4622.8 Compensazione orizzontale degli oneri intercantonale (contributi dei Comuni;)
4624	dalle imprese pubbliche	– Nei conti dei Cantoni o dei Comuni, se le imprese pubbliche (ad es. banche cantonali) effettuano la compensazione degli oneri.
4629		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
463	Contributi di enti pubblici e terzi	– I mutui rimborsabili condizionalmente a fondo perso devono essere contabilizzati a titolo di spese ricavi di riversamento.①
4630	Contributi della Confederazione	– Contributi d’esercizio correnti della Confederazione.
4631	Contributi di Cantoni e concordati	– Contributi d’esercizio correnti di Cantoni e concordati.
4632	Contributi di Comuni e consorzi comunali	<ul style="list-style-type: none"> – Contributi d’esercizio correnti di Comuni e consorzi comunali. – Suddivisione raccomandata: – 4632.1 Contributi d’esercizio correnti di Comuni e consorzi comunali all’interno del cantone – 4632.2 Contributi d’esercizio correnti di Comuni e consorzi comunali situati in un altro cantone – 4632.3 Contributi d’esercizio correnti di Comuni e consorzi comunali del estero limitrofo
4633	Contributi di assicurazioni sociali pubbliche	– Contributi d’esercizio correnti di assicurazioni sociali pubbliche.
4634	Contributi di imprese pubbliche	– Contributi d’esercizio correnti di imprese pubbliche.
4635	Contributi di imprese private	– Contributi d’esercizio correnti di imprese private.
4636	Contributi di organizzazioni private senza scopo di lucro	– Contributi d’esercizio correnti di organizzazioni private senza scopo di lucro.
4637	Contributi di economie domestiche private	– Contributi d’esercizio correnti di economie domestiche private.
4638	Contributi dall’estero	– Contributi d’esercizio correnti dall’estero.
466	Scioglimento di contributi agli investimenti iscritti al passivo	<ul style="list-style-type: none"> – Conformemente alla Raccomandazione n. 10 punto 3 il gruppo specifico 466 è tenuto unicamente se i contributi agli investimenti in entrata sono iscritti al passivo (opzione 2). – Questo gruppo specifico decade se l’investimento netto è iscritto all’attivo (opzione 1).

4660	Scioglimento pianificato di contributi agli investimenti iscritti al passivo	<ul style="list-style-type: none"> – Ammortamenti pianificati di contributi agli investimenti iscritti al passivo nel conto 2068 in funzione della durata di utilizzazione dei relativi investimenti. – Tenere conti dettagliati in funzione dell'origine: – 4660.0 Scioglimento pianificato di contributi agli investimenti della Confederazione iscritti al passivo; – 4660.1 Scioglimento pianificato di contributi agli investimenti dei Cantoni iscritti al passivo; – ecc.
4661	Scioglimento non pianificato di contributi agli investimenti iscritti al passivo	<ul style="list-style-type: none"> – Ammortamenti non pianificati di contributi agli investimenti iscritti al passivo nel conto 2068 in funzione dei relativi investimenti. – Tenere conti dettagliati in funzione dell'origine: – 4660.0 Scioglimento pianificato di contributi agli investimenti della Confederazione iscritti al passivo; – 4660.1 Scioglimento pianificato di contributi agli investimenti dei Cantoni iscritti al passivo; – ecc.
469	Diversi ricavi da riversamenti	
4690	Diversi ricavi da riversamenti	<ul style="list-style-type: none"> – Rimborso di contributi agli investimenti ammortati. – Ricavi da riversamenti non attribuiti altrove.
4699	Ridistribuzioni	<ul style="list-style-type: none"> – Entrate da ridistribuzioni (comprese proprie), ad es. tassa sul CO₂. – Le singole ridistribuzioni devono essere separate in conti dettagliati, ad es. 4699.1 Ridistribuzioni tassa sul CO₂.
47	Contributi transitori	<ul style="list-style-type: none"> – L'ente pubblico trasferisce a terzi i contributi transitori (gruppo specifico 37) ricevuti da un altro ente pubblico. Gli aumenti sono esposti nel gruppo specifico 47. Dato che alla fine del periodo contabile i gruppi specifici 37 e 47 devono corrispondere, vanno effettuate delle delimitazioni contabili. – Vanno contabilizzate come contributi transitori le medesime operazioni previste dal MPCA1.
470	Contributi transitori	
4700	Contributi transitori della Confederazione	– Contributi transitori della Confederazione che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
4701	Contributi transitori di Cantoni e concordati	– Contributi transitori di Cantoni che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
4702	Contributi transitori di Comuni e consorzi comunali	<ul style="list-style-type: none"> – Contributi transitori di Comuni e consorzi comunali che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi. – Suddivisione raccomandata: – 4702.1 Contributi transitori di Comuni e consorzi comunali all'interno del cantone – 4702.2 Contributi transitori di Comuni e consorzi comunali situati in un altro cantone – 4702.3 Contributi transitori di Comuni e consorzi comunali del estero limitrofo
4703	Contributi transitori di assicurazioni sociali pubbliche	– Contributi transitori di assicurazioni sociali pubbliche che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
4704	Contributi transitori di imprese pubbliche	– Contributi transitori di imprese pubbliche che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
4705	Contributi transitori di imprese private	– Contributi transitori di imprese private che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.

4706	Contributi transitori di organizzazioni private senza scopo di lucro	– Contributi transitori di organizzazioni private senza scopo di lucro che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
4707	Contributi transitori di economie domestiche private	– Contributi transitori di economie domestiche private che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
4708	Contributi transitori dall'estero	– Contributi transitori dall'estero che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
48	Ricavi straordinari	
481	Ricavi straordinari da regalie, concessioni	– Ricavi da regalie, concessioni e brevetti non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4810	Ricavi straordinari da regalie	– Ricavi da regalie non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4811	Ricavi straordinari da concessioni	– Ricavi da concessioni non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
482	Rimunerazioni straordinarie	– Rimunerazioni non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
483	Diversi ricavi straordinari	– Ricavi diversi non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
484	Ricavi finanziari straordinari	– Ricavi finanziari non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4840	Ricavi finanziari monetari straordinari	– Ricavi finanziari straordinari con ripercussioni sul flusso di denaro.
4841	Ricavi finanziarie contabili straordinarie, Rettificazioni di valore straordinarie	– Ricavi finanziari straordinari senza ripercussioni sul flusso di denaro.
486	Ricavi straordinari da riversamenti	– Ricavi da riversamenti non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4860	Ricavi straordinari da riversamenti; Confederazione	– Ricavi da riversamenti della Confederazione non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4861	Ricavi straordinari da riversamenti; Cantoni	– Ricavi da riversamenti di Cantoni non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4862	Ricavi straordinari da riversamenti; Comuni	– Ricavi da riversamenti di Comuni non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4863	Ricavi straordinari da riversamenti; assicurazioni sociali pubbliche	– Ricavi da riversamenti di assicurazioni sociali pubbliche non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4864	Ricavi straordinari da riversamenti; imprese pubbliche	– Ricavi da riversamenti di imprese pubbliche non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4865	Ricavi straordinari da riversamenti; imprese private	– Ricavi da riversamenti di imprese private non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4866	Ricavi straordinari da riversamenti; organizzazioni private senza scopo di lucro	– Ricavi da riversamenti di organizzazioni private senza scopo di lucro non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4867	Ricavi straordinari da riversamenti; economie domestiche private	– Ricavi da riversamenti di economie domestiche private non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
4868	Ricavi straordinari da riversamenti; estero	– Ricavi da riversamenti dall'estero non prevedibili e che sfuggono a ogni influsso e controllo.
487	Scioglimento supplementare di contributi	– Scioglimento supplementare di contributi agli investimenti iscritti al passivo. Se non vengono effettuati

	agli investimenti iscritti al passivo	ammortamenti supplementari su immobilizzi ai quali sono attribuiti contributi agli investimenti iscritti al passivo (principio dell'iscrizione al lordo), devono essere sciolti anche i contributi agli investimenti iscritti al passivo. Diversamente l'immobilizzo è ammortizzato a zero prima che tutti i contributi agli investimenti siano sciolti.
4870	Scioglimento supplementare di contributi agli investimenti iscritti al passivo	– Scioglimento supplementare di contributi agli investimenti iscritti al passivo. Stessa struttura di conto dettagliato del conto 4660.
489	Prelievi dal capitale proprio	
4890		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
4892	Prelievi da riserve del preventivo globale	– Le spese supplementari del preventivo globale sono esposte nei pertinenti gruppi specifici. Per compensare queste spese l'importo corrispondente è prelevato dalle riserve (principio dell'espressione al lordo).
4893	Prelievi da prefinanziamenti del capitale proprio	– Prelievi da prefinanziamenti del capitale proprio conformemente alla Raccomandazione n. 08 punto 2.
4894	Prelevamento dalla riserva di politica finanziaria	– Prelevamenti dalla riserva di politica finanziaria (come riserva congiunturale o di compensazione).
4895	Prelievi da riserve di rivalutazione	– Prelievi da riserve di rivalutazione per compensare l'aumento degli ammortamenti consecutivo alla rivalutazione dei beni amministrativi al momento del passaggio al MPCA2.
4896	Prelievi da riserve di nuova valutazione	– Prelievi da riserve di nuova valutazione dei beni patrimoniali per compensare le variazioni consecutive alla valutazione in funzione del valore di mercato.
4898	Prelievi da altri capitali propri	– Prelievi da altri capitali propri (secondo il conto di bilancio 2980)
4899	Prelievi dal risultato cumulato degli anni precedenti	– In alcuni Cantoni i Comuni devono equilibrare i preventivi mediante prelievi dal capitale proprio.
49	Compensazioni interne	– Le compensazioni interne possono intervenire tra servizi del medesimo ente pubblico o con unità da consolidare. Alla fine del periodo contabile i gruppi specifici 39 e 49 devono corrispondere. Le spese e i ricavi non possono essere delimitati in modo diverso.
490	Acquisto di materiale e di merci	– Indennità per l'acquisto di merci, apparecchiature, macchine, beni mobili, articoli d'ufficio di ogni genere.
491	Prestazioni di servizi	– Indennità per l'ottenimento di prestazioni di servizi interne.
492	Fitti, pigioni, noli, costi di utilizzazione	– Indennità per la locazione di immobili, locali, posteggi, materiali, apparecchiature, beni mobili, veicoli ecc.
493	Costi d'esercizio e amministrativi	– Indennità per costi d'esercizio e amministrativi per immobili utilizzati in comune o in subaffitto, installazioni e beni mobili. Risorse overhead per il rimborso forfettario di prestazioni.
494	Interessi figurativi e spese finanziarie	– Versamenti di interessi figurativi sui beni amministrativi e patrimoniali nonché sui conti degli impegni di finanziamenti speciali e fondi.
495	Ammortamenti pianificati e non pianificati	– Ammortamenti pianificati e non pianificati su beni amministrativi sempre che essi non siano direttamente addebitati ai servizi.

498	Riporti	<ul style="list-style-type: none"> – Operazioni contabili tra servizi pubblici senza la presenza di una prestazione (acquisto di merci o di prestazioni di servizi, utilizzazione ecc.), ad esempio trasferimento di un importo di un ufficio nel conto economico di un finanziamento speciale o di un fondo oppure viceversa.
499	Rimanenti compensazioni interne	<ul style="list-style-type: none"> – Indennità non altrimenti attribuite ad altri servizi o unità consolidate.
CONTO DEGLI INVESTIMENTI		
5	Uscite per investimenti	<ul style="list-style-type: none"> – Raccomandazione n. 10; art. 8, – Le uscite per investimenti determinano un afflusso patrimoniale futuro o rappresentano un utile pubblico pluriennale. – Le uscite vengono attivate alla fine del periodo contabile, più precisamente come aumento nel gruppo specifico 14 Beni amministrativi (contropartita: gruppo specifico 690). – È opportuno fissare un limite di investimento per determinati investimenti materiali. Al di sotto di questo limite, gli investimenti materiali vengono indicati nel gruppo specifico 311 Investimenti non attivabili.
50	Investimenti materiali	<ul style="list-style-type: none"> – Uscite per investimenti per l'acquisto o l'approntamento di investimenti materiali necessari all'adempimento dei compiti pubblici.
500	Fondi	<ul style="list-style-type: none"> – Superfici edificate e non edificate – Possibili conti dettagliati: <ul style="list-style-type: none"> – fondi non edificati; – superfici agricole; – superfici che rientrano nella protezione della natura e biotopi; – parchi; – altri. – Le superfici edificate sono iscritte a bilancio come fondi perché non sono ammortizzate secondo un piano determinato.
501	Strade / Vie di comunicazione	<ul style="list-style-type: none"> – Possibili conti dettagliati: <ul style="list-style-type: none"> – zone pedonali e ciclabili; – strade; – strade nazionali (secondo il diritto anteriore); – strade forestali; – ferrovie; – funivie, cremagliere e impianti adibiti al trasporto; – idrovie; – altre vie di comunicazione; – compresi i fondi. I fondi e le uscite per l'edilizia non vengono iscritti all'attivo separatamente.
502	Opere idrauliche	<ul style="list-style-type: none"> – Corsi d'acqua e laghi compresi i fondi. Gli specchi d'acqua (risp. il letto del fiume o il fondo del lago) non sono considerati terreno e non vengono iscritti all'attivo.
503	Rimanenti opere del genio civile	<ul style="list-style-type: none"> – Differenziare canalizzazioni, distribuzione dell'acqua, IDA ecc. con singoli conti di 4 cifre. – Iscrivere i terreni lottizzati nel conto 500.
504	Opere edili	<ul style="list-style-type: none"> – Acquisto e costruzione di opere edili e costruzioni su fondi in locazione nonché installazioni (equipaggiamento tecnico degli edifici), ma senza beni mobili. – Iscrivere i terreni lottizzati nel conto 500.
505	Foreste	<ul style="list-style-type: none"> – Copertura forestale compresi i fondi.

506	Beni mobili	– Beni mobili, strumenti, veicoli, macchine, strumenti informatici di ogni genere.
509	Rimanenti investimenti materiali	– Investimenti non attribuiti altrove.
51	Investimenti per conto di terzi	– Gli investimenti per conto di terzi sono rimborsati dai terzi stessi (gruppo specifico 61). Le uscite effettuate nel periodo contabile determinano un credito corrispondente nei confronti dei terzi. Al termine del periodo contabile le uscite e i diritti al rimborso sono determinati in modo da corrispondere e compensarsi.
510	Fondi	– Investimenti in fondi per conto di terzi.
511	Strade	– Investimenti in strade per conto di terzi.
512	Opere idrauliche	– Investimenti in acque per conto di terzi.
513	Rimanenti opere del genio civile	– Investimenti in rimanenti opere del genio civile per conto di terzi.
514	Opere edili	– Investimenti in opere edili per conto di terzi.
515	Foreste	– Investimenti in foreste per conto di terzi.
516	Beni mobili	– Investimenti in beni mobili per conto di terzi.
519	Rimanenti investimenti materiali	– Investimenti in rimanenti investimenti materiali per conto di terzi.
52	Investimenti immateriali	
520	Software	– Software applicativi e applicazioni con impiego pluriennale.
521	Brevetti / Licenze	– Diritti su brevetti e licenze acquisiti con impiego pluriennale.
529	Rimanenti investimenti immateriali	– Investimenti immateriali non attribuiti altrove. – Ad esempio: pianificazione locale e delle zone, piano generale di smaltimento delle acque (PGS) ecc. a livello comunale.
53		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
54	Mutui	– I mutui rimborsabili con durata contrattuale sono considerati uscite per investimenti indipendentemente da un eventuale limite d'investimento. – I mutui rimborsabili condizionalmente in senso stretto devono essere iscritti a bilancio a titolo di mutui, mentre quelli che sottostanno a un divieto di cambiamento di destinazione devono figurare a bilancio come contributi agli investimenti (conto 56). ^①
540	Confederazione	– Mutui rimborsabili alla Confederazione.
541	Cantoni e concordati	– Mutui rimborsabili a Cantoni e concordati.
542	Comuni e consorzi comunali	– Mutui rimborsabili a Comuni e consorzi comunali.
543	Assicurazioni sociali pubbliche	– Mutui rimborsabili ad assicurazioni sociali pubbliche.
544	Imprese pubbliche	– Mutui rimborsabili a imprese pubbliche.
545	Imprese private	– Mutui rimborsabili a imprese private.
546	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Mutui rimborsabili a organizzazioni senza scopo di lucro.
547	Economie domestiche private	– Mutui rimborsabili a economie domestiche private.

		– Tenere un conto dettagliato separato per i mutui di studio attivabili.
548	Estero	– Mutui rimborsabili a debitori all'estero.
549		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
55	Partecipazioni e capitali sociali	<ul style="list-style-type: none"> – Le partecipazioni e i capitali sociali sono considerati uscite per investimenti indipendentemente da eventuali limiti d'investimento. – Sebbene non sia possibile detenere partecipazioni nel settore pubblico e nelle economie domestiche private, tali gruppi specifici sono stati inseriti per ragioni sistematiche.
550	Confederazione	
551	Cantoni e concordati	– Capitali sociali di concordati.
552	Comuni e consorzi comunali	
553	Assicurazioni sociali pubbliche	
554	Imprese pubbliche	– Partecipazioni e capitali sociali di imprese pubbliche.
555	Imprese private	– Partecipazioni e capitali sociali di imprese private.
556	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Partecipazioni e capitali sociali di organizzazioni senza scopo di lucro. Le partecipazioni possono assumere la forma di certificati di cooperativa, dichiarazioni di appartenenza, azioni o altri titoli di partecipazione.
557	Economie domestiche private	
558	Estero	– Partecipazioni e capitali sociali di imprese all'estero.
56	Contributi agli investimenti propri	<ul style="list-style-type: none"> – Uscite per investimenti per contributi agli investimenti di terzi. Vedi il commento al punto 3 cpv. 8 della Raccomandazione n. 10. – I mutui rimborsabili condizionalmente che sottostanno a un divieto di cambiamento di destinazione devono essere iscritti a bilancio a titolo di contributi agli investimenti.①
560	Confederazione	– Contributi d'investimento alla Confederazione.
561	Cantoni e concordati	– Contributi d'investimento a Cantoni e concordati.
562	Comuni e consorzi comunali	– Contributi d'investimento a comuni e consorzi comunali.
563	Assicurazioni sociali pubbliche	– Contributi d'investimento ad assicurazioni sociali pubbliche.
564	Imprese pubbliche	– Contributi d'investimento a imprese pubbliche.
565	Imprese private	– Contributi d'investimento a imprese private.
566	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Contributi d'investimento a organizzazioni private senza scopo di lucro.
567	Economie domestiche private	– Contributi d'investimento alle economie domestiche private.
568	Estero	– Contributi d'investimento ai beneficiari all'estero.
57	Contributi transitori agli investimenti	– L'ente pubblico distribuisce a terzi i contributi transitori agli investimenti ricevuti da un altro ente pubblico. Gli incrementi sono compresi nel gruppo specifico 67. Dato che alla fine del periodo contabile i gruppi specifici 57 e 67 devono corrispondere, occorre effettuare delimitazioni contabili.

		– A titolo di contributi transitori agli investimenti devono essere contabilizzate le stesse operazioni come nel MPCA1.
570	Confederazione	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti alla Confederazione.
571	Cantoni e concordati	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a Cantoni o concordati.
572	Comuni e consorzi comunali	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a Comuni o consorzi comunali.
573	Assicurazioni sociali pubbliche	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti ad assicurazioni sociali pubbliche.
574	Imprese pubbliche	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a imprese pubbliche.
575	Imprese private	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a imprese private.
576	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a organizzazioni private senza scopo di lucro.
577	Economie domestiche private	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a economie domestiche private.
578	Estero	– Contributi transitori agli investimenti di altri enti pubblici o di terzi che vengono trasferiti a beneficiari all'estero.
58	Investimenti straordinari	– Uscite per investimenti imprevedibili, che sfuggono all'influenza e al controllo e non sono causate dal processo aziendale di produzione delle prestazioni.
580	Investimenti materiali straordinari	– Uscite straordinarie per investimenti materiali. I conti dettagliati devono corrispondere alla struttura del gruppo specifico 50.
582	Investimenti immateriali straordinari	– Uscite straordinarie per investimenti immateriali. I conti dettagliati devono corrispondere alla struttura del gruppo specifico 52.
584	Investimenti straordinari per mutui	– Uscite straordinarie per investimenti per mutui. I conti dettagliati devono corrispondere alla struttura del gruppo specifico 54.
585	Investimenti straordinari per partecipazioni e capitali sociali	– Uscite straordinarie per investimenti in partecipazioni e capitali sociali. I conti dettagliati devono corrispondere alla struttura del gruppo specifico 55.
586	Contributi agli investimenti straordinari	– Contributi agli investimenti straordinari. I conti dettagliati devono corrispondere alla struttura del gruppo specifico 56.
589	Rimanenti investimenti straordinari	– Rimanenti uscite straordinarie per investimenti. Per l'iscrizione all'attivo i conti dettagliati devono essere attribuiti a un conto di bilancio in modo univoco.
59	Riporto a bilancio	
590	Iscrizioni al passivo	– Chiusura del conto degli investimenti in 2 varianti (Raccomandazione 10 punto 3). – Opzione 1: le entrate dei gruppi specifici 60, 62-66 e 68 sono contabilizzate in «avere» dei corrispondenti gruppi di beni e servizi del bilancio 14 Beni amministrativi. Lo storno in «dare» avviene nel gruppo specifico 590.

		<ul style="list-style-type: none"> – Opzione 2: le entrate dei gruppi specifici 60, 62, 64-66 e 68 sono contabilizzate in «avere» dei corrispondenti gruppi di beni e servizi del bilancio 14 Beni amministrativi; il gruppo specifico 63 Contributi agli investimenti per conto proprio è iscritto al passivo del conto 2068 (attivazione al lordo). – I gruppi specifici 51/61 e 57/67 si compensano all'interno del periodo contabile. Essi non sono pertanto iscritti a bilancio.
599		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
6	Entrate per investimenti	
60	Trasferimento di investimenti materiali nei beni patrimoniali	– Gli investimenti materiali non più necessari per alienare determinati investimenti materiali o per svolgere determinati compiti pubblici devono essere trasferiti nei beni patrimoniali (gruppo specifico 108) (passaggio dai beni amministrativi ai beni patrimoniali).
600	Trasferimento fondi	– Trasferimento nei beni patrimoniali dal conto 1400 Fondi non edificati beni amministrativi.
601	Trasferimento strade	– Trasferimento nei beni patrimoniali dal conto 1401 Strade.
602	Trasferimento opere idrauliche	– Trasferimento nei beni patrimoniali dal conto 1402 Opere idrauliche.
603	Trasferimento rimanenti opere del genio civile	– Trasferimento nei beni patrimoniali dal conto 1403 Rimanenti opere del genio civile.
604	Trasferimento opere edili	– Trasferimento nei beni patrimoniali dal conto 1404 Opere edili.
605	Trasferimento foreste	– Trasferimento nei beni patrimoniali dal conto 1405 Foreste.
606	Trasferimento beni mobili	– Trasferimento nei beni patrimoniali dal conto 1406 Beni mobili beni amministrativi.
609	Trasferimento rimanenti investimenti materiali	– Trasferimento nei beni patrimoniali dal conto 1409 Rimanenti investimenti materiali.
61	Rimborsi	– Gli investimenti per conto di terzi (gruppo specifico 51) sono rimborsati dai terzi stessi e registrati nel gruppo specifico 61 (principio dell'espressione al lordo). Le uscite avvenute nel periodo contabile creano un credito corrispondente nei confronti dei terzi. Le uscite e il diritto al rimborso sono determinati in modo da avere lo stesso importo e compensarsi.
610	Fondi	– Rimborsi per investimenti per conto di terzi in fondi.
611	Strade	– Rimborsi per investimenti per conto di terzi in strade.
612	Opere idrauliche	– Rimborsi per investimenti per conto di terzi in opere idrauliche.
613	Opere del genio civile	– Rimborsi per investimenti per conto di terzi in opere del genio civile.
614	Opere edili	– Rimborsi per investimenti per conto di terzi in opere edili.
615	Foreste	– Rimborsi per investimenti per conto di terzi in foreste.
616	Beni mobili	– Rimborsi per investimenti per conto di terzi in beni mobili.
619	Diversi investimenti materiali	– Rimborsi per investimenti per conto di terzi in rimanenti investimenti materiali.

62	Diminuzione di investimenti immateriali	– Trasferimento di investimenti immateriali nei beni patrimoniali (cfr. gruppo specifico 60).
620	Software	– Trasferimenti nei beni patrimoniali dal conto 1420 Software.
621	Brevetti / Licenze	– Trasferimenti nei beni patrimoniali dal conto 1421 Licenze, diritti d'uso e diritti di marchio.
629	Rimanenti investimenti immateriali	– Trasferimenti nei beni patrimoniali dal conto 1429 Rimanenti investimenti immateriali.
63	Contributi agli investimenti per conto proprio	– Contributi agli investimenti di terzi per cofinanziare alcune uscite proprie per investimenti. – Il rimborso di contributi agli investimenti ricevuti è contabilizzato nello stesso conto che il ricevimento.
630	Confederazione	– Contributi agli investimenti della Confederazione destinati a uscite proprie per investimenti.
631	Cantoni e concordati	– Contributi agli investimenti di Cantoni e concordati destinati a uscite proprie per investimenti.
632	Comuni e consorzi comunali	– Contributi agli investimenti di Comuni e consorzi comunali destinati a uscite proprie per investimenti.
633	Assicurazioni sociali pubbliche	– Contributi agli investimenti di assicurazioni sociali pubbliche destinati a uscite proprie per investimenti.
634	Imprese pubbliche	– Contributi agli investimenti di imprese pubbliche destinati a uscite proprie per investimenti.
635	Imprese private	– Contributi agli investimenti di imprese private destinati a uscite proprie per investimenti.
636	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Contributi agli investimenti di organizzazioni private senza scopo di lucro destinati a uscite proprie per investimenti.
637	Economie domestiche private	– Contributi agli investimenti di economie domestiche private destinati a uscite proprie per investimenti.
638	Estero	– Contributi agli investimenti provenienti dall'estero destinati a contributi propri agli investimenti.
64	Rimborso di mutui	
640	Confederazione	– Rimborso di mutui del conto 1440.
641	Cantoni e concordati	– Rimborso di mutui del conto 1441.
642	Comuni e consorzi comunali	– Rimborso di mutui del conto 1442.
643	Assicurazioni sociali pubbliche	– Rimborso di mutui del conto 1443.
644	Imprese pubbliche	– Rimborso di mutui del conto 1444.
645	Imprese private	– Rimborso di mutui del conto 1445.
646	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Rimborso di mutui del conto 1446.
647	Economie domestiche private	– Rimborso di mutui del conto 1447; – effettuare il rimborso dei prestiti di studio con un conto dettagliato separato.
648	Estero	– Rimborso di mutui del conto 1448.
649		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.

65	Trasferimento di partecipazioni	– Trasferimento di partecipazioni nei beni patrimoniali (cfr. gruppo specifico 60).
650	Confederazione	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1450 nei beni patrimoniali.
651	Cantoni e concordati	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1451 nei beni patrimoniali.
652	Comuni e consorzi comunali	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1452 nei beni patrimoniali.
653	Assicurazioni sociali pubbliche	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1453 nei beni patrimoniali.
654	Imprese pubbliche	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1454 nei beni patrimoniali.
655	Imprese private	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1455 nei beni patrimoniali.
656	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1456 nei beni patrimoniali.
657	Economie domestiche private	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1457 nei beni patrimoniali.
658	Estero	– Trasferimento di partecipazioni del conto 1458 nei beni patrimoniali.
66	Rimborso dei contributi agli investimenti propri	– I contributi agli investimenti di un ente pubblico a terzi devono essere rimborsati in caso di cambiamento di destinazione dell'investimento finanziato. Dato che i contributi agli investimenti sono ammortizzati conformemente a un piano, solo il valore contabile residuo è contabilizzato come rimborso dei contributi agli investimenti propri, mentre l'importo eccedente è contabilizzato nel conto 4690 del conto economico.
660	Confederazione	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1460.
661	Cantoni e concordati	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1461.
662	Comuni e consorzi comunali	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1462.
663	Assicurazioni sociali pubbliche	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1463.
664	Imprese pubbliche	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1464.
665	Imprese private	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1465.
666	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1466.
667	Economie domestiche private	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1467.
668	Estero	– Rimborso dei contributi agli investimenti del conto 1468.
67	Contributi transitori agli investimenti	– L'ente pubblico trasmette a terzi i contributi transitori agli investimenti che ha ricevuto da un altro ente pubblico. Gli incrementi sono compresi nel gruppo specifico 67. Dato che alla fine del periodo contabile i gruppi specifici 57 e 67 devono corrispondere, occorre effettuare delimitazioni contabili. – A titolo di contributi transitori agli investimenti devono essere contabilizzate le stesse operazioni come nel MPCA1.
670	Confederazione	– Contributi transitori agli investimenti della Confederazione che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.

671	Cantoni e concordati	– Contributi transitori agli investimenti di Cantoni che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
672	Comuni e consorzi comunali	– Contributi transitori agli investimenti di comuni e consorzi comunali che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
673	Assicurazioni sociali pubbliche	– Contributi transitori agli investimenti di assicurazioni sociali che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
674	Imprese pubbliche	– Contributi transitori agli investimenti di imprese pubbliche che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
675	Imprese private	– Contributi transitori agli investimenti di imprese private che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
676	Organizzazioni private senza scopo di lucro	– Contributi transitori agli investimenti di organizzazioni private senza scopo di lucro che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
677	Economie domestiche private	– Contributi transitori agli investimenti di economie domestiche private che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
678	Estero	– Contributi transitori agli investimenti provenienti dall'estero che vengono trasferiti ad altri enti pubblici o a terzi.
68	Entrate straordinarie per investimenti	– Entrate per investimenti imprevedibili, che sfuggono all'influenza e al controllo e non sono causate dal processo aziendale di produzione delle prestazioni.
680	Entrate straordinarie per investimenti materiali	– Entrate straordinarie per investimenti materiali. I conti dettagliati dovrebbero corrispondere alla struttura del gruppo specifico 60.
682	Entrate straordinarie per investimenti immateriali	– Entrate straordinarie per investimenti immateriali. I conti dettagliati dovrebbero corrispondere alla struttura del gruppo specifico 62.
683	Contributi straordinari agli investimenti per conto proprio	– Contributi straordinari agli investimenti per conto proprio. I conti dettagliati dovrebbero corrispondere alla struttura del gruppo specifico 63.
684	Rimborso straordinario di mutui	– Rimborsi straordinari di mutui. I conti dettagliati dovrebbero corrispondere alla struttura del gruppo specifico 64.
685	Trasferimento straordinario di partecipazioni	– Trasferimenti straordinari di partecipazioni e capitali sociali. I conti dettagliati dovrebbero corrispondere alla struttura del gruppo specifico 65.
686	Rimborso straordinario di contributi agli investimenti propri	– Rimborso straordinario dei contributi agli investimenti propri. I conti dettagliati dovrebbero corrispondere alla struttura del gruppo specifico 66.
689	Rimanenti entrate straordinarie per investimenti	– Rimanenti entrate straordinarie per investimenti. A causa dell'iscrizione al passivo, i conti dettagliati devono poter essere chiaramente attribuiti a un conto di bilancio.
69	Riporto a bilancio	

690	Attivazione di investimenti netti	<ul style="list-style-type: none"> – Chiusura del conto degli investimenti in 2 varianti (Raccomandazione 10 punto 3). – Le uscite dei gruppi specifici 50, 52-56 e 58 devono essere contabilizzate in «dare» nel corrispondente gruppo specifico di bilancio 14 Beni amministrativi. La contropartita in «avere» è inserita nel presente gruppo specifico 690. – I gruppi specifici 51/61 e 57/67 si compensano nel periodo contabile e pertanto non sono iscritti a bilancio. – L'opzione 2 della Raccomandazione 10 punto 3 concerne unicamente diverse contabilizzazioni conclusive del gruppo specifico 63 Contributi agli investimenti per conto proprio.
699		– Questa voce è riservata alla statistica finanziaria della Confederazione e non può essere utilizzata per i piani contabili di Cantoni e Comuni.
9	Conti di chiusura	
90	Chiusura del conto economico	– Chiusura del conto economico, compreso beni propri
900	Chiusura del conto economico di economia generale	<ul style="list-style-type: none"> – Conti di chiusura – Alla chiusura del periodo contabile il saldo del conto economico di economia generale è trasferito nei conti 2990 Risultato annuale, – La documentazione del finanziamento è fornita con il conto del flusso dei capitali e non figura nei conti di chiusura.
	9000 Eccedenza di ricavi	– Registrazione di chiusura per iscrivere a bilancio l'eccedenza di ricavi nel conto 2990 Risultato annuale.
	9001 Eccedenza di spese	– Registrazione di chiusura per iscrivere a bilancio l'eccedenza di spese nel conto 2990 Risultato annuale.
901	Chiusura di finanziamenti speciali e fondi del capitale proprio	– Chiusura dei finanziamenti speciali e fondi del capitale proprio
	9010 Chiusura dei finanziamenti speciali e dei fondi registrati come capitale proprio, eccedenza di ricavi	– Registrazione di chiusura per iscrivere l'eccedenza di ricavi dei finanziamenti speciali, rispettivamente dei fondi registrati come capitale proprio, nel conto di bilancio 2900 Finanziamenti speciali registrati come capitale proprio, rispettivamente 2910 Fondi registrati come capitale proprio
	9011 Chiusura dei finanziamenti speciali e dei fondi registrati come capitale proprio, eccedenza di spese	– Registrazione di chiusura per iscrivere l'eccedenza di spese dei finanziamenti speciali, rispettivamente dei fondi registrati come capitale proprio, nel conto di bilancio 2900 Finanziamenti speciali registrati come capitale proprio, rispettivamente 2910 Fondi registrati come capitale proprio
902	Chiusura di legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio	– Chiusura dei legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio
	9020 Chiusura di legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio, eccedenza di ricavi	– Registrazione di chiusura per iscrivere a bilancio l'eccedenza di ricavi di legati e fondazioni nel capitale proprio dei fondi nel capitale proprio nel conto 2911 Legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio.

9021	Chiusura di legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio, eccedenza di spese	– Registrazione di chiusura per iscrivere a bilancio l'eccedenza di spese di legati e fondazioni nel capitale proprio dei fondi nel capitale proprio nel conto 2911 Legati e fondazioni senza personalità giuridica propria nel capitale proprio.
903	Chiusura di altri capitali propri attribuiti	– Chiusura di altri capitali propri attribuiti (conto di contropartita 298)

Allegato B **Articolazione funzionale**

Stato 13.12.2018

Cette annexe présente la classification fonctionnelle telle qu'elle est prévue par la Recommandation 03. Cette classification fonctionnelle fait l'objet d'une actualisation périodique (en principe annuelle). C'est pourquoi il est vivement conseillé aux collectivités publiques de s'assurer qu'elles sont toujours en possession de la toute dernière version de cette annexe, respectivement de mettre à jour régulièrement la classification fonctionnelle qu'elles utilisent. Il est aussi conseillé aux autorités cantonales de surveillance des finances communales de régulièrement mettre à jour leurs prescriptions en la matière.

La version la plus à jour de cette annexe est à disposition gratuitement sur le site internet du Conseil suisse de présentation des comptes publics (www.srs-cspp.ch). Le site internet offre également un document permettant de visualiser l'ensemble des modifications apportées à la classification fonctionnelle depuis sa première publication en 2008. Il offre également un index permettant d'identifier aisément les différentes rubriques de la classification fonctionnelle.

La classification fonctionnelle est compatible avec la nomenclature internationale en vigueur, la Classification des fonctions des administrations publiques (COFOG, *Classification of Functions of Government*). Elle repose sur la structure déjà utilisée par le MCH1. Elle intègre les résultats d'une procédure de consultation organisée auprès du FkF (Groupe d'études pour les finances cantonales), des services de surveillance des finances communales, de la CORSTAT (Conférence suisse des offices régionaux de statistique), de l'Office fédéral de la statistique, de l'Office fédéral des assurances sociales et de l'Administration fédérale des finances, en particulier auprès de la Direction du projet RPT (Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons). Elle intègre également les besoins des principaux utilisateurs des données statistiques.

La classification fonctionnelle permet d'attribuer les opérations comptabilisées dans le compte de résultats ou dans le compte des investissements aux différents domaines d'intervention de l'Etat. En revanche, les positions du bilan, dont celles relatives au patrimoine administratif, ne font pas l'objet d'une telle classification. Cela étant, même si la contrepartie d'une écriture dans le compte des investissements concerne une position du bilan, l'écriture au compte des investissements doit être attribuée à la fonction idoine. Grâce à cela, la classification fonctionnelle permet de comparer –après consolidation– les dépenses totales de diverses entités publiques (Confédération, cantons, villes, communes d'un canton, assurances sociales publiques) et cela en fonction des domaines d'intervention. Il est souvent plus pertinent de mener une comparaison entre collectivités publiques, en

particulier dans leurs différentes fonctions, sur la base des dépenses totales nettes (dépenses totales moins les recettes totales) que sur la base des dépenses totales. Généralement, cela permet de mieux tenir compte de la structure fédéraliste prévalant en Suisse et de la structure organisationnelle qui en découle.

Concernant la péréquation financière à l'échelon national (RPT), il est impératif que les flux financiers résultant des différents dispositifs péréquatifs entre la Confédération et les cantons soient identifiables dans la statistique financière (péréquation des ressources, compensation des charges et compensation des cas de rigueur). Par ailleurs, les fonctions accomplies à travers une coopération intercantonale avec compensation des charges en vertu de l'art. 48a Cst. devraient être mises en évidence dans la statistique financière. Ces informations sont importantes pour produire le rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la RPT, rapport devant être établi tous les quatre ans. Les systèmes de péréquation dans les cantons, même s'ils dépendent de règles cantonales, ont les besoins d'information similaires à ceux de la péréquation financière à l'échelon national.

Dans le sillage des méthodes inspirées par la NGP (nouvelle gestion publique) et quel que soit l'échelon institutionnel, la fourniture de prestations publiques est de plus en plus organisée autour de produits et de groupe de produits. Les besoins en matière de comparaisons intercantionales et d'expertise de *benchmarking* sont croissants. C'est pourquoi il est impératif de s'assurer que les produits et les groupes de produits puissent être correctement reflétés par la classification fonctionnelle. Les comparaisons intercantionales ne peuvent être pertinentes que si les produits sont définis en adéquation avec les spécifications de la classification fonctionnelle. Il faut également être attentif au fait que, pour être pertinentes, les comparaisons intercantionales par fonction devraient être réalisées avant tout en utilisant l'agrégat « cantons et leurs communes » disponible dans la statistique financière de la Suisse. Cette solution s'impose dans la mesure où la répartition des tâches entre le canton et les communes diffère selon les cantons. Dans toute la mesure du possible, la statistique financière garantit que les critères de délimitation soient appliqués de la même manière pour tous les cantons et toutes les communes, en particulier dans les opérations de consolidation.

Articolazione funzionale

Funzione: Livello			Denominazione	Imputazione
L1	L2	L3		
0			AMMINISTRAZIONE GENERALE	
	01		Legislativo ed Esecutivo	
		011	Legislativo	<ul style="list-style-type: none"> – Potere legislativo; – Parlamenti, commissioni permanenti e ad hoc, elezioni, votazioni.
		012	Esecutivo	<ul style="list-style-type: none"> – Potere esecutivo; – Consiglio federale, Governi cantonali e Municipi. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Segreterie generali, segreterie dei capidipartimento a livello federale, cantonale e comunale, commissioni interdipartimentali cui è stato affidato un compito particolare (ripartizione secondo il loro settore di compiti).
	02		Servizi generali	
		021	Amministrazione delle finanze e delle contribuzioni	<ul style="list-style-type: none"> – Costi di emissione (962), gestione dei mezzi pubblici, applicazione di sistemi d'imposizione (comprese multe fiscali); – Uffici delle finanze, autorità doganali, prestazioni di servizi nell'ambito della contabilità e della revisione dei conti annuali; – Amministrazione delle finanze e delle contribuzioni e relative prestazioni di servizi a tutti i livelli amministrativi statali. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Gestione del patrimonio e del debito (96); vigilanza sulle banche (860); commissioni di verifica dei conti (011). – spese d'esecuzione (funzione concernente della transazione).
		022	Servizi generali, altro	<ul style="list-style-type: none"> – Amministrazione generale; – Prestazioni di servizi che non possono essere attribuite a una determinata funzione.
		023	Meteorologia e Topografia nazionale	<ul style="list-style-type: none"> – Questa funzione riguarda la Confederazione; – Gestione, esercizio o sostegno nel settore meteorologico come l'Organizzazione Meteorologica Mondiale a Ginevra, Organizzazione europea per la gestione dei satelliti meteorologici di Darmstadt o lo European Centre for Medium-Range Weather Forecasts; – Gestione, esercizio o sostegno nel settore della topografia nazionale.
		029	Immobili amministrativi, non menzionati altrove (n. m. a.)	<ul style="list-style-type: none"> – Immobili amministrativi che non possono essere attribuiti a una determinata funzione (multiuso).
	03		Relazioni con l'estero	<ul style="list-style-type: none"> – Questa funzione riguarda la Confederazione.
		031	Relazioni politiche	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione degli affari esteri e prestazioni di servizi corrispondenti; – Esercizio del Dipartimento degli affari esteri e delle rappresentanze diplomatiche e consolari all'estero o presso la sede di organizzazioni internazionali; fornitura o sostegno di determinati servizi d'informazione o culturali all'estero, esercizio (di) o sostegno a biblioteche, sale di lettura e servizi di documentazione all'estero; – Contributi regolari di membro o contributi speciali per coprire i costi d'esercizio generali di organizzazioni internazionali. <p>Non comprende:</p>

		<ul style="list-style-type: none"> – Aiuto economico ai Paesi in sviluppo e in transizione (033 o 034) – Missioni di aiuto economico accreditate presso Governi stranieri (033 o 034); – Contributi a programmi di aiuto economico di organizzazioni internazionali o regionali (033); – Unità militari stazionate all'estero (161); – Aiuto militare all'estero (163); – Affari generali dell'economia estera (850); – Affari e prestazioni di servizi del turismo (840).
032	Gestione civile dei conflitti	<ul style="list-style-type: none"> – Aiuto umanitario. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Promovimento della pace (163).
033	Relazioni economiche	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione dell'aiuto economico prestato tramite organizzazioni internazionali; – contributi sotto forma di prestazioni in contanti o in natura a fondi per l'aiuto allo sviluppo gestiti da organizzazioni internazionali, regionali o multinazionali. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Aiuto per provvedimenti internazionali volti a garantire la pace (163).
034	Cooperazione allo sviluppo	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione della cooperazione economica con Paesi in sviluppo; – Gestione di missioni di aiuto economico accreditate presso Governi stranieri, esercizio o sostegno di programmi di aiuto tecnici, programmi di scolarizzazione, progetti di ricerca e programmi di borse di studio; – Aiuto economico sotto forma di versamenti (in contanti o in natura) o mutui (senza tener conto degli oneri a titolo di interessi). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Contributi a fondi per lo sviluppo economico di organizzazioni internazionali o regionali (033); – Aiuto militare all'estero (163).
035	Paesi in transizione, Aiuto ai Paesi dell'Est	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione della cooperazione economica con Paesi in transizione; – Gestione di missioni di aiuto economico accreditate presso Governi stranieri, esercizio o sostegno di programmi di aiuto tecnici, programmi di scolarizzazione, progetti di ricerca e programmi di borse di studio; – Aiuto economico sotto forma di versamenti (in contanti o in natura) o mutui (senza tener conto degli oneri a titolo di interessi). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Contributi a fondi per lo sviluppo economico di organizzazioni internazionali o regionali (033); – Aiuto militare all'estero (163).
08	R&S nell'Amministrazione generale	
080	R&S nell'Amministrazione generale	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore dell'Amministrazione generale.
1	ORDINE E SICUREZZA PUBBLICI, DIFESA	
11	Sicurezza pubblica	
111	Polizia	<ul style="list-style-type: none"> – Impiego di forze di polizia regolari e di servizi ausiliari della polizia, di guardie portuali e di confine, altre unità speciali di polizia finanziate da autorità pubbliche; – Scuola di polizia. <p>Non comprende:</p>

		– Sicurezza stradale (112).
112	Sicurezza stradale	– Regolamentazione e controllo del traffico stradale. Non comprende: – Sicurezza stradale nei settori aviazione e astronautica (632).
113	Ufficio della circolazione stradale e della navigazione	– Ufficio cantonale della circolazione stradale e della navigazione.
12	Giurisprudenza	
120	Giurisprudenza	– Gestione, esercizio o sostegno di tribunali civili, penali e delle assicurazioni nonché dell'amministrazione della giustizia; – Disposizione di multe pecuniarie e di somme di liquidazione disposte da un tribunale nonché dalla messa in libertà condizionale e del periodo di prova; – Patrocinio e informazioni giuridiche su incarico dello Stato o di terzi, finanziati o messi a disposizione dallo Stato. Non comprende: – Esecuzione delle pene (130).
13	Esecuzione delle pene	
130	Esecuzione delle pene	– Gestione, esercizio o sostegno di penitenziari e altri istituti per la detenzione e il reinserimento di delinquenti come «fattorie-carcere», case di educazione, carceri minorili, asili psichiatrici per persone in stato di irresponsabilità ecc.
14	Diritto generale	
140	Diritto generale	– Gestione, preparazione o sostegno di attività come elaborazione, esecuzione, coordinamento e sorveglianza della politica generale, di piani, programmi e budget in relazione all'ordine pubblico e alla sicurezza, preparazione ed esecuzione della legislazione concernente l'ordine pubblico e la sicurezza; – Prestazioni di servizi nel campo del diritto generale; – Difensori civili, mediatori e simili; – I servizi del catasto e della mensura; – Spese amministrative dell'ARP (prima curatela professionale, autorità di tutela); – Affari e prestazioni di servizi nell'ambito dell'ordine pubblico e della sicurezza che non rientrano nelle funzioni 11, 12, 13, 15, 16 o 18. Non comprende: – Attuazione di misure dell'ARP (prima curatela professionale, autorità di tutela) nella funzione 544 (assistenza dei giovani) e 545 (assistenza dell'adulto)
15	Vigili del fuoco	
150	Vigili del fuoco	– Gestione di affari e prestazioni di servizi per la prevenzione e la lotta contro gli incendi ed altre competenze assegnate ai vigili del fuoco; – Esercizio di vigili del fuoco professionisti nonché di servizi per la prevenzione e la lotta contro gli incendi; preparazione o sostegno di programmi di formazione in materia di prevenzione e lotta contro gli incendi. Non comprende: – Difesa civile (162); – Forze specialmente istruite per la lotta e la prevenzione degli incendi di boschi (820).
16	Difesa	
161	Difesa militare	– Gestione di affari e prestazioni di servizi nell'ambito della difesa militare; – Prestazioni di servizi operazionali nei settori ingegneria, trasporti, comunicazione e servizi d'informazione.

		Non comprende: – Azioni di soccorso militare (163).
162	Difesa civile	– Gestione di affari e prestazioni di servizi nell’ambito della difesa civile (in particolare della protezione civile); elaborazione di piani di catastrofe, organizzazione di esercizi coinvolgendo istituti e popolazione civili; – Prestazioni di servizi operazionali o sostegno alle forze di difesa civili. Non comprende: – Vigili del fuoco (150); – Acquisto e stoccaggio di derrate alimentari e altri mezzi di approvvigionamento per l’impiego in situazioni di emergenza e di catastrofe in tempo di pace (850).
163	Aiuto militare all’estero, promovimento della pace	– Gestione dell’aiuto militare ed esecuzione di azioni di soccorso militari riconosciute da Governi esteri o in relazione a organizzazioni militari o alleanze; – Aiuto militare sotto forma di cessione pubblica o mutui sotto forma di equipaggiamento; – contributi a provvedimenti internazionali per il mantenimento della pace, compresa la messa a disposizione di personale.
18	R&S ordine pubblico e sicurezza, difesa	
181	R&S ordine pubblico e sicurezza	– Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore dell’ordine pubblico e della sicurezza. Non comprende: – Ricerca fondamentale (281).
182	R&S difesa	– Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore della difesa. Non comprende: – Ricerca fondamentale (281).
2	FORMAZIONE	– L’articolazione del settore della formazione tiene conto della delimitazione dei livelli di formazione secondo la ISCED (International Standard Classification) e si orienta al manuale tecnico sulle uscite pubbliche a titolo di formazione dell’Ufficio federale di statistica (disponibile solo in tedesco e francese).
21	Scuola dell’obbligo	
211	Scuola dell’infanzia	– Dal punto di vista strutturale, nei Cantoni esistono diversi tipi di scuole dell’infanzia, primo ciclo elementare o livelli di base. – Offerta di prestazioni di servizi per l’insegnamento (priorità: competenze sociali e metodo di lavoro scolastico) al livello elementare rispettivamente al livello di formazione 0 secondo la ISCED-97; – Gestione, vigilanza, esercizio o sostegno di scuole e altri istituti che offrono prestazioni di servizi per l’insegnamento al livello elementare rispettivamente al livello di formazione 0 secondo la ISCED-97. Non comprende: – Prestazioni di servizi per le funzioni 214, 218 o 219.
212	Livello primario	– Offerta di prestazioni di servizi per l’insegnamento (priorità: lettura, scrittura, calcolo e altre materie) al livello di formazione 1 secondo la ISCED-97; – Prestazioni di servizi per l’insegnamento ad allievi con difficoltà d’apprendimento (classi ridotte, classi d’integrazione, classi per alloglotti); – Gestione, vigilanza, esercizio o sostegno di scuole e altri istituti che offrono prestazioni di servizi per

		l'insegnamento al livello di formazione 1 secondo la ISCED-97. Non comprende: – Prestazioni di servizi per le funzioni 214, 218 o 219.
213	Livello secondario I	– Offerta di prestazioni di servizi per l'insegnamento (priorità: cultura generale e preparazione alla vita professionale o accesso alle scuole superiori) al livello secondario inferiore rispettivamente al livello di formazione 2 secondo la ISCED-97; – Gestione, vigilanza, esercizio o sostegno di scuole e altri istituti che offrono prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello secondario inferiore rispettivamente al livello di formazione 2 secondo la ISCED-97; – Prestazioni di servizi per l'insegnamento ad allievi con difficoltà d'apprendimento (classi ridotte, classi d'integrazione, classi per alloggiati, classi pratiche); – Borse di studio, sussidi, mutui e aiuti finanziari per il sostegno di allievi che seguono una formazione del livello secondario inferiore rispettivamente del livello di formazione 2 secondo la ISCED-97; – «Formazioni transitorie» come il 10° anno purché si tratti di un'offerta scolastica. Non comprende: – Prestazioni di servizi per le funzioni 214, 218 o 219.
214	Scuole di musica	– Scuole di musica a livello di scuola dell'obbligo.
217	Edifici scolastici	– Gestione, costruzione, esercizio e manutenzione di edifici scolastici.
218	Custodia diurna	– Custodia diurna extrafamiliare (compreso vitto) di bambini e adolescenti senza i Centri psico-educativi (CPS). – Servizio di pasti alla scuola Non comprende: – Doposcuola e asili nido (545).
219	Scuola dell'obbligo, n. m. a.	– Compiti nel settore della scuola dell'obbligo (21), che non possono essere attribuiti a una funzione specifica; – Gestione della scuola dell'obbligo.
22	Scuole speciali	
220	Scuole speciali	– Scuole di pedagogia curativa, scuole speciali per i bambini disabili secondo le leggi cantonali in materia scolastica e di formazione nonché altre leggi (legge su prestazioni assistenziali, legge sui disabili ecc.); – Prestazioni negli ambiti educazione precoce di natura pedagogico-terapeutica, misure pedagogico-terapeutiche (compreso vitto e alloggio) nonché trasporti. Non comprende: – Insegnamento delle lingue nazionali per gli alloggiati, lezioni di ricupero e di logopedia, aiuto ai compiti, classi ridotte e classi pratiche (21).
23	Formazione professionale di base	
230	Formazione professionale di base	– Offerta di prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello secondario superiore rispettivamente ai livelli di formazione 3 e 4 secondo la ISCED-97; – La formazione professionale di base del livello secondario Il può essere assolta in forma di tirocinio (sistema duale: scuola e azienda) o frequentando una scuola a tempo pieno; – Maturità professionale.
25	Scuole di formazione generale	

251	Scuole di maturità liceale	<ul style="list-style-type: none"> – Offerta di prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello secondario superiore rispettivamente al livello di formazione 3 secondo la ISCED-97; – Gestione, sorveglianza, esercizio e sostegno di scuole e altri istituti che offrono prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello secondario superiore rispettivamente al livello di formazione 3 secondo la ISCED-97; – Borse di studio, sussidi, mutui e aiuti finanziari per il sostegno di allievi che seguono una formazione del livello secondario superiore rispettivamente del livello di formazione 3 secondo la ISCED-97. – Prestazioni di servizi per l'insegnamento ad adulti e a giovani nel livello secondario superiore. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Maturità professionale (230).
252	Scuole specializzate e altre scuole di formazione generale	<ul style="list-style-type: none"> – Le scuole specializzate (ex scuole di diploma) offrono un ampio ciclo di formazione che prepara in modo mirato a formazioni professionali del livello terziario (formazioni presso scuole specializzate superiori e scuole universitarie superiori). Offerta di prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello secondario superiore rispettivamente al livello di formazione 3 secondo la ISCED-97 <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Maturità professionale (230).
26	Formazione professionale superiore	
260	Formazione professionale superiore	<ul style="list-style-type: none"> – Offerta di prestazioni di servizi per l'insegnamento nel settore post-secondario, non terziario del livello di formazione 5B secondo la ISCED-97; – Gestione, vigilanza, esercizio o sostegno di istituti che offrono prestazioni di servizi per l'insegnamento nel settore post-secondario, non terziario del livello di formazione 5B secondo la ISCED-97; – Borse di studio, sussidi, mutui e aiuti finanziari per studenti che assolvono una formazione nel settore post secondario, non terziario del livello di formazione 5B. – Prestazioni di servizi per l'insegnamento extrascolastico ad adulti e a giovani nel settore post secondario, non terziario; – Diploma di una scuola specializzata superiore riconosciuta o diploma professionale superiore o specializzato (attestato professionale federale, diploma federale o diploma di maestria).
27	Università	
271	Scuole universitarie	<ul style="list-style-type: none"> – Offerta di prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello terziario rispettivamente al livello di formazione 5A/6 secondo la ISCED-97; – Gestione, vigilanza, esercizio o sostegno di università e altri istituti che offrono prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello terziario rispettivamente al livello di formazione 5A/6 secondo la ISCED-97; – Borse di studio, sussidi, mutui e aiuti finanziari per studenti che frequentano una formazione a livello terziario rispettivamente a livello di formazione 5A/6 secondo la ISCED-97; – 10 università cantonali (ZH, BE, FR, BS, SG, TI, VD, NE, GE, LU); – Politecnici federali.

272	Alte scuole pedagogiche	<ul style="list-style-type: none"> – Offerta di prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello terziario rispettivamente al livello di formazione 5A secondo la ISCED-97; – Formazione di base di insegnanti di livello prescolastico, primario e in parte anche secondario I e II impartita dalle circa 15 alte scuole pedagogiche; – Sebbene abbiano lo statuto di scuole universitarie professionali, le alte scuole pedagogiche sottostanno al diritto cantonale.
273	Scuole universitarie professionali	<ul style="list-style-type: none"> – Offerta di prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello terziario rispettivamente al livello di formazione 5A secondo la ISCED-97; – Gestione, vigilanza, esercizio e sostegno di università e altri istituti che offrono prestazioni di servizi per l'insegnamento al livello terziario rispettivamente al livello di formazione 5A secondo la ISCED-97; – Borse di studio, sussidi, mutui e aiuti finanziari per studenti, che frequentano una formazione di livello terziario rispettivamente di livello di formazione 5A secondo la ISCED-97.
28	Ricerca	
281	Ricerca fondamentale	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno sotto forma di contributi o sussidi d'investimento a istituti non statali come istituti di ricerca o università. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca e sviluppo nei settori funzionali.
282	R&S formazione	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio, o sostegno alla ricerca applicata e allo sviluppo sperimentale nel settore della formazione. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
29	Rimanente settore della formazione	
291	Amministrazione	<ul style="list-style-type: none"> – Esercizio o sostegno alla formazione nonché coordinamento e monitoraggio di tutte le politiche scolastiche, piani, programmi e preventivi; – Gestione e prestazioni di servizi dei dipartimenti dell'educazione; – Concessione di licenze a istituti scolastici; <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Gestione della scuola dell'obbligo (219); – Gestione, costruzione, esercizio e manutenzione di edifici scolastici (219).
299	Formazione, n. m. a.	<ul style="list-style-type: none"> – Compiti rimanenti non attribuibili a un determinato livello di formazione (formazione degli adulti, perfezionamento, orientamento professionale); – Borse di studio non attribuibili ai livelli di formazione.
3	CULTURA, SPORT E TEMPO LIBERO, CHIESA	<ul style="list-style-type: none"> – La seguente articolazione permette una separazione rigorosa dei settori cultura e media dai settori sport, tempo libero e chiesa nonché un avvicinamento alla classificazione adottata da Eurostat nel settore della cultura.
31	Patrimonio culturale	
311	Musei e arti figurative	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio, manutenzione o sostegno di diversi musei (compresi musei all'aperto), archivi storici, gallerie d'arte (sculture, quadri, fotografie), spazi espositivi ecc.; – Promozione di artisti figurativi (scultori, pittori, fotografi, designer e altri artisti); – promozione di organizzazioni culturali nel ambito degli arti figurativi (associazioni d'arte, associazioni di musei e altre) <p>Non comprende:</p>

		<ul style="list-style-type: none"> – Manifestazioni culturali nel quadro di relazioni politiche (031); – Festività nazionali, regionali o locali concepite in primo luogo quali attrazioni turistiche (840).
312	Protezione del paesaggio e conservazione dei monumenti storici	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio, manutenzione o sostegno di costruzioni e siti storici, archeologici e degni di protezione. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Festività nazionali, regionali o locali concepite in primo luogo quali attrazioni turistiche (840).
32	Cultura, altro	
321	Biblioteche e letteratura	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio, manutenzione o sostegno di biblioteche; – Gestione, esercizio, manutenzione o sostegno di archivi storici e letterari (manoscritti, cronache, carte, grafiche e altro); – Promozione o sostegno di società di lettura e altre organizzazioni culturali nel ambito delle biblioteche e degli archivi. – Promozione di libri e fiere del libro e festivals di letteratura, promozione di artisti ed organizzazioni nel ambito della letteratura (scrittori, traduttori letterari, librerie, editori ed altri); <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Archiviazione di documenti dell'amministrazione (022). – Traduzione semplici
322	Concerti Musica e teatri	<ul style="list-style-type: none"> – Esercizio, manutenzione o sostegno di concerti e teatri; – promozione di musica, danza, teatro, musical, opere, circhi; – promozione di artisti nel ambito della musica e del teatro (musicisti, compositori, attori di teatro, registi di teatro e altri); – promozione di organizzazioni culturali nel ambito della musica e del teatro (orchestre, cori, associazioni musicali, associazioni teatrali e altre). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Sostegno a scuole di musica (214)
329	Cultura, n. m. a.	<ul style="list-style-type: none"> – Promozione generale e non specifica della cultura; – Promozione di manifestazioni e organizzazioni culturali che non rientrano nelle funzioni 311, 312, 321, 322, 331 o 332; – Giardini zoologici o botanici, acquari, sentieri didattici e istituzioni simili;
33	Media	
331	Film e cinema	<ul style="list-style-type: none"> – Promozione della produzione e distribuzione di film; – Sostegno a festival di film; – Promozione di artisti nel ambito del cinema (attori di cinema, registi di cinema e altri); – Promozione di organizzazioni culturali nel ambito del cinema (associazioni cinematografiche, distribuzione cinematografica e altre). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Filmi di commissione per pubblicità turistica (840)
332	Mass media	<ul style="list-style-type: none"> – Promozione di materiale culturale destinato alla diffusione tramite televisione, Internet e radio; produzione multimediatca – Promozione di giornali, stampa, media; <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Centri di stampa degli enti pubblici (022); – Editoria scolastica (219);

		– Preparazione di materiale per compiti nel settore della formazione (2).
34	Sport e tempo libero	
	341 Sport	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio, manutenzione o sostegno di impianti sportivi; – Vigilanza (su) ed emanazione di regolamenti per centri sportivi; – Promozione e sostegno di attività e manifestazioni sportive. <p>Non comprende;</p> <ul style="list-style-type: none"> – Impianti sportivi collegati a istituti di formazione (classificati nella corrispondente classe del settore della formazione 2).
	342 Tempo libero	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio, manutenzione o sostegno di prestazioni di servizi nel settore delle attività ricreative; – Esercizio o sostegno di impianti per le attività ricreative (parchi, campeggi e posti di sosta adiacenti e installati su base non commerciale). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Giardini zoologici o botanici, acquari, sentieri didattici e istituzioni simili (329); – Impianti per attività ricreative collegate a istituti di formazione (classificati nella corrispondente classe del settore della formazione 2).
35	Chiese e affari religiosi	
	350 Chiese e affari religiosi	– Gestione, esercizio o sostegno di chiese e affari religiosi.
38	R&S cultura, sport e tempo libero, Chiesa	
	381 R&S cultura e media	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore della cultura e media. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
	382 R&S sport e tempo libero, Chiesa	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore dello sport, tempo libero e religione. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
4	SANITÀ	
	41 Ospedali e case di cura	
	411 Ospedali	<ul style="list-style-type: none"> – Costruzione, esercizio, manutenzione o sostegno di stabilimenti adibiti alla cura ospedaliera di malattie acute o all’attuazione ospedaliera di provvedimenti medici di riabilitazione. Questi stabilimenti sono considerati come ospedali sia secondo l’articolo 39 capoverso 1 LAMaI sia secondo la statistica dell’UST in materia di ospedali. – Servizi pubblici
	412 Case medicalizzate, di riposo e di cura	– Costruzione, esercizio, manutenzione o sostegno di istituti in servizio 24 ore su 24 per l’accoglienza di pazienti che necessitano di una cura ospedaliera o assistenza medica. Il ricovero è dovuto a motivi medici e/o sociali ed è di regola previsto per un lungo periodo (definizione secondo la statistica dell’UFS in materia di istituti medico-sociali).
	413 Cliniche psichiatriche	– Costruzione, esercizio, manutenzione o sostegno di ospedali o cliniche specializzate nel settore medico della psichiatria.
42	Cure ambulatoriali	

	421	Cure ambulatoriali	– Cure mediche extraospedaliere, cure a domicilio, associazioni di samaritani, servizio di pasti a domicilio (non sovvenzinato) ecc.
	422	Servizi di salvataggio	– Ambulanze, polizia sanitaria, Rega, pronto soccorso ecc.
43		Prevenzione della salute	
	431	Prevenzione di alcool e di droghe	– Misure profilattiche e terapeutiche. Non comprende: – Sostegno sociale di alcoolisti e tossicodipendenti (579).
	432	Lotta contro le malattie, altro	– Gestione, controllo, esercizio o sostegno di un servizio sanitario pubblico come l'esercizio di banche del sangue (raccolta, lavorazione, stoccaggio, spedizione), diagnosi di malattie (cancro, tubercolosi, malattie veneree), prevenzione (immunizzazione, vaccinazione), controllo (alimentazione dei bambini, salute dei bambini) e raccolta di dati epidemiologici ecc.; – Allestimento ed elaborazione di informazioni su affari del servizio sanitario pubblico; – Servizio sanitario pubblico offerto sul posto di lavoro da gruppi specializzati o da altri servizi non medici; – Servizio sanitario pubblico non collegato a un ospedale, a una clinica o a un medico.
	433	Servizio medico scolastico	– Servizio sanitario pubblico offerto da gruppi specializzati presso le scuole (ad es. dentista scolastico).
	434	Controllo delle derrate alimentari	– Esecuzione di ispezioni nelle aziende; – Esecuzione di analisi di laboratorio; – Controllo del rispetto di prescrizioni legali.
48		R&S sanità	
	480	R&S sanità	– Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore della sanità; – Laboratori che si occupano della diagnosi delle cause di malattie. Non comprende: – Ricerca fondamentale (281).
49		Sanità, n. m. a.	
	490	Sanità, n. m. a.	– Gestione, esercizio o sostegno di attività come elaborazione, esecuzione, coordinamento e vigilanza di un'ampia politica sanitaria, piani, programmi e preventivi; – Preparazione e attuazione della legislazione e di norme concernenti prescrizioni nel settore della sanità come ad esempio rilascio di concessioni per istituti medici, disposizioni di ammissione per il personale medico (e paramedico), disposizioni di ammissione per medicinali; – Affari della sanità che non possono essere attribuiti altrimenti.
5		SICUREZZA SOCIALE	– Questo settore di compiti è basato sui rischi sociali. In deroga alla COFOG non è fatta alcuna distinzione tra vecchiaia e superstiti. Il conto globale della sicurezza sociale segue i principi del sistema europeo di statistiche integrate della protezione sociale (ESSPROS) di Eurostat.
	51	Malattia e infortunio	
	511	Assicurazione malattie	– Gestione, esercizio o sostegno in base alla legge federale del 18 marzo 1994 (RS 832.10) sull'assicurazione malattie (LAMal) Non comprende: – Riduzione dei premi (512); – Assunzione di premi non pagati (579).

512	Riduzioni dei premi	<ul style="list-style-type: none"> – Contributi per la riduzione dei premi delle assicurazioni obbligatorie contro le malattie e gli infortuni. Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Assunzione di premi non pagati (579).
513	Assicurazione contro gli infortuni	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno secondo la legge federale del 20 marzo 1981 (RS 832.20) sull'assicurazione contro gli infortuni (LAINF). Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Contributi del datore di lavoro (attribuiti in funzione del settore di compiti).
514	Assicurazione militare	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno secondo la legge federale del 19 giugno 1992 (RS 833.1) sull'assicurazione militare (LAM).
52	Invalidità	
521	Assicurazione per l'invalidità	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno secondo la legge federale del 19 giugno 1959 (RS 831.20) su l'assicurazione per l'invalidità (LAI). – Contributi dell'ente pubblico. Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Contributi del datore di lavoro (attribuiti in funzione del settore di compiti).
522	Prestazioni complementari all'AI	<ul style="list-style-type: none"> – Prestazioni complementari della Confederazione e dei Cantoni secondo la legge federale del 6 ottobre 2006 sulle prestazioni complementari all'assicurazione per la vecchiaia, i superstiti e l'invalidità (LPC 831.30); Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Aiuti cantonali all'AI (571); – Sussidi comunali in aggiunta agli aiuti cantonali (571).
523	Case per invalidi	<ul style="list-style-type: none"> – Costruzione, esercizio, manutenzione o sostegno di strutture destinate a ospitare, occupare, assistere e favorire gli invalidi; – Case per invalidi.
524	Prestazioni per invalidi	<ul style="list-style-type: none"> – Prestazioni per invalidi che non rientrano nelle funzioni 521 fino a 523.
53	Vecchiaia + Superstiti	
531	Assicurazione per la vecchiaia e per i superstiti AVS	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno secondo la legge federale del 20 dicembre su l'assicurazione per vecchiaia e per i superstiti 1946 (RS 831.10) (LAVS); – Contributi dell'ente pubblico; – Casse di compensazione e agenzie comunali. Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Contributi del datore di lavoro (attribuiti in funzione del settore di compiti).
532	Prestazioni complementari all'AVS	<ul style="list-style-type: none"> – Prestazioni complementari della Confederazione e dei Cantoni secondo la legge federale del 6 ottobre 2006 sulle prestazioni complementari all'assicurazione per la vecchiaia, i superstiti e l'invalidità (LPC 831.30); Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Aiuti cantonali all'AVS (571); – Sussidi comunali in aggiunta agli aiuti cantonali (571).
533	Prestazioni per pensionati	<ul style="list-style-type: none"> – Pensioni, rendite transitorie, indennità di rincarato per i pensionati. Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Prestazioni di vecchiaia (535).
534	Alloggi per pensionati (senza cure)	<ul style="list-style-type: none"> – Case di riposo, residenze per pensionati, abitazioni per anziani, strutture di ricovero per anziani (non medicalizzate e senza cure). Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Case di cura, case di riposo specializzate nelle cure (412).

535	Prestazioni di vecchiaia	<ul style="list-style-type: none"> – Prestazioni di servizi e contributi per la vecchiaia che non rientrano nelle funzioni 531 e 534; – Sostegno a istituzioni per la vecchiaia (ad es. Pro Senectute).
54	Famiglia e gioventù	<ul style="list-style-type: none"> – Nel quadro del conto globale della sicurezza sociale secondo l'Eurostat viene operata una sottoarticolazione in «544 Protezione dei giovani» e «545 Prestazioni a famiglie».
541	Assegni familiari	<ul style="list-style-type: none"> – Assegni familiari secondo la legislazione federale e cantonale; – Assegni familiari nell'agricoltura. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Assicurazione per la maternità (542);
542	Assicurazione per la maternità	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno secondo la legge federale del 25 settembre 1952 (RS 834.1) sulle indennità di perdita di guadagno per chi presta servizio e in caso di maternità (legge sulle indennità di perdita di guadagno, LIPG) nonché secondo le leggi cantonali.
543	Anticipo e incasso di pensioni alimentari	<ul style="list-style-type: none"> – Anticipo e incasso di pensioni alimentari non versate.
544	Protezione dei giovani	<ul style="list-style-type: none"> – Misure per la protezione dei bambini e dei giovani ad esempio assistenza alla gioventù, colonie, Pro Juventute, ARP assistenza del minore (prima autorità di tutela); <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – ARP assistenza dell'adulto (545); – Spese amministrative dell'ARP (prima autorità di tutela) (140).
545	Prestazioni a famiglie	<ul style="list-style-type: none"> – Misure per la protezione e il sostegno di famiglie ad esempio consulenza familiare, aiuti alla maternità, assegni di nascita, doposcuola e asili nido, ARP assistenza dell'adulto (prima curatela professionale, autorità di tutela). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Assicurazione per la maternità (542) – ARP assistenza del minore (544) – Spese amministrative dell'ARP (prima curatela professionale, autorità di tutela) (140).
55	Disoccupazione	<ul style="list-style-type: none"> – La suddivisione in «551 Assicurazione contro la disoccupazione» e «552 Prestazioni a disoccupati» è un'esigenza della statistica concernente l'aiuto sociale.
551	Assicurazione contro la disoccupazione	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno secondo la legge federale del 25 giugno 1982 (RS 837.0) su l'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione e l'indennità per insolvenza (legge sull'assicurazione contro la disoccupazione); – Contributi dell'ente pubblico. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Contributi del datore di lavoro (attribuiti in funzione del settore di compiti).
552	Prestazioni a disoccupati	<ul style="list-style-type: none"> – Prestazioni individuali a disoccupati che non rientrano nella funzione 551. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Uffici regionali di collocamento.
559	Disoccupazione, n. m. a.	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione e prestazioni di servizi nel settore della disoccupazione non menzionate altrove; Uffici regionali di collocamento.
56	Costruzione di abitazioni sociali	
560	Costruzione di abitazioni sociali	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, costruzione, manutenzione ed esercizio di abitazioni sociali;

		<ul style="list-style-type: none"> – Sostegno sotto forma di prestazioni come sussidi per le pigioni, pagamenti per alleviare i costi abitativi attuali a carico dei proprietari d'abitazioni (ossia contributi all'ammortamento di ipoteche e pagamenti di interessi). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Promozione della proprietà d'abitazioni (790).
57	Aiuto sociale e settore dell'asilo	–
	571 Aiuti	<ul style="list-style-type: none"> – Aiuti cantonali all'AVS/AI; – Sussidi comunali in aggiunta agli aiuti cantonali. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Prestazioni complementari AI secondo la legge del 19 giugno 1959 (RS 831.20) su l'assicurazione per l'invalidità (LAI) (522); – Prestazioni complementari AVS secondo la legge federale del 20 dicembre 1946 (RS 831.10) su l'assicurazione per la vecchiaia e i superstiti (LAVS) (532).
	572 Aiuto economico	– Sostegno secondo le legislazioni cantonali in materia di aiuto sociale.
	573 Settore dell'asilo	– Prestazioni di servizi o sostegno nel settore dell'asilo e dei rifugiati.
	579 Assistenza, n. m. a.	– Compiti nel settore dell'assistenza che non possono essere attribuiti a una funzione specifica.
58	R&S previdenza sociale	
	580 R&S previdenza sociale	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore della previdenza sociale. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
59	Previdenza sociale, n. m. a.	
	591 Indennità per perdita di guadagno IPG	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno secondo la legge federale del 25 settembre 1952 (RS 834.1) sulle indennità di perdita di guadagno per chi presta servizio e in caso di maternità (legge sulle indennità di perdita di guadagno, LIPG); – Contributi dell'ente pubblico. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Contributi del datore di lavoro (attribuiti in funzione del settore di compiti).
	592 Azioni d'aiuto in Svizzera	– Prestazioni a carattere ausiliario, patrocinio per Comuni in condizioni difficili in Svizzera.
	593 Azioni d'aiuto all'estero	– Contributi a istituzioni di utilità pubblica attive all'estero (Caritas, ACES, CICR ecc.).
6	TRASPORTI E COMUNICAZIONI	
	61	Circolazione stradale
	611 Strade nazionali	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, prestazione di servizi, esercizio, costruzione, manutenzione in relazione alla rete di strade nazionali. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Sicurezza stradale (112); Ufficio della circolazione (113).
	612 Strade principali secondo il diritto federale	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, prestazione di servizi, esercizio, costruzione, manutenzione in relazione alla rete di strade principali secondo la legge federale del 22 marzo 1985 (RS 725.116.2) concernente l'utilizzazione dell'imposta sugli oli minerali a destinazione vincolata (LUMin). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Sicurezza stradale (112); Ufficio della circolazione (113).

613	Strade cantonali, altro	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, prestazione di servizi, esercizio, costruzione, manutenzione in relazione alle strade cantonali che non rientrano nella funzione 612. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Sicurezza stradale (112); Ufficio della circolazione (113).
615	Strade comunali	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, prestazione di servizi, esercizio, costruzione, manutenzione. – Posteggi, parcheggi coperti, park and ride, parchimetri ecc. di proprietà del Comune compresi gli impianti del traffico; addobbi, illuminazioni natalizie, ribassi ecc.
618	Strade private	
619	Strade, n. m. a.	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, prestazione di servizi, esercizio, costruzione, manutenzione in relazione alle strade che non possono essere attribuite a nessun'altra funzione. – spazi di transito e di sosta per nomadi
62	Trasporti pubblici	
621	Infrastruttura trasporti pubblici	<ul style="list-style-type: none"> – Infrastruttura per i trasporti pubblici (costruzione, manutenzione, acquisti). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Costi e contributi d'esercizio delle imprese di trasporto pubblico (622).
622	Traffico regionale e d'agglomerato	<ul style="list-style-type: none"> – Contributi d'esercizio della Confederazione e dei Cantoni alle FFS e alle imprese di trasporto concessionarie nel traffico regionale. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Infrastruttura (621)
629	Trasporti pubblici, n. m. a.	<ul style="list-style-type: none"> – Compiti e contributi nel settore dei trasporti pubblici (62) che non possono essere attribuiti a una funzione specifica.
63	Trasporti, altro	
631	Navigazione	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione o sostegno di affari concernenti l'esercizio, lo sfruttamento, la costruzione e la manutenzione di reti di navigazione.
632	Aviazione e astronautica	<ul style="list-style-type: none"> – Vigilanza ed emanazione di prescrizioni, gestione o sostegno di affari concernenti l'esercizio e l'utilizzazione della rete di collegamenti aerei e delle strutture di navigazione aerea.
633	Altri sistemi di trasporto	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione o sostegno di affari concernenti l'esercizio, l'utilizzazione, la costruzione e la manutenzione di sistemi di trasporto (impianti a fune, funivie, funicolari ecc.)
634	Pianificazione generale del traffico	<ul style="list-style-type: none"> – Compiti rimanenti che non possono essere attribuiti a una determinata funzione del settore dei trasporti.
64	Comunicazioni	
640	Comunicazioni	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione o sostegno di affari concernenti la costruzione, l'ampliamento, il miglioramento, l'esercizio e la manutenzione di reti di comunicazione (postali, telefoniche, telegrafiche, sistemi di comunicazione senza fili e satellitari); – Emanazione di prescrizioni per l'esercizio di reti di comunicazione (rilascio di concessioni, assegnazione delle frequenze, specificazione dei mercati che devono essere approvvigionati e delle tariffe da applicare ecc.). <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Sistemi di radionavigazione e navigazione satellitare per la navigazione marittima (631); – Sistemi di radionavigazione e navigazione satellitare per l'aviazione (632); – Reti radiotelevisive (332).
68	R&S trasporti e comunicazioni	

	681	R&S trasporti	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore dei trasporti. Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
	682	R&S comunicazioni	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore delle comunicazioni. Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
7		PROTEZIONE DELL'AMBIENTE E ASSETTO DEL TERRITORIO	<ul style="list-style-type: none"> – Questo settore di compiti si basa sulla Classificazione delle attività e delle spese di protezione dell'ambiente (CEPA 2000).
	71	Approvvigionamento idrico	
	710	Approvvigionamento idrico	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione o sostegno di affari di approvvigionamento idrico; – Vigilanza (su) ed emanazione di prescrizioni su tutti gli aspetti di approvvigionamento di acqua potabile, compresa la purezza dell'acqua, i controlli dei prezzi e della quantità; – Costruzione o esercizio di sistemi di approvvigionamento idrico non industriali. Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Sistemi d'irrigazione nell'agricoltura (81); – Raccolta e trattamento delle acque di scarico (720).
	72	Eliminazione delle acque di scarico	
	720	Eliminazione delle acque di scarico	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, vigilanza, controllo, costruzione, esercizio o sostegno di sistemi per le acque di scarico e di impianti per il trattamento delle acque di scarico.
	73	Gestione dei rifiuti	
	730	Gestione dei rifiuti	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, vigilanza, controllo, costruzione, esercizio o sostegno di sistemi per la raccolta, il trattamento e l'eliminazione di rifiuti; – Sostegno dell'esercizio, della costruzione, della manutenzione o dell'ampliamento di questi sistemi. – Raccolta, trattamento ed eliminazione di rifiuti nucleari.
	74	Ripari	
	741	Opere di sistemazione dei corsi d'acqua	<ul style="list-style-type: none"> – Sostegno dell'esercizio, della costruzione, della manutenzione o dell'ampliamento di opere di sistemazione dei corsi d'acqua.
	742	Opere di protezione, altre	<ul style="list-style-type: none"> – Sostegno dell'esercizio, della costruzione, della manutenzione o dell'ampliamento di opere di protezione contro le valanghe, le cadute di massi, le colate detritiche ecc. – Rimboschimenti a scopo di ripari antivalanghe.
	75	Protezione delle specie e del paesaggio	
	750	Protezione delle specie e del paesaggio	<ul style="list-style-type: none"> – Provvedimenti e attività che mirano alla protezione e alla reintroduzione di piante e animali, alla protezione e al ripristino di ecosistemi e habitat nonché alla protezione e al ripristino di paesaggi naturali e seminaturali; – Gestione, esercizio o sostegno di parchi e riserve naturali. Non comprende: <ul style="list-style-type: none"> – Protezione e ripristino di monumenti storici (312); – Lotta contro le malerbe nell'agricoltura (81); – Protezione dei boschi contro gli incendi purché prevalgano considerazioni di tipo economico (820).

76	Lotta contro l'inquinamento ambientale	
761	Protezione dell'aria e del clima	– Misure e attività per ridurre le emissioni atmosferiche o la concentrazione di inquinanti atmosferici nonché misure e attività per lottare contro le emissioni di gas a effetto serra e gas che pregiudicano lo strato d'ozono stratosferico.
769	Altri tipi di lotta contro l'inquinamento ambientale	– Misure e attività per la protezione e il risanamento di suolo e acque sotterranee; – Misure e attività per la protezione fonica e contro le vibrazioni; – Misure e attività per la radioprotezione. Non comprende: – Protezione fonica e contro le vibrazioni destinata unicamente alla protezione del lavoro (850).
77	Altri tipi di protezione dell'ambiente	
771	Cimitero e sepoltura	– Gestione, vigilanza, controllo o sostegno nell'ambito delle sepolture; – Gestione, vigilanza, controllo, costruzione, manutenzione, esercizio di cimiteri.
779	Protezione dell'ambiente, n. m. a.	– Affari della protezione dell'ambiente che non possono essere attribuiti altrimenti.
78	R&S protezione dell'ambiente	
781	R&S ambiente	– Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore della protezione dell'ambiente. Non comprende: – Ricerca fondamentale (281).
782	R&S assetto del territorio	– Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata e dello sviluppo sperimentale nel settore dell'assetto del territorio. Non comprende: – Ricerca fondamentale (281).
79	Assetto del territorio	
790	Assetto del territorio	– Gestione degli affari dell'assetto del territorio, gestione di ordinamenti edilizi, piani di sfruttamento delle superfici e prescrizioni in materia di costruzione; – Promozione della proprietà d'abitazioni. Non comprende: – Abitazioni sociali (560).
8	ECONOMIA NAZIONALE	
81	Agricoltura	
811	Amministrazione, esecuzione e controllo	– Gestione, vigilanza ed emanazione di prescrizioni nell'economia rurale.
812	Miglioramenti strutturali	– Misure volte a migliorare le condizioni di vita e le condizioni economiche nel mondo rurale, sostegno sotto forma di aiuti agli investimenti.
813	Miglioramenti della produzione animale	– Gestione, prestazioni di servizi o promovimento dei miglioramenti nell'ambito dell'allevamento di bestiame; – Vigilanza e controllo nel settore della detenzione di animali e della lotta contro le epizootie.
814	Miglioramenti della produzione vegetale	– Gestione, prestazioni di servizi e promovimento nel settore della produzione vegetale; – Vigilanza e controllo nel settore della produzione vegetale.
815	Misure economiche	– Esercizio o sostegno di programmi e progetti per stabilizzare o migliorare i prezzi dei prodotti agricoli e il reddito agricolo;

		– Promozione dello smercio dei prodotti agricoli.
816	Pagamenti diretti	– Sostegno secondo l'ordinanza del 7 dicembre 1998 (RS 910.13) concernente i pagamenti diretti all'agricoltura (ordinanza sui pagamenti diretti, OPD).
817	Misure sociali	– Misure collaterali per alleviare, dal profilo sociale, le conseguenze del mutamento strutturale come aiuti per la costruzione aziendale, aiuti per la riconversione dei mutui esistenti gravati da interessi e aiuti di riqualificazione in una professione non agricola. Non comprende: – Assegni familiari nell'agricoltura (541).
818	Economia alpestre	– Esercizio, costruzione e manutenzione dell'economia alpestre nei beni amministrativi.
82	Silvicoltura	
820	Silvicoltura	– Gestione o sostegno di affari e prestazioni di servizi nella silvicoltura; – Vigilanza e regolamentazione di attività inerenti alla silvicoltura; – Esercizio o sostegno di lavori di rimboschimento, controlli di epizoozie e malattie, lotta e prevenzione degli incendi di boschi e prestazioni di servizi nell'ambito dell'estensione della superficie boschiva. Non comprende: – Rimboschimenti a scopo di ripari antivalanghe (742).
83	Caccia e pesca	
830	Caccia e pesca	– Gestione di affari di caccia e pesca, protezione, riproduzione e sfruttamento razionale della popolazione ittica e di fauna selvatica, vigilanza e regolamentazione della pesca d'acqua dolce, pescherie, caccia di animali selvatici e concessione di licenze di caccia e di pesca; – esercizio di allevamenti ittici o sostegno nel campo delle attività di ampliamento, di equipaggiamento d'impianti e di selezione dei pesci ecc.; – sostegno di attività di caccia e pesca commerciali, compresi la costruzione e l'esercizio di impianti di allevamento ittico. Non comprende: – Gestione, esercizio o sostegno di parchi e riserve naturali (750).
84	Turismo	
840	Turismo	– Gestione di affari del turismo, promozione e sviluppo del turismo, collaborazione con il settore dei trasporti, alberghiero e degli esercizi pubblici e altri settori economici che beneficiano del turismo; – Esercizio degli uffici del turismo in Svizzera e all'estero ecc., organizzazione di campagne pubblicitarie compresi l'allestimento e la diffusione di opuscoli pubblicitari e simili.
85	Industria, artigianato e commercio	
850	Industria, artigianato e commercio	– Gestione, esercizio, regolamentazione o sostegno di affari dell'economia come esportazioni, importazioni, mercati delle merci e dei capitali, determinazione di standard in materia di redditi, misure generali per la promozione dell'economia, emanazione generale di prescrizioni su monopoli e altre limitazioni del commercio e dell'accesso ai mercati ecc., determinazione ed esecuzione di una politica economica generale; – Esercizio o sostegno di istituti che si occupano di brevetti, marchi e diritti d'autore; – Informazioni e protezione dei consumatori;

		<ul style="list-style-type: none"> – Determinazione ed esecuzione di una politica economica generale; sorveglianza e regolamentazione delle condizioni di lavoro e della protezione dei lavoratori; – Acquisto e stoccaggio di derrate alimentari, equipaggiamento e altri beni di sostegno per l'impiego in situazioni di emergenza e di catastrofe in tempo di pace. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Uffici regionali di collocamento (559); – Prestazioni a disoccupati (552).
86	Banche e assicurazioni	
	860 Banche e assicurazioni	<ul style="list-style-type: none"> – Vigilanza sui mercati finanziari; – Vigilanza sulle banche; – Capitale di dotazione a banche, partecipazioni agli utili di banche.
87	Combustibili ed energia	
	871 Elettricità	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, vigilanza e regolamentazione di affari concernenti la produzione, il commercio e la distribuzione di elettricità; – Costruzione o esercizio di sistemi di approvvigionamento elettrico; – Sostegno dell'industria di approvvigionamento elettrico come pure delle uscite per la costruzione di dighe e altri impianti (ad es. energia eolica o fotovoltaica).
	872 Petrolio e gas	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, vigilanza o sostegno di affari concernenti l'elaborazione, la produzione, il commercio e la distribuzione di petrolio e gas.
	873 Energia non elettrica	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione o sostegno di affari concernenti l'energia non elettrica che riguardano soprattutto la produzione, la distribuzione e lo sfruttamento del calore sotto forma di vapore, acqua o aria calde; – Costruzione o esercizio di sistemi di approvvigionamento di energia non elettrica; – Geotermia; – Energia non elettrica eolica o fotovoltaica.
	879 Energia, n. m. a.	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione o sostegno di affari concernenti altri combustibili (come alcol, legno, rifiuti del legno, canna da zucchero pressata e altro non sfruttati sul piano commerciale) come pure affari nel settore dell'energia che non possono essere attribuiti a nessun'altra funzione. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Smaltimento di rifiuti radioattivi (730); – Energia eolica o fotovoltaica (871) o (873); – Geotermia (873).
88	R&S economia nazionale	
	881 R&S agricoltura	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata o dello sviluppo sperimentale nel settore dell'agricoltura. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
	882 R&S silvicoltura, caccia e pesca	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata o dello sviluppo sperimentale nel settore della silvicoltura, caccia e pesca. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
	883 R&S combustibili ed energia	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata o dello sviluppo sperimentale nel settore dei combustibili ed energia. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).

884	R&S in altre attività di economia nazionale	<ul style="list-style-type: none"> – Gestione, esercizio o sostegno della ricerca applicata o dello sviluppo sperimentale nel settore delle altre attività di economia nazionale. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ricerca fondamentale (281).
89	Altre aziende artigianali	
890	Altre aziende artigianali	<ul style="list-style-type: none"> – Affari di economia nazionale che non possono essere attribuiti altrimenti.
9	FINANZE E IMPOSTE	
91	Imposte	
910	Imposte	<ul style="list-style-type: none"> – La ripartizione dei tipi di imposta avviene secondo il piano contabile MPCA2. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Amministrazione delle finanze e delle contribuzioni (021). – Multe fiscali (021).
92	Convenzioni fiscali	
920	Convenzioni fiscali	<ul style="list-style-type: none"> – Restituzioni d'imposta a enti pubblici di altri Stati in base a trattati nazionali.
93	Perequazione finanziaria e compensazione degli oneri	
930	Perequazione finanziaria e compensazione degli oneri	<ul style="list-style-type: none"> – Compensazione della capacità finanziaria; – La ripartizione dei diversi generi di perequazione finanziaria e di compensazione degli oneri avviene secondo il piano contabile MPCA2.
94	Partecipazioni a entrate della Confederazione	
940	Partecipazioni a entrate della Confederazione senza destinazione vincolata	<ul style="list-style-type: none"> – Utilizzare soltanto per partecipazioni a entrate senza destinazione vincolata; per partecipazioni a entrate a destinazione vincolata si deve utilizzare la funziona corrispondente. – La ripartizione delle quote di ricavi a entrate della Confederazione senza destinazione vincolata avviene secondo il piano contabile MPCA2. – Sono partecipazioni a entrate della Confederazione senza destinazione vincolata che non appartengono né alla perequazione finanziaria e la compensazione degli oneri (funzione 930), né ad altri compiti (funzione) di cui l'ente pubblico può disporre liberamente.
95	Partecipazioni, altro	
950	Partecipazioni, altro, senza destinazione vincolata	<ul style="list-style-type: none"> – Utilizzare soltanto per partecipazioni a entrate senza destinazione vincolata; per partecipazioni a entrate a destinazione vincolata si deve utilizzare la funziona corrispondente. – La ripartizione delle altre partecipazioni (a entrate/ricavi) senza destinazione vincolata avviene secondo il piano contabile MPCA2. – Sono altre partecipazioni a entrate senza destinazione vincolata che non appartengono né alla perequazione finanziaria e la compensazione degli oneri (funzione 930), né ad altri compiti (funzione) di cui l'ente pubblico può disporre liberamente.
96	Gestione del patrimonio e del debito	
961	Interessi	<ul style="list-style-type: none"> – Interessi attivi e passivi. <p>Non comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Costi di gestione della politica del debito pubblico (021); – Pignoni di immobili.
962	Costi di emissione	<ul style="list-style-type: none"> – Commissioni, tasse e altre spese su titoli di credito.

963	Immobili dei beni patrimoniali	– Immobili quali investimenti in capitale che sono alienabili e non servono all'attività dell'Amministrazione.
969	Beni patrimoniali, n. m. a.	– Beni patrimoniali che non possono essere attribuiti a una determinata funzione. – 'Interessi negativi' – Utili e perdite su cambi su valute estere
97	Ridistribuzioni	
971	Ridistribuzioni tassa sul CO ₂	
99	Voci non ripartite	
990	Voci non ripartite	– Voci contabili non attribuibili
995	Spese e ricavi neutri	
999	Chiusura	

